Montréal jeudi 1er février 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique • 123e année Nº 101 64 pages, 5 cahiers 70 ¢ taxes en sus – Édition provinciale 80 ¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

BANQUES LA BMO SUPPRIME 1000 EMPLOIS

LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1



MODE
JEUNES DESIGNERS D'ICI
ACTUEL PAGES 1 À 3



JUSTE POUR RIRE
LE FESTIVAL DÉFILERA
ARTS ET SPECTACLES PAGE 1

ÉTEIGNEZ LE MOTEUR!
LA POLICE SÉVIT AUX ARRÊTS
PAGE A5



Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
André Boisclair songerait à devenir un Justicier masqué.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

JUSTIN TIMBERLAKE OU LE DANDY DU HIP-HOP



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

C'était soir de fête, hier au Centre Bell. Celle de Justin Timberlake. Et celle de ses milliers de fans venus célébrer le 26e anniversaire du chanteur. Personne n'a été déçu. Douze ans après avoir signé son premier contrat de disque avec *'NSync*, le jeune roi de la pop a démontré son talent et son expérience sur scène.

NOTRE CRITIQUE ET NOS PHOTOS EXCLUSIVES, EN PAGE **A28**.

André Boisclair Le chef du PQ fera face à ses députés aujourd'hui

La tempête s'apaise, le vent souffle encore

DENIS LESSARD
ET TOMMY CHOUINARD

Le chef péquiste André Boisclair va passer les trois prochains jours sur le banc des accusés. Mais après l'exercice de torture, il devrait toujours être le leader du Parti québécois.

Dans l'espoir d'apaiser les récriminations de ses députés, le leader du PQ profitera du caucus qui débute aujourd'hui à Québec pour leur dévoiler l'essentiel de la plateforme électorale de son parti. Aucun document ne sera remis, mais ce geste est fort attendu des députés comme François Legault et Camil Bouchard.

Les représentants de « l'aile gauche », ceux du SPQ libre, risquent d'être déçus toutefois.

›Voir BOISCLAIR en page A3

AUTRES TEXTES EN PAGES A2 À A4

Les évaluatrices de la SAAQ sur la banquette arrière

Les employées de la société cèdent leur place à des collègues masculins pour faire passer les examens de conduite aux membres de la communauté des hassidim

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les juifs hassidiques bénéficient d'un accommodement à la Société de l'assurance automobile du Québec. À la demande des membres de cette communauté, les évaluatrices de la société d'État cèdent leur place à des collègues masculins pour faire passer les examens de conduite.

« Ce n'est pas une politique d'accommodement pour des questions de religion. C'est une politique axée sur le service à la clientèle », a expliqué à *La Presse* hier la responsable des communications de la SAAQ, Audrey Chaput.

Mais le président pour le Québec du Congrès juif canadien, Jeffrey Boro, reconnaît lui-même que cet accommodement est d'ordre religieux et viole le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes.

La Fédération des femmes du Québec conteste cet « arrangement ».

›Voir SAAQ en page A11

ACCOMMODEMENTS
HÉROUXVILLE FAIT DES PETITS
PAGE A10

« Le Québec a succombé à la dictature du commentaire »
MARC CASSIVI
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 2



PQ LE CHEF DANS LA TOURMENTE

« On ne part pas à la guerre

Les députés péquistes réunis en caucus comptent demander

PAUL ROY ET TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — La tempête qui souffle sur André Boisclair depuis quelques jours va le suivre au caucus des députés de son parti, qui se tient aujourd'hui et demain à Québec. Préoccupés par les sondages défavorables, les députés péquistes comptent bien demander des explications à leur chef. Mais à quelques semaines du déclenchement probable des élections, aucun de ceux interrogés par *La Presse* n'a été jusqu'à réclamer son départ.

« Je ne peux pas voir qui irait jusque-là, dit Sylvain Pagé, député de Labelle. C'est sûr que ça pourrait être tentant, avec tout ce qui se dit, mais je pense qu'une certaine sagesse va prévaloir. »

« Il n'y a pas une armée qui va à la guerre en changeant son chef », résume Claude Boucher, député de Johnson et président de la campagne de financement du PQ.

Quant à Bernard Landry, qui s'est montré prêt à revenir à la tête du PQ, il est sévèrement critiqué par des membres de son ancienne équipe.

« Par ses interventions, M. Landry ne contribue pas à garder l'estime qu'il a dans le parti et la population », signale M. Boucher. Son collègue Claude Pinard, député de Saint-Maurice, est plus sévère : « Bernard Landry me fait penser à un constructeur qui mettrait le feu à une maison et proposerait ses services pour la reconstruire. Moi, quelqu'un qui, un an et demi après, lève encore la main et dit qu'il est prêt à reprendre du service pour la République... »

« Bernard Landry me fait penser à un constructeur qui mettrait le feu à une maison et proposerait ses services pour la reconstruire. »

Si certains des députés interrogés en ont contre l'attitude de leur ancien chef, cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de reproches à adresser à leur nouveau. Et plusieurs s'attendent à « des échanges francs et directs » avec M. Boisclair. « Il y a des choses que les gens ont envie de discuter avec M. Boisclair, précise Marie Malavoy, députée de Taillon. C'est pour ça qu'il y a un huis clos. Mais je ne sens pas de grandes manœuvres contre lui. »

Le chef péquiste s'est retrouvé plus souvent qu'à son tour dans l'embarras, ces derniers temps. Certains vont donc lui demander ce qu'il entend faire pour corriger le tir. Mais d'autres, dont François Legault, député de Rousseau et adversaire d'André Boisclair lors de la course à la direction du parti, vont vouloir qu'il leur dise où il s'en va : « Je pense qu'il est important que M. Boisclair présente ses idées sur des grands thèmes et qu'il le fasse maintenant. Les

Parizeau comme consultant

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Malmené, critiqué, André Boisclair reste déterminé à diriger ses troupes aux prochaines élections. Et il a annoncé hier avoir obtenu la caution de Jacques Parizeau, qui l'a conseillé pour corriger le tir.

« J'ai parlé à M. Parizeau, je lui ai dit : j'ai besoin de vos conseils », a confié hier M. Boisclair dans une entrevue avec Christiane Charette à la radio de Radio-Canada. Après un moment de réflexion, l'ancien premier ministre l'a rappelé : « cela n'a pas été un bouquet de roses », mais il a accepté de lui prodiguer certains conseils, a poursuivi M. Boisclair. « Il a été généreux de ses conseils, critique, exigeant, loin d'être complaisant, mais il a pris le temps de me faire connaître ses recommandations », a insisté le chef péquiste.

Des proches de l'ancien premier ministre ont souligné hier que M. Parizeau n'apprécierait guère de voir ainsi son nom utilisé comme caution morale. M. Boisclair, se sentant en terrain miné, avait indiqué espérer que l'ancien chef ne serait pas froissé par son indiscrétion. Lisette Lapointe, épouse de M. Parizeau, fait partie de la brochette des candidats péquistes et fera campagne dans Crémazie.

Au cœur d'une crise, M. Boisclair a clairement choisi de sortir des sentiers battus. Il a même échappé un juron en parlant de Mario Dumont, « un gars qui a travesti sa pensée 150 fois depuis qu'il est chef de l'ADQ ». « On peut me reprocher bien des choses, mais, baptême, je ne change pas d'idée à tous les jours ! » a-t-il lancé.

M. Boisclair a souligné qu'il avait aussi « vécu des moments difficiles durant la course à la chefferie » (quand sa consommation passée de cocaïne est devenue du domaine public).

Mais pas question pour lui de quitter la politique. « J'ai du ressort, je ne vais pas me défiler devant la difficulté. Je sais ce qu'est l'épreuve dans la vie », a-t-il dit en mettant en perspective ses difficultés avec celles des employés d'Olymel ou des travailleurs forestiers. « Devant l'épreuve, on n'a pas à s'écraser », a-t-il affirmé.

« Je suis intelligent. Je suis capable de m'adapter, d'apprendre », a insisté André Boisclair, ajoutant que les militants et les députés qui l'ont choisi démocratiquement « ne veulent pas embarquer dans la controverse pour nourrir la nouvelle du jour ».

Sur les interventions de Bernard Landry, le chef péquiste n'a pas répondu quand on lui a demandé d'en juger la solidarité. « Moi j'ai beaucoup aidé Bernard Landry, il n'y a jamais eu l'épaisseur d'une feuille de papier entre moi et lui, même aux moments difficiles et je suis convaincu que je peux compter sur sa solidarité. »

Les membres du PQ « ont fait un choix éclairé. Le PQ est un parti démocratique qui choisit ses chefs, et M. Landry connaît suffisamment le Parti québécois pour respecter la qualité de la démocratie qui y règne », a-t-il souligné.

« La job de chef de l'opposition est probablement la plus difficile au Parlement. M. Charest est passé à travers des épreuves semblables à celles que je vis. M. Parizeau aussi. Le PQ va rebondir », a-t-il prédit.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE ©

Jacques Parizeau a accompagné sa femme Lisette Lapointe lors de son investiture dans la circonscription de Crémazie, en novembre dernier.

SOMMAIRE

Amusez-vous et Mots croisés ! ACTUEL **8**
Astrologie du jour ARTS **8**
Bourses AFFAIRES **8 à 10**
Décès ACTUEL **6 et 7**
Forum A **25 à 27**
Horaire télévision ARTS **4**
Loteries A **16**
Monde A **22 à 24**
Petites annonces ACTUEL **4** ET AFFAIRES **4**
Sudoku AFFAIRES **4**
Trait d'union ARTS **8**

Météo

Nuageux avec averses de neige, maximum **-7**, minimum **-10**. SPORTS **7**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

Boisclair critiqué sur sa gauche

Le chef du PQ devrait choisir un autre modèle que celui de la « social-démocratie » de Tony Blair, estime le SPQ libre

DENIS LESSARD

QUÉBEC — André Boisclair qui se targue d'imiter le New Labour de Tony Blair devrait y songer à deux fois, préviennent les ténors du SPQ libre, le mouvement de gauche qui a déclenché la tempête entre le chef péquiste et les centrales syndicales.

Dans un texte rendu public hier, MM. Marc Laviolette et Pierre Dubuc critiquent leur chef qui, de passage en France, avait ouvertement indiqué son « admiration pour le type de social-démocratie mise en avant par le premier ministre britannique, Tony Blair ». La « nouvelle démocratie » du PQ devait s'inspirer du programme du New Labour britannique, signalait André Boisclair.

Pour le tandem Laviolette-Dubuc, M. Boisclair devrait choisir d'autres modèles. Bien que la Grande-Bretagne puisse compter sur « l'énorme avantage » du pétrole de la mer du Nord, ce pays affiche l'un des plus sombres bilans du point de vue de la répartition des richesses. Le passage des travaillistes au New Labour laisse les Britanniques sans parti progressiste, « sans alternative à la droite conservatrice. Ils en payent aujourd'hui le prix » prévient le SPQ libre.

Le Royaume-Uni est passé au 19e rang des 25 pays de la CEE quant à la performance économique. Sa croissance en 2005 était, à 1,75 %, la plus faible de tous les pays du G8.

L'endettement de la Grande-Bretagne a rapidement augmenté, le déficit par rapport au PIB était de 1,5 % en 2002, il a doublé après le passage de Tony Blair aux commandes.

En tenant compte de l'endettement des services publics comme les chemins de fer, l'endettement de la Grande-Bretagne reste catastrophique. La productivité des travailleurs britanniques est de 10 % inférieure à celle des ouvriers allemands et français.

Aussi les statistiques officielles en Grande-Bretagne transforment en malades les chômeurs. Pas mois de 2,7 millions de « malades » sont en fait des sans-emploi qui échappent au comptes du chômage, si bien qu'il faudrait parler d'un taux de chômage de 8,8 % pour le pays de Tony Blair.

Le salaire minimum est l'un des moins généreux d'Europe et les 13 millions de pauvres représentent près du quart de la population. En revanche, les plus riches, les « fat cats », 1 % de la population, ont vu de 1986 à 2002, leur part de la richesse nationale passer de 25 à 35 %.

LA LETTRE DE MARC LAVIOLETTE ET PIERRE DUBUC EST PUBLIÉE EN PAGE **A27**.

LISEZ AUSSI L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE SUR BERNARD LANDRY EN PAGE **A26**.

ÉLECTIONS
Verriez-vous Gilles Duceppe à la tête du PQ ? Répondez sur **www.cyberpresse.ca**

PQ LE CHEF DANS LA TOURMENTE

en changeant de chef »

des explications, mais pas le départ de leur leader

députés se demandent où il se situe sur l'axe gauche-droite et quelle est sa position sur le projet de souveraineté. »

Pour Sylvain Pagé, il faut commencer à « mettre le focus sur le contenu » : « Et ça presse ! Y a-t-il moyen qu'on commence à parler plus du message que du messager ? »

Toutefois, si plusieurs sont insatisfaits de la situation actuelle, aucun de ceux interrogés ne s'est dit prêt à jeter l'éponge.

« Est-ce qu'à quelques jours du déclenchement d'élections on remet tout en cause ? demande M. Pagé. Moi, je pense que ce n'est plus possible. Alors, on se serre les coudes, on parle de contenu et on essaie de repartir le plus correctement possible.

– Et si on était à deux ans des élections ?

– Je vous dirais la même chose : « Laissons-lui la chance. Et si ça ne fonctionne pas, on aura toujours le temps de changer de chef. » Mais là, on n'a pas le temps. Et je dis : « Laissons-lui la chance. »

Pas la première crise

Les plus anciens font par ailleurs remarquer que le PQ a survécu à bien d'autres crises. « En 14 ans, au PQ, j'ai vu passer pas mal de choses, signale Michel Morin, député de Nicolet-Yamaska. Ce n'est pas la première fois qu'il y a de la turbulence dans notre parti. Et pas la dernière non plus… »

« M. Boisclair, c'est mon cinquième chef, rappelle Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin. Alors, j'en ai vu d'autres. Et chaque fois, on a réussi à passer au travers de ces périodes de turbulence. »

Diane Lemieux, députée de Bourget et leader parlementaire du PQ, tient elle aussi à relativiser : « Ce n'est pas un tsunami qu'on traverse. C'est une petite tempête. Il y a un moment d'inquiétude, mais c'est géré. »

Pour Mme Lemieux, André Boisclair a fait les gestes pour corriger le tir. « Et il va en faire d'autres. Ça va se replacer. Il n'a tué personne ! Et il a fait beaucoup pour le parti. On est plus organisé qu'en 2003. »

Pour Stéphane Bergeron, député de Verchères (l'ancienne circonscription de Bernard Landry), être chef de l'opposition n'est pas facile. « M. Boisclair va donner sa pleine mesure en campagne », prédit-il.

En attendant, plusieurs ont aimé entendre leur chef dire qu'il avait reçu les critiques qui lui étaient adressées et qu'il comptait s'améliorer. « C'est un acte d'humilité très significatif, commente Rita Dionne-Marsolais, députée de Rosemont. Il a dit qu'il allait faire mieux. Ce n'est pas facile à dire, ça. »

Un caucus serein, donc ? « On s'en vient travailler, pas débattre du leadership, dit Agnès Maltais, députée de Taschereau et présidente du caucus. On a une job à faire, et notre job c'est débarrasser le Québec du Parti libéral. »

Marie Malavoy ne va toutefois pas jusqu'à prédire un caucus paisible. « N'exagérons rien, dit-elle en riant, on est quand même au Parti québécois. Faut quand même qu'on garde un petit peu notre tempérament. »



PHOTO PAR ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

André Boisclair était présent, malgré la tempête qui secoue son parti, à l'assemblée d'investiture du comédien Pierre Curzi dans Borduas, mardi soir.

La tempête s'apaise, le vent souffle encore

BOISCLAIR

suite de la page A1

Les orientations incarneront la volonté d'André Boisclair de « soulager le capital », afin de favoriser l'investissement.

Mais avant tout, les députés laveront leur linge sale en famille, dans une réunion dont seront exclus les conseillers politiques. L'opération lancée mardi par l'ancien premier ministre Bernard Landry n'a pas eu d'effet d'entraînement au sein des troupes péquistes. Aucun député n'a promis d'emboîter le pas à l'ancien chef pour fustiger publiquement M. Boisclair, a même reconnu M. Landry dans des conversations privées avec ses supporteurs, a appris *La Presse*.

Dans l'entourage de l'ancien premier ministre, on constate qu'aucun élu n'avait pris le relais après la série d'entrevues assez critiques de M. Landry à l'endroit de son successeur. La fronde allait faire long feu, prédisait-on déjà.

La plus susceptible de déclencher une fronde, Louise Harel, députée d'Hochelaga, a confié à quelques collègues : « Il est trop tard », à quelques semaines du déclenchement des élections, le PQ ne peut se payer le luxe d'un putsch pour changer de chef. Mme Harel n'était pas une partisane d'un retour de Bernard Landry, son réseau est beaucoup plus du côté du chef bloquiste, Gilles Duceppe. « On ne peut pas vivre dans la nostalgie, M. Landry a beaucoup de nostalgie, mais il a quitté. Et on ne peut refaire le passé », a soutenu publiquement Mme Harel.

Gilles Duceppe aurait sauté volontiers dans l'arène, à la condition toutefois qu'André Boisclair jette l'éponge. Ce qui n'arrivera pas, a clairement indiqué hier le jeune chef dans une entrevue à la radio de Radio-Canada.

Des sources fiables indiquent que le nouveau candidat dans Borduas, Pierre Curzi, avait insisté auprès d'Henri Massé, président de la FTQ, pour qu'il soit présent avec M. Boisclair à son investiture, mardi soir. On voulait payer les pots cassés avec les centrales. Le syndicaliste ne s'est pas déplacé toutefois, et joint par *La Presse*, il se refusait hier à tout commentaire.

Minuit moins cinq

M. Boisclair fera face à ses députés pendant deux jours, aujourd'hui et demain. Il a multiplié les coups de fil toute la journée hier et devait en retrouver plusieurs à un match des Remparts en soirée. « Les prochains jours seront déterminants », résume l'ancien député Jean-Pierre Charbonneau. « Ce n'est pas un con, André Boisclair, il sent bien que le tapis lui glisse sous les pieds et que la grogne est palpable. Il est minuit moins cinq », ajoute l'ancien élu de Borduas.

« Je souhaite que la tempête soit terminée. Il faut passer à autre chose », a dit la présidente du PQ, Monique Richard, confiante que la diffusion de la plateforme contribuera à calmer le jeu. Des sorties de Bernard Landry, elle se contentera de dire : « J'espère que son objectif est constructif. »

Le doyen des députés péquistes, François Gendron, a à maintes reprises prévenu qu'il déballerait son sac au caucus, mais il ne devrait pas attaquer publiquement le chef.

Samedi, à huis clos encore, le chef péquiste aura du fil à retordre à nouveau. Il fera face aux présidents de circonscriptions et plusieurs joints hier par *La Presse* n'ont pas caché leur mécontentement.

« Je souhaite que la tempête soit terminée. Il faut passer à autre chose », a dit la présidente du PQ, Monique Richard, confiante que la diffusion de la plateforme contribuera à calmer le jeu.

« Les militants sont dépités. Ça tire de tous les côtés et ce n'est pas facile ces jours-ci, observe spontanément le vice-président organisation du parti, Phillipe-Edwin Bélanger. Il y a un malaise au PQ depuis longtemps, il est exacerbé par les sondages, les sorties de M. Landry et la lettre de VLB, mais il existe depuis longtemps ». André Boisclair « ne peut garder le cap et prétendre que tout va bien, et c'est ce qu'on va lui dire ».

« Son plus gros problème est d'agir comme s'il était déjà premier ministre. Il n'écoute pas, c'est là où le bât blesse », déplore M. Bélanger, pour qui il est trop tard pour changer de chef. « On est déjà sur le champ de bataille, on ne peut pas changer de général », constate M. Bélanger, qui est aussi président de la région de Québec pour le PQ.

Plus de terrain

Président de l'association péquiste de Duplessis, André Lessard n'a pas digéré la sortie de M. Boisclair contre les centrales syndicales : « Ici, on a pas mal de syndiqués ; est-ce qu'il veut les envoyer à Québec solidaire ? On ne l'a pas revu ici depuis la course au leadership. Il devrait faire plus de terrain, venir nous voir au lieu d'aller en France. »

Bien des rumeurs circulaient sur une pétition demandant le retrait de M. Boisclair, mais aucun acteur important du PQ ne l'aurait cautionnée.

Responsable du financement du PQ, et membre du comité exécutif, Maité de Echeandia, était aussi froissée de la sortie de son chef sur le « copinage » avec les syndicats. « J'ai été heurtée par ce qu'il a dit sur les syndicats. Il devra recentrer son message. Dans la région du Saguenay, on ne sent pas de mouvement contre M. Boisclair » résume-t-elle. « On ne serait pas mieux avec un autre chef. Même quelqu'un de charismatique comme René Lévesque a souvent été en eau trouble », rappelle-t-elle.

Militant, ténor des partisans pour une élection sur la souveraineté, Sacha Gauthier ne croit pas qu'un changement de chef modifierait le cours des choses. « Pour nous, André Boisclair ou Bernard Landry, c'est du pareil au même », résume-t-il.

« M. Boisclair a fait beaucoup d'erreurs, il est en apprentissage. Je suis une ancienne syndicaliste, j'ai été blessée, mais je suis convaincue qu'il va se reprendre », estime Yolande Lauzon, présidente d'Anjou.

Pour l'ex-député Jean-Pierre Charbonneau, les rebondissements récents au PQ peuvent rappeler la période rocambolesque où les péquistes ont expulsé Pierre Marc Johnson en 1987. « Les gens se voient descendre dans l'opinion publique. Tout récemment encore, ils voyaient le pouvoir à portée de main. C'est la panique parce que les gens pensaient pouvoir faire rapidement un référendum », explique M. Charbonneau sur la déconfiture actuelle des péquistes. La sortie de M. Boisclair sur les syndicats n'est pas son seul faux pas. « Il a pris de front les militants sur l'éolien, il n'est pas au focus sur les accommodements raisonnables, il se prête à une comédie burlesque (la parodie de *Brokeback Mountain*). »

Avec la collaboration de Malorie Beauchemin

PQ LE CHEF DANS LA TOURMENTE

Duceppe à la défense de Boisclair

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Gilles Duceppe a tenté hier de remonter le moral à son allié souverainiste, le chef du Parti québécois, André Boisclair, en lui rappelant qu'il a lui-même vécu des jours difficiles en pleine campagne électorale à ses débuts comme chef du Bloc québécois.

M. Duceppe a par ailleurs rejeté catégoriquement les rumeurs qui circulent depuis 24 heures selon lesquelles des militants péquistes l'auraient pressenti pour qu'il prenne la relève de M. Boisclair si ce dernier démissionnait de ses fonctions avant les prochaines élections provinciales, prévues au printemps.

« Je n'ai reçu aucun appel (de militants péquistes). J'ai vu des lettres ouvertes ce matin dans les journaux. Mais je n'ai pas eu d'appel, aucune conversation de ce genre, absolument pas », a-t-il affirmé.

Également hier, M. Duceppe a poliment rabroué l'ancien chef du Parti québécois, Bernard Landry, qui n'a pas ménagé les critiques à l'endroit de M. Boisclair au cours des dernières heures, l'accusant d'être totalement responsable de la déconfiture du parti dans les sondages.

« Il (M. Landry) a mis des chiffres en évidence. Mais j'ai toujours dit que la démocratie existe dans nos partis, comme le Parti québécois, comme le nôtre. M. Landry a choisi de démissionner. Il doit l'assumer », a affirmé M. Duceppe.

Devant les journalistes, hier, à l'issue de la période de questions, le chef bloquiste a réitéré son appui à M. Boisclair, soulignant que le Parti québécois peut toujours remporter la prochaine bataille électorale compte tenu que le taux d'insatisfaction envers le gouvernement Charest demeure élevé.

« Vous savez, ça s'apprend le métier de chef de parti. Je me rappelle avoir eu quelques petits problèmes au départ et on en sort plus fort. Et c'est ce qui va arriver à André Boisclair. Je lui ai parlé aujourd'hui (hier) encore. Il a toute ma confiance. Il y a des jours importants qui arrivent pour préparer cette élection », a affirmé M. Duceppe.

M. Duceppe faisait allusion à sa toute première campagne électorale en tant que chef du Bloc québécois, en 1997, quand il avait visité une fromagerie portant un bonnet blanc sur la tête. Cette image était devenue le symbole d'une campagne qui ne tournait pas rond. Le chauffeur d'un des autobus de la campagne s'était égaré sur une route de campagne en se rendant à un événement. Il avait été congédié quelques heures plus tard.

M. Duceppe a aussi rappelé que Jean Charest, lorsqu'il était chef du Parti progressiste-conservateur à Ottawa, a vécu des heures de solitude après la raclée que les conservateurs ont subie aux élections de 1993. M. Charest dirigeait alors un parti composé de deux députés, lui-même et la députée du Nouveau-Brunswick Elsie Wayne. Aux élections de 1997, les conservateurs ont rebondi en remportant 22 sièges.

« Cela fait partie de la vie politique. Ce n'est pas toujours facile », a-t-il dit.



PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS©

Gilles Duceppe lors d'un déjeuner à Montréal la semaine dernière. Le leader du Bloc a rappelé hier qu'être chef de parti est un métier qui doit s'apprendre.

Moteurs qui tournent à l'arrêt

Les conducteurs frileux passent à la caisse

SARA CHAMPAGNE

Les conducteurs frileux qui laissent tourner leur moteur au ralenti pour conserver un peu de chaleur vont payer la note.



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

En laissant tourner inutilement le moteur d'un véhicule durant cinq minutes par jour, les Montréalais émettraient près de 67 000 tonnes de dioxyde de carbone superflues dans l'atmosphère, indique la Ville.

Les policiers et les agents de stationnement de Montréal ont commencé à coller des contraventions dans 13 arrondissements où le règlement a été modifié.

Ainsi, l'administration Tremblay-Zampino vient de passer aux actes en appliquant un règlement qui avait été adopté sur papier, une première fois, l'hiver dernier. Six arrondissements vont emboîter le pas d'ici le printemps.

Le règlement modifié marque un précédent en matière de nuisance sur la route en stipulant que les agents peuvent imposer une contravention à un conducteur, même s'il n'est pas à bord de son véhicule. La contravention est tout simplement déposée sur le pare-brise.

En gros, ce nouveau règlement signifie qu'un chauffeur n'a pas le droit de laisser tourner le moteur de son véhicule durant plus de trois minutes quand il n'est pas à bord. Une exception est prévue quand le mercure atteint – 10 degrés Celsius, que le temps devient vraiment glacial, et qu'il faut forcément dégivrer le véhicule.

Quant aux amendes, elles atteignent 50 $ pour une première infraction, et 100 $ en cas de récidive. Les amendes sont du double pour les véhicules commerciaux, à l'exception des véhicules d'urgence, lourds, réfrigérés, blindés, hybrides ou taxis.

Concrètement, les agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui ont reçu une formation au cours des dernières semaines, sont munis d'un chronomètre pour imposer le règlement. Ils surveillent tout particulièrement les sorties d'école, de garderie et les commerces de type « dépanneur » ou « épicerie ». Et afin d'éviter toute confusion, ils se servent de la température mesurée par Environnement Canada, à l'aéroport Trudeau.

« Nous n'appliquons pas le règlement dans un but coercitif mais plutôt dans un but de prévention, précise François Leblanc, superviseur au module conseil, section sécurité routière et circulation du SPVM. On impose des contraventions dans les cas extrêmes, et nos agents usent du gros bon sens. »

Le SPVM n'est pas en mesure de dire le nombre d'amendes imposées depuis l'entrée en vigueur du règlement, il y a quelques semaines, mais assure que les informations seront colligées quand le système informatique sera uniformisé.

À la Ville de Montréal, le responsable du dossier au comité exécutif et maire de l'arrondissement de Saint-Laurent, Alan DeSousa, précise que ce règlement vise à atteindre l'objectif de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012. En laissant tourner inutilement le moteur d'un véhicule durant cinq minutes par jour, les Montréalais émettraient près de 67 000 tonnes de dioxyde de carbone superflues dans l'atmosphère, indique la Ville.

« Nous avons effectué une tournée de sensibilisation auprès des élèves de trois commissions scolaires de l'île, ajoute M. DeSousa. Une formation a aussi été donnée aux quelques 2500 cols bleus de Montréal, qui sont assujettis aux mêmes règles que les citoyens. »

Ce nouveau règlement signifie qu'un chauffeur n'a pas le droit de laisser tourner le moteur de son véhicule durant plus de trois minutes quand il n'est pas à bord.

Dans l'arrondissement de Ville-Marie, où le règlement n'est pas encore en vigueur, on explique qu'il sera modifié d'ici le mois de mars. Le chargé de communication, Jacques-Alain Lavallée, ajoute que l'arrondissement prend quand même très au sérieux les plaintes reçues des citoyens au sujet des chauffeurs d'autocars « long courrier ».

« Nous avons rencontré les propriétaires des cars qui se garent à l'îlot Voyageur pour les sensibiliser à l'importance de ne pas laisser tourner le moteur d'un véhicule pour rien, dit-il. On a noté une nette différence. »

OÙ LE RÈGLEMENT EST EN VIGUEUR

Arrondissements où le règlement sur « le moteur au ralenti » est appliqué :

Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Lachine, LaSalle, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxboro, Plateau-Mont-Royal, Sud-Ouest, Rosemont–La Petite-Patrie, Verdun, Saint-Laurent, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Rivière-des-Prairies.

Source : Ville de Montréal

Au tour du restaurant Anise de fermer

MARIE-CLAUDE LORTIE

Nouveau choc pour l'industrie de la restauration à Montréal. Après Les Chèvres, voilà que le restaurant Anise, avenue Laurier, un des établissements les plus réputés de la ville, annonce sa fermeture après cinq ans.

La chef, Racha Bassoul, a annoncé la nouvelle à son équipe hier et a diffusé un courriel où elle explique qu'elle fera ses adieux aux convives montréalais durant le festival Montréal en lumière.

Elle y présentera, durant deux semaines, du 22 février au 3 mars, un menu spécial appelé La route des épices, mis au point avec le sommelier et spécialiste des accords mets-vins François Chartier, chroniqueur à *La Presse*.

Celui-ci s'est dit hier extrêmement déçu de cette fermeture et sous le choc. « Mais je me doutais qu'il y aurait d'autres fermetures car l'industrie de la restauration à Montréal est en pleine restructuration. Cela dit, après Les Chèvres, je ne pensais pas que le prochain serait Anise et pour moi c'est une grande perte. »

Il y a une dizaine de jours, M. Chartier a lancé un débat sur la place de la gastronomie à Montréal, à la suite de la fermeture des Chèvres, en demandant publiquement à quel point le public montréalais était prêt à soutenir les artisans de l'industrie de la restauration haut de gamme.

Mme Bassoul, qui s'est fait connaître par sa cuisine très originale, alliant parfums méditerranéens et techniques classiques, n'était pas disponible hier pour expliquer les raisons de cette fermeture, qui serait liée notamment à un achalandage décevant durant la dernière année.

Anise, restaurant d'une quarantaine de places dont on avait parlé en grand bien dans le fameux numéro de *Gourmet* sur Montréal, ainsi que dans le *New York Times* et le *Boston Globe*, a ouvert en 2002. Le décor, conçu par le designer Jean-Pierre Viau, a déjà gagné le grand prix du jury du concours Commerce Design Montréal.

The Tailored Man
Votre Tailleur de Hong Kong

The Tailored Man, l'un des noms les plus respectés dans le domaine des complets faits sur mesure pour homme depuis 1964, est de retour à Montréal.

Notre collection comprend au-delà de 2000 tissus provenant des moulins les plus respectés comme Ermenegildo Zegna, Dormeuil, etc. Nous livrons en 4 semaines.

Venez nous rencontrer et découvrez à quel point il peut vous en coûtez si peu pour un élégant complet ou chemise fait sur mesure.

COMPLETS à partir de US$425
CHEMISES à partir de US$45

Pour Rendez vous, SVP contactez - Sunder Daswani
1.877.984.3339 - courriel : daswani@tailoredman.com

Le Centre Sheraton
1201 boul. René Lévesque Ouest
les 1 & 2 Février

Ruby Foo's
7655 boul. Décarie
les 3 & 4 Février 15:00

3458670

Adresse permanente depuis 1969
ELEGANT ROCHEES ALIAS THE TAILORED MAN
5243,Duke Street, Alexandria, VA. 22304 U.S.A
Tél.: (703) 751-7868: www.tailoredman.com

3458667A



Des soldes sur une irrésistible sélection de bijoux, de montres et de cadeaux. De quoi réchauffer le cœur.

Le solde hivernal – du 25 janvier au 4 février

Rendez vous à votre magasin Birks préféré ou au birks.com.

Exclusivement Birks.

BIRKS MD

3457043A

3457044

*Réductions sur le prix original de détail. Les articles en vente sont offerts en quantité limitée. Ce solde est définitif. Les offres ne peuvent être appliquées à de la marchandise achetée antérieurement ou à des commandes spéciales et ne peuvent être jumelées avec toute autre offre promotionnelle.

MONTRÉAL VILLE SALE

Gérald Tremblay désavoue Charles Lapointe

Le maire réclame la démission du PDG de Tourisme Montréal

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le maire Gérald Tremblay estime que le président-directeur général de Tourisme Montréal, Charles Lapointe, n'a plus sa place comme promoteur de la métropole à la suite de sa sortie virulente sur l'image de la ville auprès des étrangers.

Le maire fulminait au lendemain du discours de M. Lapointe devant la chambre de commerce du Montréal métropolitain. « Le conseil d'administration de Tourisme Montréal doit se poser de sérieuses questions sur la crédibilité de M. Lapointe sur la scène internationale », a déclaré M. Tremblay hier.

Dans son discours, le PDG de Tourisme Montréal a notamment déploré la malpropreté, les rues défoncées et l'inertie des nombreux projets annoncés. M. Lapointe s'est aussi montré inquiet du pouvoir des internautes de faire sur le Web leurs commentaires sur l'état de Montréal.

Pour Gérald Tremblay, Charles Lapointe fait preuve d'un « pessimisme déplacé » et entretient la morosité ambiante à l'endroit de Montréal. « Toute vérité n'est pas bonne à dire en public. (…) Ses propos, notamment par Internet, vont faire le tour de la planète et ça va être difficile de dire pourquoi il faut venir à Montréal », soutient le maire de Montréal.

Le conseil d'administration de Tourisme Montréal tient d'ailleurs une réunion extraordinaire aujourd'hui pour répondre aux critiques du maire. Le PDG Charles Lapointe a pour sa part décliné les demandes d'entrevue. La Ville de Montréal compte un représentant à ce conseil composé de 17 personnes. Il s'agit d'Arnold Beaudin, directeur de la planification et des interventions stratégiques à la Ville.

Selon Michel Archambault, professeur au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM et membre du conseil d'administration, Charles Lapointe devrait rester en poste. « Il est en poste depuis 15 ans et c'est un excellent ambassadeur. Je ne pense pas que le conseil d'administration donnera suite à l'intention de M. Tremblay », a-t-il précisé.

Le maire croit que la sortie de Charles Lapointe manquait de « nuances ». « Les propos de M. Lapointe ne tiennent pas compte des efforts majeurs de notre administration pour combler un sous-financement historique des infrastructures publiques », a-t-il précisé. Gérald Tremblay a fait valoir les investissements de 66 millions pour la propreté en 2006, les investissements en voirie de plus de 130 millions, l'ajout de 700 poubelles et la plantation de 9000 arbres.

M. Tremblay concède toutefois qu'il y a place à l'amélioration pour rendre la ville propre. « Je peux faire ma part, mais j'appelle les entreprises et les citoyens à faire leur devoir, sinon on n'y arrivera pas », a-t-il dit.

Les commentaires de M. Tremblay ont étonné le directeur général de Destination centre-ville, André Poulin, « Ce serait très malheureux si on n'était plus capable de dire ce qui ne va pas et de devoir démissionner si on le fait », observe-t-il. M. Poulin ajoute que Montréal paraît encore mal par rapport à d'autres villes du même calibre.

L'an dernier, Montréal a attiré 7,5 millions de touristes, dont deux millions de l'étranger. Ceux-ci ont dépensé 2,5 milliards et

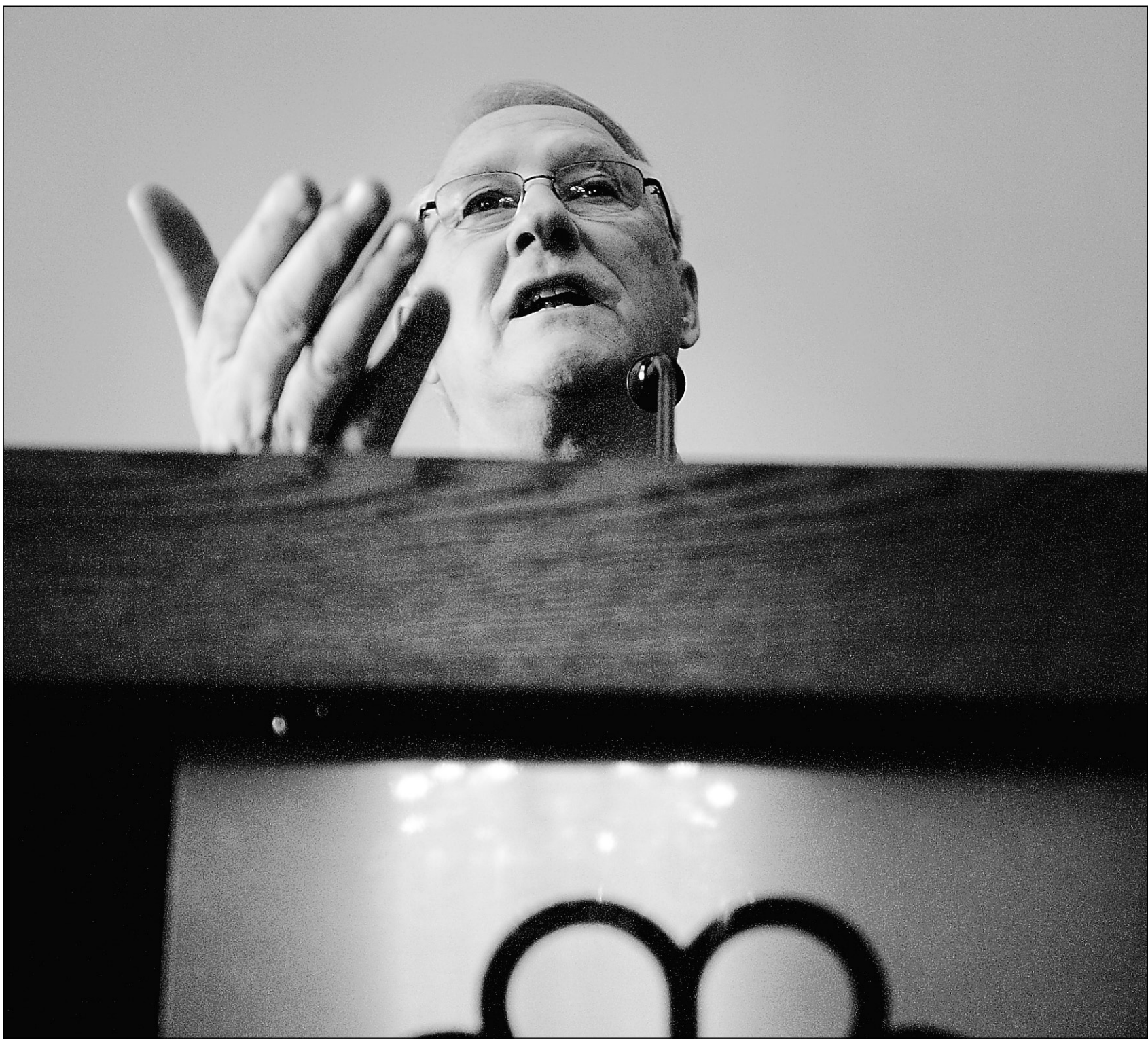


PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Pour Gérald Tremblay, le PDG de Tourisme Montréal, Charles Lapointe, fait preuve d'un « pessimisme déplacé » et entretient la morosité ambiante à l'endroit de Montréal. « Le conseil d'administration de Tourisme Montréal doit se poser de sérieuses questions sur la crédibilité de M. Lapointe sur la scène internationale », a déclaré hier M. Tremblay.

MONTRÉAL EST-ELLE LAIDE?
Trouvez-vous que Montréal est laide et malpropre? Réagissez sur **www.cyberpresse.ca/sale** et sur **forum@lapresse.ca**



PATRICK LAGACÉ

Le prix de la vérité

Charles Lapointe est le patron de Tourisme Montréal. Hier, candidement, publiquement et courageusement, il a dénoncé la malpropreté de Montréal et ses multiples « petites misères ». Le genre de choses, a dit M. Lapointe, que les Montréalais ne voient plus mais qui sautent aux yeux des touristes.

Réaction du maire de Montréal, Gérald Tremblay : il demande la démission de M. Lapointe. Car la sortie du patron de Tourisme Montréal était, dit-il, « inappropriée ».

M. Lapointe a-t-il menti ? A-t-il inventé la malpropreté générale de Montréal ? A-t-il exagéré ? Non. Marchez dans la ville et les propos de M. Lapointe tombent sous le sens. Montréal est dégueulasse.

Mais M. Lapointe a commis un péché capital pour un gestionnaire de son calibre, en cette époque ultra-médiatique : il n'a pas *bullshité*, il a appelé un mégot un mégot et il n'a pas répété religieusement le message du grand boss. Ce message est, bien sûr, que tout va bien, Mme la marquise. Les élus n'avouent jamais que les choses vont mal : c'est une vérité qui est bonne pour l'Irak comme pour les trottoirs de Montréal.

Gérald Tremblay, sans rire, a déchiré sa chemise : la sortie de Charles Lapointe, selon le maire, nuit à l'image internationale de Montréal

Le maire a eu la décence de ne pas dire que ça nuisait à sa propre image à lui, mais on nage dans les mêmes eaux : l'image. Oui, M. Lapointe a dit la vérité. Mais ce qui choque l'élu, c'est l'image. La sienne, particulièrement.

Au printemps, c'est inévitable, monsieur le maire va se trouver un trottoir à balayer devant les caméras de TV. J'espère que quelqu'un va crier *bullshit*.

Retrouvez le blogue de Patrick Lagacé au www.cyberpresse.ca

Prendre le torchon par les cornes



MARIE-CLAUDE LORTIE

CHRONIQUE

Lundi, durant un déjeuner-causerie de la chambre de commerce du Montréal métropolitain, Charles Lapointe, président-directeur général de Tourisme Montréal, a dit que Montréal était sale. Bravo.

Le maire n'a pas apprécié. La présidente de la chambre non plus.

Tant pis.

Les gens d'affaires qui assistaient à sa conférence ont ovationné M. Lapointe. Et le ras-le-bol qu'il a exprimé a rejoint des tas de Montréalais.

Car au-delà du contenu du message archivrai, on a enfin entendu quelqu'un qui semblait partager notre exaspération et cette envie de prendre le maire de Montréal, le maire de l'arrondissement de Ville-Marie, la présidente de la chambre de commerce et tous les autres maires d'arrondissement, de leur mettre un balai dans les mains et de leur dire : « Pourriez-vous s'il vous plaît, pour une fois, régler un problème concret, pratico-pratique, réel, et améliorer directement notre qualité de vie urbaine? »

Est-ce que vous pourriez, par exemple, vider les poubelles quand elles débordent? Vous arranger pour qu'il y ait du savon et du papier dans les toilettes des parcs et que ça ne pue pas trop? Remplir les trous dans les rues, déneiger les artères, planter des arbres plutôt qu'uniquement en couper, harceler Parcs Canada pour qu'ils nettoient le bassin Peel du canal de Lachine, installer des poubelles pour le recyclage (pour remplacer celles de votre projet raté que vous avez enlevées l'an dernier et qui débordaient tout le temps), planter des fleurs dans les parcs l'été, donner des amendes aux propriétaires qui salissent les ruelles et talonner les récidivistes?

Pourriez-vous, s'il vous plaît, dire aux entreprises de faire appel à des architectes, quand elles construisent, plutôt qu'à des techniciens adeptes du style carton-pâte à la Walt Disney? Oh! et lancer un projet sympathique et moderne pour qu'on puisse profiter réellement du lieu exceptionnel qu'est le Chalet de la montagne?

Bref, pourriez-vous arrêter de vous cacher derrière votre blablabla sur le réaménagement administratif de la Ville, qui dure depuis trop d'années, pour aller plutôt déneiger des pistes pour les joggeurs et les cyclistes? Et pourquoi ne pas en profiter pour instaurer un système de location de vélos – très antismog – à la Copenhague? Et pourquoi ne pas déposer un nouveau règlement qui permettrait aux commerçants de descendre dans la rue, pour y vendre du chocolat chaud ou des crêpes au sirop d'érable, et commencer à créer ainsi une culture de « cuisine de la rue » hivernale dont Montréal serait le porte-étendard?

Oui, les citoyens ont leur rôle à jouer pour que Montréal soit propre et belle. Les entreprises aussi et leurs dirigeants ont au moins applaudi M. Lapointe, lundi.

Le maire, lui, est parti furieux. Il a dit hier qu'on ne lave pas le linge sale en public, que ce n'est pas bon pour l'image internationale de Montréal.

Il est temps que les élus respectent humblement ceux qui leur mettent le nez dans le dégât. Et qu'ils prennent le torchon par les cornes pour nettoyer tout ça.

Fin décembre, j'étais à Toronto. C'était le moment où David Miller, le maire de la ville, donnait des entrevues pour dresser un bilan de 2006 et passer en revue les projets de 2007. Et le maire s'est mis à parler… du conflit entre les propriétaires de chiens et ceux qui n'en n'ont pas, au sujet des zones sans laisse dans les parcs de Toronto.

Des parcs? Des chiens? C'est quand, la dernière fois que vous avez entendu le maire de Montréal parler de choses aussi tangibles? Surtout que maintenant, il peut se cacher derrière le nouveau partage étrange de responsabilités avec les arrondissements. Et je ne parle pas juste du maire actuel. Je parle des autres aussi. Et même des ministres supposément responsables de la métropole. De tous ces gens qui ont eu et qui ont la chance de nettoyer Montréal et de la rendre belle, et qui ne le font pas.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse : mlortie@lapresse.ca

VERS UN SERVICE HARMONISÉ D'ICI 2010

Les bibliothèques se modernisent

ÉRIC CLÉMENT

Un citoyen montréalais pourra bientôt emprunter un livre à la bibliothèque de Pierrefonds et le rendre à la bibliothèque d'Ahuntsic ou à celle de Rosemont, et ce, avec une seule carte de membre.

L'harmonisation des 56 bibliothèques de l'île de Montréal, un projet d'agglomération de 4,5 millions de dollars, est en cours. *La Presse* a appris que, si tout va bien, la mise en place du progiciel de gestion Millennium, de la compagnie californienne Innovative Interfaces, débutera cet été. Cet apport informatique va changer complètement notre façon de fréquenter ces hauts lieux du savoir.

« Avec Millennium, on passe à l'ère moderne pour notre service de bibliothèque, dit Benoit Labonté, maire de Ville-Marie et responsable de la culture au comité exécutif de Montréal. Le système de gestion intégrée Millenium va permettre d'offrir toute une gamme de services communs et conviviaux. »

Millenium permettra en effet d'avoir accès à tous les documents de toutes les bibliothèques de l'île de Montréal, notamment la Grande Bibliothèque du Québec, avec une même carte d'usager, chaque dossier d'abonné étant accessible dans les 44 bibliothèques de Montréal et les 12 bibliothèques des villes défusionnées. Les abonnés pourront aussi réserver des documents ou prolonger leur prêt par le biais d'Internet.

Les neuf arrondissements de l'ex-Montréal (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite Patrie, Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray–Saint-Michel–Parc Extension) seront les premiers branchés l'été prochain. Suivront Outremont et Anjou à l'automne puis les autres arrondissements. Les villes défusionnées seront branchées entre 2008 et 2010.

Actuellement, les bibliothécaires de l'île de Montréal se rencontrent pour discuter de l'implantation. Il faut en venir à une harmonisation complète et ce n'est pas facile. « Il faut que la notion de réduction pour aînés soit la même partout, il faut s'entendre sur la tarification, sur les règlements de prêts, il faut intégrer 22 catalogues de collection, tout ça prend du temps », explique Luc Jodoin, chef de division Planification et Développement du réseau des bibliothèques de Montréal, qui coordonne ce projet.

Le système de gestion intégré permettra d'avoir accès à tous les documents de toutes les bibliothèques de l'île de Montréal, avec une même carte d'usager, chaque dossier d'abonné étant accessible dans les 44 bibliothèques de Montréal et les 12 bibliothèques des villes défusionnées.

L'implantation de Millenium, payée par toutes les villes de l'agglomération montréalaise (donc 20 % par les villes défusionnées), permettra un gain financier. « Nous allons réaliser une économie d'échelle de 1,5 million qu'on pourra réinvestir dans les bibliothèques », dit M. Jodoin.

Mais certaines villes défusionnées ont des craintes. Sainte-Anne-de-Bellevue, par exemple, est en réflexion sur le sujet. La ville du maire Bill Tierney n'est pas très chaude à l'idée de quitter le réseau Biblio de la Montérégie auquel elle est actuellement branchée.

« Avec le réseau montérégien, ils n'ont pas accès à cinq millions de documents, comme ce sera le cas sur l'île, dit Luc Jodoin. Nous pensons réussir à les convaincre. »

Millennium donne aussi des sueurs froides au maire de Dorval, Edgar Rouleau. Le système de gestion informatique de sa bibliothèque ne sera plus soutenu par son fournisseur en juin prochain. La Ville demande donc que Millenium soit implanté avant juin ou sinon que l'agglomération paie les frais encourus pour implanter un système de gestion provisoire, soit environ 86 000 $. Dorval a adopté une résolution en ce sens lundi dernier.

Luc Jodoin dit que le problème n'est pas grave. « On va s'asseoir avec Dorval et le régler, dit-il. Vous savez, il y a des inquiétudes et c'est normal. Millennium est un dossier complexe mais on va réussir. On est actuellement dans la période de tests. »

Dorval a aussi des craintes quant à l'efficacité de Millennium. « C'est un service lourd, qui fonctionne très mal avec beaucoup de retards dans le transport des documents qui peuvent prendre des semaines avant de retourner à leur bibliothèque d'origine », lit-on dans un document interne de Dorval. Mais M. Jodoin a confiance que Millennium, déjà implanté dans un grand nombre de pays, rendra la vie plus facile aux passionnés de lecture et leur donnera un plus grand accès à la culture.

Il faut espérer en tout cas que Millennium fonctionnera mieux que le site Internet de ses créateurs. En se rendant sur le site d'Innovative Interfaces, on constate plusieurs bogues et des avertissements « unable to connect to database »…

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

Université de Montréal

Le vice-recteur gagne plus que le recteur

MARIE ALLARD

L'Université de Montréal confirme que son nouveau vice-recteur exécutif, Guy Breton, gagne 25 000 $ de plus que son recteur. Le salaire de M. Breton – 285 000 $ par année – s'explique par sa rémunération antérieure comme médecin spécialiste et parce qu'il s'agit là du prix du marché, a dit à *La Presse* Éric Filteau, vice-recteur adjoint à l'administration de l'UdeM.

Quant au recteur Luc Vinet, il a refusé récemment une augmentation prévue à son contrat qui aurait fait passer son salaire de 260 000 $ à 273 000 $.

L'UdeM affirme, par ailleurs, que ses officiers n'ont pas réellement touché des hausses de salaire totalisant 230 000 $. Deux départs cet été – d'un vice-recteur et d'un vice-recteur adjoint aux finances – font en sorte que les augmentations atteignent plutôt 185 000 $, selon M. Filteau. Il a ajouté que ces hausses avaient été accordées au cours de deux années universitaires.

« Au total, les officiers ont touché des hausses de 5,47 %, a-t-il précisé. Au cours de cette même période, les professeurs ont eu des augmentations de 9,3 % dans le cadre d'un rattrapage de la moyenne canadienne. »

EN BREF

Journées de grève dans des CPE

Les membres du Syndicat des travailleurs des centres de la petite enfance de Montréal et de Laval ont voté mardi soir, à l'unanimité, en faveur d'un plan d'action qui inclut l'exercice de six journées de grève d'ici le 31 mars, ce qui fait prévoir des débrayages dès lundi prochain. Le syndicat affilié à la CSN rapporte que les pourparlers achoppent, après quelques mois de conciliation infructueuse, sur deux enjeux : l'introduction du titre d'aide-éducatrice et celui du versement toujours attendu d'une augmentation salariale de 2 %.
Presse Canadienne

Entente pour les premiers répondants

L'implantation du service de premiers répondants dans toute l'île de Montréal débutera le printemps prochain à la suite d'une entente entre le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et l'Association des pompiers de Montréal. La Ville et Québec dépenseront chacun 14 millions pour le mettre en place. Le service de premiers répondants est déjà en place sur le territoire de huit casernes. Selon le SIM, un tel service sauvera la vie de 60 à 90 personnes par année. PC

ON DIT BIEN DES CHOSES SUR LE COÛT DES MÉDICAMENTS D'ORDONNANCE.

MAIS QUEL EST LE COÛT RÉEL DE CES MÉDICAMENTS ?



Moins de 10 cents de chaque dollar consacré aux soins de santé au Québec[1] !

Considérons maintenant comment ils contribuent à réduire…

- **les taux de mortalité :**
  le nombre des décès attribuables aux crises cardiaques a diminué de 64 % ; les décès liés à la bronchite, l'asthme et l'emphysème sont aujourd'hui 71 % moins nombreux ; et le taux de mortalité associé au VIH / sida a chuté de 78 %[2].
- **le nombre d'hospitalisations :**
  diabète – baisse de 39 % ; maladies respiratoires – baisse de 44 % ; maladies du foie – baisse de 31 %[2].

Nous croyons que, lorsque votre médecin vous prescrit un médicament d'origine breveté, il s'agit là d'un bon investissement dans votre santé et votre qualité de vie. Et vous ?

Rx&D

Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

www.canadapharma.org

Références : 1. Calcul de Rx&D basé sur des données de l'Institut Canadien D'information sur la santé, IMS Health Canada et CEPMB, rapports publiés en 2006.
2. Sur une période de 20 ans. Source : Eco-Santé OCDE, rapport publié en 2006.

3457055A

FERMETURE D'OLYMEL

De lucratifs contrats menacés

MALORIE BEAUCHEMIN

Pour Olymel, les conséquences de la fermeture de l'abattoir de Vallée-Jonction pourraient être désastreuses.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Lucien Bouchard, le négociateur engagé par Olymel, doute que le processus de fermeture puisse être inversé.

De lucratifs contrats, provenant d'entreprises japonaises, risquent de s'envoler en fumée si Olymel ne réussit pas à convaincre ses clients d'acheter la production qui serait transférée à Red Deer.

C'est que l'usine de Vallée-Jonction était une des trois seules au Canada à produire le « chill pork », du porc frais, réfrigéré à très basse température, sans congélation, et qui peut se conserver près de 50 jours. Les deux autres usines qui en produisent sont celle d'Olymel à Red Deer, en Alberta, et celle de Maple Leaf, aussi située dans les Prairies. Mais les Américains en comptent plusieurs.

« C'est payant, le « chill », note Lucien Bouchard. Les Japonais en raffolent. Or, ces derniers aiment la fidélité et la stabilité dans leur partenariats d'affaires. « Pour eux, la relation avec le fournisseur est particulière. Ce n'est pas l'entreprise qui importe, mais plutôt l'usine, explique Paul Beauchamp, vice-président exécutif chez Olymel. C'est une possibilité que les Japonais n'acceptent pas les produits de Red Deer. » Ainsi, le président-directeur général de l'entreprise, Réjean Nadeau, s'est envolé hier pour le Japon, afin de sauver les meubles. Impossible de chiffrer la valeur de ces ventes, mais une chose est sûre, ce ne serait pas non plus une bonne nouvelle pour les travailleurs de la Beauce, déjà échaudés. « Un départ des Japonais entraînerait des pertes d'emplois plus rapides à Vallée-Jonction, souligne M. Beauchamp. Il y aurait des mises à pied prématurées par rapport à la date de fermeture. »

L'abattoir d'Olymel à Vallée-Jonction fermera officiellement le 25 mai. Tel qu'annoncé mardi, les avis de licenciement des 1100 employés de l'usine porcine ont été envoyés – et reçus – au ministère de l'Emploi. Les employés devraient continuer à travailler d'ici là.

« Pour eux (les Japonais), la relation avec le fournisseur est particulière. Ce n'est pas l'entreprise qui importe, mais plutôt l'usine », dit Lucien Bouchard.

Du côté du négociateur engagé par Olymel, Lucien Bouchard, les espoirs semblent très minces de renverser le processus. « On est en mode fermeture. Je vois mal ce qui pourrait être fait, a-t-il dit en entrevue à *La Presse*. On avait dit que c'était l'offre finale. On prononce très rarement ce mot-là en négociation. Olymel est une grande entreprise, avec plus de 10 000 employés. L'employeur n'a pas à continuer à accepter de perdre de l'argent comme ça. » En trois ans, l'entreprise estime avoir perdu autour de 50 millions, seulement avec l'abattoir de Vallée-Jonction.

« On a été très surpris par le coup de massue, le rejet à 97 % de notre proposition, a-t-il ajouté. On avait espéré qu'ils acceptent. » Les syndiqués ont rejeté presque unanimement, mardi, une diminution salariale visant à sauver l'usine.

Du côté des dirigeants du leader dans l'industrie porcine, le choc était aussi perceptible. « C'est dur de se résigner à fermer, a conclu M. Beauchamp. Ça arrache le cœur de tout le monde. »



FERMETURE D'OLYMEL

L'intervention de Québec réclamée

Colère et résignation chez les employés de Vallée-Jonction

MALORIE BEAUCHEMIN

Après les producteurs de porcs et l'UPA dans la matinée, voilà que la CSN a réclamé, hier soir, l'intervention urgente du gouvernement dans la crise qui secoue actuellement l'industrie porcine.

Avec la fermeture prévue pour le 25 mai de l'abattoir d'Olymel à Vallée-Jonction, le secteur porcin, déjà mal en point, s'approche de la catastrophe, estime la centrale syndicale.

« Le gouvernement est le seul à pouvoir asseoir l'ensemble des acteurs à la table, pour nous sortir de ce corridor étroit qui a mené à une collision frontale », a indiqué à *La Presse* la présidente de la Conférence des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, estimant qu'Olymel a employé une « approche autoritaire » dans les négociations qui viennent d'échouer.

Plus que le conflit spécifique à cette entreprise, c'est toute l'industrie qui devrait selon elle plancher sur des solutions à long terme pour réduire les coûts, pas seulement au chapitre de la main-d'œuvre. « Il faut sauver cette industrie qui génère 3 milliards de dollars et assure 28 000 emplois au Québec », a dit Mme Carbonneau. Elle réclame une intervention similaire à celle du gouvernement dans le conflit qui avait paralysé les usines de poulet d'Olymel-Flamingo en 1999. Québec était alors intervenu pour le bénéfice de l'industrie.

Plus tôt dans la journée, l'Union des producteurs agricoles (UPA) et la Fédération des producteurs de porcs avaient aussi appelé Québec à « une intervention rapide et énergique pour sauver la filière porcine québécoise avant qu'il ne soit trop tard ». Avec la fermeture prochaine de l'abattoir de Vallée-Jonction, c'est 20 % de la capacité d'abattage du Québec qui disparaissent, estiment les producteurs. Si on y ajoute la fermeture en mars de l'usine de Saint-Valérien et le conflit de travail chez Atrahan, c'est 43 % de la capacité qui partent en fumée. Les producteurs de porcs réfléchissent déjà à une façon de redistribuer les bêtes à d'autres abattoirs du Québec, en supposant que ceux-ci aient la capacité d'absorber ce surplus de travail.

À l'usine de Vallée-Jonction, hier, l'humeur était à la colère et à la résignation, a soutenu Jean Lortie, président de la Fédération du commerce de la CSN. « Les gens sont résignés à la fermeture. Ils n'étaient pas d'accord avec les conditions proposées par l'employeur. Ils ont été acculés au mur. Ils étaient prêts à perdre leur emploi, a-t-il affirmé à *La Presse*. Certains ont déjà commencé à se chercher un nouvel emploi. » M. Lortie espère toujours que le gouvernement intervienne et réussisse à résoudre le conflit, mais il concède que le temps presse. « On se donne quelques jours pour trouver une solution. La fenêtre n'est pas large avant que les employés se trouvent autre chose. »

GUERRE DE CHIFFRES

Lucien Bouchard affirme que la dernière offre proposée aux employés comprenait des réductions de salaire équivalant seulement à 50 $ par chèque de paie. Les syndiqués, eux, rétorquent qu'il s'agissait plutôt de 240 $ par semaine. Qui a raison? Le syndicat calcule, en plus de la diminution nette de 50 $ du salaire, que les coupes dans les avantages sociaux – nombre de congés, assurances, caisse de retraite – font grimper la facture à un total de 240 $ par paie.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE ©

Les producteurs de porcs réfléchissent à une façon de redistribuer les bêtes à d'autres abattoirs du Québec.



ACTUALITÉS

Hérouxville inspire ses voisins

Deux municipalités se penchent sur un code similaire

TRISTAN PÉLOQUIN



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

« Je pense que le code de Hérouxville est très valable. Ça fait longtemps que ça aurait dû être fait ici », dit le maire de Saint-Roch-de-Mékinac, Claude Dumont.

SAINT-ROCH-DE-MÉKINAC — Claude Dumont est un homme occupé. À peine a-t-il le temps d'avaler deux toasts aux bananes dans le resto-route dont il est le propriétaire, qu'il doit remettre son chapeau de maire et filer à l'hôtel de ville de sa municipalité de 308 âmes, voisine de Hérouxville, à bord de son pick-up noir fraîchement lavé.

Là-bas, à 450 mètres du restaurant, le trésorier Robert Jourdain n'attend que son autorisation pour envoyer un communiqué aux habitants du village, les invitant à participer à une réunion du conseil municipal, demain soir, à 19 h. « Citoyens (nes) de Saint-Roch-de-Mékinac, que pensez-vous des accommodements raisonnables ? demande le communiqué. Lors de la réunion (de vendredi), les membres du Conseil de la Municipalité vont prendre position ou non sur la résolution de Hérouxville et les normes de vie édictées. Nous aimerions connaître votre position sur la Question. »

L'autorisation est vite donnée; la lettre part aussitôt par la poste. Le maire Dumont dit qu'il ne souhaite que « consulter son monde » et les six conseillers municipaux sur la valeur du code de conduite adopté par Hérouxville, interdisant entre autres la lapidation des femmes, le port du voile islamique et celui du kirpan. Mais sa propre opinion sur la question est bien arrêtée. « Je pense que le code de Hérouxville est très valable. Ça fait longtemps que ça aurait dû être fait ici, affirme le petit homme moustachu vêtu d'un complet impeccable à cravate rayée. Les couteaux dans les écoles, je ne suis pas fort là-dessus. Et les femmes voilées, je n'ai rien contre, mais je trouve qu'il fait un peu trop chaud ici en été pour ça. »

D'emblée, M. Dumont avoue qu'il ne connaît « pas grand-chose » aux coutumes des différentes communautés culturelles. « Je ne les côtoie pas comme les gens de Montréal. Mais justement, si j'ai choisi de vivre ici, c'est parce que notre façon de vivre me convient, on a une belle qualité de vie ici, et je ne veux pas que ça change. C'est pour ça que j'ai lancé la consultation », dit-il.

« La semaine dernière, ils ont parlé aux nouvelles d'un membre des gangs de rue qui a été condamné alors qu'il aurait dû être expulsé dans son pays depuis six ans. Voyez-vous, l'adoption du code de vie, si ça pouvait juste empêcher un cas comme celui-là d'arriver ici, ce serait déjà un point de gagné », poursuit-il.

Lundi, ce sera au tour du village de Trois-Rives, à quelques kilomètres de Saint-Roch-de-Mékinac, de discuter de l'adoption possible d'un code de vie semblable. Lucien Mongrain, maire de cette municipalité de 487 habitants, se montre cependant plus réservé, refusant catégoriquement de dévoiler sa position. « Je ne veux pas m'avancer là-dessus. Je veux que mes conseillers aient toute la latitude possible pour donner leur opinion. À Saint-Roch, le maire Dumont, c'est un nouveau maire et il est allé un peu vite en affaires, note-t-il. Ils vont se prononcer avant même que les gens aient pu se faire une idée. »

Mais dans la région, depuis que Hérouxville a défrayé la chronique partout au Québec, tout le monde a déjà une opinion bien tranchée sur la façon de vivre des communautés culturelles et l'adoption d'un code pour les encadrer. « Moi, si j'allais par chez eux, je respecterais toutes leurs lois. Il me semble que c'est la moindre des choses qu'ils en fassent autant quand ils viennent vivre chez nous », affirme Claude Doucet, résidant de Saint-Roch rencontré dans une station-service.

Pour Yves, client questionné au restaurant du maire Dumont, l'adoption d'un code de conduite identique à celui de Hérouxville va aussi de soi. « Moi, je n'ai rien contre le monde qui porte des turbans, sauf quand tu restes une heure à côté d'eux et qu'ils puent le câlisse. Mais je trouve que c'est important de dire au monde c'est quoi notre façon de vivre et de montrer qu'on ne s'aplatit pas devant eux. »

Pour d'autres, comme Jacques et Madeleine Lavoie, le débat déclenché par les conseillers de Hérouxville est bien maladroit. « Tout cela témoigne d'un vrai malaise face aux coutumes des communautés culturelles, estime Mme Lavoie. Les gens d'ici ont pris conscience de toutes ces choses-là, mais ils n'ont pas les mots pour exprimer clairement ce qu'ils ressentent ».

Selon cette résidante de Saint-Roch-de-Mékinac, un code de conduite devrait néanmoins être adopté : « Mais pas dans la forme que prend celui de Hérouxville, dit-elle. Dans le fond, tout ce qu'on veut, au bout du compte, c'est d'éviter que les communautés culturelles finissent par nous faire changer nos lois. »

MICHEL C. AUGER



Accommodements raisonnables : Pour 0,01 pour cent !

Lisez le blogue de Michel C. Auger pour en savoir davantage. **www.cyberpresse.ca/blogue**

VOUS AVEZ BIEN LU.

31$* Montréal-Ottawa

Pour tous les détails, composez le 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245)
ATS 1 800 268-9503 (malentendants) ou visitez notre site Internet.

VIA Rail Canada MC
LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER
viarail.ca

* Le tarif indiqué (taxes en sus) s'applique à un aller simple en provenance ou à destination de Montréal en classe *Confort*. Le nombre de places est limité. Les billets doivent être achetés au moins cinq jours avant le départ. D'autres conditions s'appliquent.

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.

3455590A

3455654

L'Europe
comme vous l'aimez !

air transat
air vacances



PARIS
Hiver 2007 à partir de 395$

Printemps-Été 2007 | Vols directs

Paris à partir de 445$
Bruxelles à partir de 465$
Vienne NOUVEAU à partir de 565$

Réservez dès maintenant pour profiter des meilleurs prix !
Visitez le **www.airtransat.com**, téléphonez au **1 877 655-3948** ou communiquez avec votre agent de voyages.

20 ans Tout un monde !

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

3456455A

EN ROUTE POUR LE NASDAQ

NOUVEAU DÉLAI
MERCREDI 7 FÉVRIER 2007

75% des actions d'IsoTis ont été soumises à l'offre publique d'échange, qui est donc devenue irrévocable. La cotation au NASDAQ a débuté le 26 janvier 2007. IsoTis Inc. entend décoter les actions d'IsoTis SA dès que possible de la SWX Swiss Exchange, d'Euronext Amsterdam N.V. et du Toronto Stock Exchange.

ISOTIS OrthoBiologics™

Pour les actionnaires qui n'ont pas encore souscrit à l'offre, le délai d'échange a été prolongé jusqu'au mercredi 7 février à 16h00 CET. La procédure la plus efficace est d'appeler votre banque. Pour toute information complémentaire, visitez le site **www.isotis.com** ou appelez le numéro gratuit (+1)-800-565-4535.

3458751A

3458753

CONGÉS RELIGIEUX

Un recours juridique est à prévoir

MARIE ALLARD

Pour célébrer la fin du ramadan, trois éducatrices musulmanes du service de garde d'une même école de Montréal ont pris congé à la fin d'octobre. Débordées, des collègues restées en poste ont décidé de se plaindre. Voilà l'origine de la contestation contre les congés payés pour fêtes religieuses à la Commission scolaire de Montréal. Convaincu d'être victimes d'iniquité, le groupe compte maintenant porter sa cause devant la justice.

« Nous voulons l'équité », a dit à *La Presse* Johanne Dodier-Côté, porte-parole du groupe formé d'employés aux origines diverses (haïtienne, chilienne, italienne, québécoise, etc.). « Ce qu'on désirerait le plus, c'est qu'on enlève ces congés payés pour fêtes religieuses en vertu de la laïcité, a-t-elle indiqué. Mais comme le jugement de la Cour suprême rend cela impossible, nous demandons d'avoir droit à des congés équivalents. »

Pour éviter qu'une collègue refuse d'aller à la piscine avec les enfants, le groupe réclame aussi que les tâches à effectuer soient spécifiées dès l'embauche. « Il faut mettre les points sur les i et dire aux candidats qu'ils devront se baigner, porter des shorts ou manipuler du porc, a fait valoir Mme Dodier-Côté. Si les règles sont claires au départ, les gens sauront à quoi s'en tenir. Un musulman ne va pas travailler au restaurant Au pied de cochon s'il ne veut pas toucher au porc. »

PAS DE PORC DANS LES GARDERIES

Les garderies de la Commission scolaire de Montréal ont banni le porc de leurs menus, a confirmé hier Sylvain Arsenault, porte-parole de la CSDM. « C'est pour des motifs religieux », a-t-il dit. Les enfants juifs et musulmans qui fréquentent les garderies ne peuvent, en effet, consommer de jambon, de saucisses ou de côtelettes de porc. « Pour éviter de gérer les exceptions, on n'en sert plus, a indiqué M. Arsenault. Le porc n'est toutefois pas essentiel dans l'alimentation. On sert toujours des repas équilibrés. » Chaque jour, 250 repas sont servis dans les sept garderies de la CSDM.

En vue de connaître les recours juridiques possibles, les éducatrices ont rencontré un avocat la semaine dernière. Elles attendent actuellement sa réponse. « Il va y avoir une suite, nous ne laisserons jamais tomber », a assuré la porte-parole.

Signe que la grogne n'est pas isolée, une pétition circulant actuellement – qui dénonce aussi les congés payés pour fêtes religieuses – est issue d'autres employés. Pour calmer les tensions, la Commission scolaire de Montréal a créé un comité sur les accommodements raisonnables octroyés au personnel, tel qu'indiqué mardi dans *La Presse*.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Des étudiants prient à l'Université Concordia, en 2004.

Une solution : donner un congé mobile à tous

Des solutions simples existent. L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) donne un jour de congé mobile « pour fête religieuse » à tous ses employés, qui le prennent à leur guise. « Nous avons un personnel international, a indiqué Patrice Dallaire, directeur adjoint à l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie, situé à Québec et lié à l'OIF. Les gens prennent ce congé quand ils le veulent dans l'année. »

Nul n'a à prouver qu'il va à la mosquée, à la synagogue, au temple ou à l'église. « On ne fait pas de vérification, a-t-il dit. On ne peut pas juger de la ferveur religieuse des gens. »

ÉCOLES

Nouveau calendrier interculturel

MARIE ALLARD

Pour savoir si les demandes de congé pour fêtes religieuses de leurs employés sont justifiées, les écoles peuvent consulter le nouveau calendrier interculturel du ministère de l'Éducation. On y dresse une liste de fêtes hindoues, sikhes, musulmanes, juives, berbères, laotiennes, orthodoxes, etc. Les prochaines? Le Nouvel An chinois et la fête du Têt vietnamien, qui auront lieu le 18 février.

D'autres célébrations telles la Saint-Valentin ou la journée de la Terre y sont inscrites. Seules deux fêtes chrétiennes – Noël et Pâques – figurent au calendrier.

Ce calendrier « peut être un outil de référence utile pour la planification des activités scolaires et pour se rappeler certains des événements qui ont marqué des communautés, des pays ou même l'histoire », indique le Ministère, qui l'a mis sur son site Internet.

« On l'envoie dans toutes les écoles, a dit Sylvain Arsenault, porte-parole de la Commission scolaire de Montréal, d'où vient ce calendrier. Chaque enseignant l'utilise comme il le veut, par exemple en faisant un bricolage spécial lors de la journée de la Francophonie. »

Le calendrier permet aussi de ne pas prévoir d'examens lors de fêtes entraînant des absences. « Connaître les dates du ramadan permet de comprendre pourquoi se concentrer est plus difficile pour certains élèves, qui n'ont pas mangé de la journée », a illustré M. Arsenault.

Les évaluatrices de la SAAQ sur la banquette arrière

SAAQ

suite de la page A1

Selon elle, celui-ci n'a rien de raisonnable.

Au moment de la prise d'un rendez-vous ou au comptoir des succursales de la SAAQ à Montréal, des hassidim demandent qu'un homme plutôt qu'une femme évalue leur performance au volant. Ainsi, une évaluatrice qui avait été désignée pour faire passer un examen à un juif hassidique doit s'effacer et être remplacée par un collègue masculin. Des rendez-vous déjà planifiés doivent parfois être reportés.

« On ne fait pas de l'accommodement raisonnable basé sur l'ethnie ou la religion », s'est défendu le directeur de la SAAQ pour la région de Montréal et de la Montérégie, Jean-Marc Roussel.

« On ne fait pas de l'accommodement raisonnable basé sur l'ethnie ou la religion », s'est défendu le directeur de la SAAQ pour la région de Montréal et de la Montérégie, Jean-Marc Roussel.

D'autres clients bénéficient d'un accommodement du même genre lorsque leur raison est valable, selon lui. À titre d'exemple, une femme, violentée par deux hommes dans le passé, a déjà demandé à la SAAQ d'être évaluée par une femme plutôt qu'un de ses collègues masculins, ce à quoi la société d'État a répondu favorablement, a-t-il ajouté.

Mais le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), qui représente les employés de la SAAQ, a une tout autre version des faits. « Sur le terrain, nos membres confirment que cet accommodement qui permet de choisir le sexe de son évaluateur est accordé pour des motifs religieux seulement, quoi qu'en dise la SAAQ », a affirmé le porte-parole du SFPQ, Stéphane Caron.

Les évaluateurs de la SAAQ sont préoccupés par cette pratique et en ont fait part à leur centrale syndicale. « Ils nous ont clairement dit qu'on ne devrait pas pouvoir choisir le sexe de son évaluateur pour des raisons religieuses », a souligné M. Caron.

Les hassidim ne seraient pas les seuls à bénéficier d'un tel accommodement religieux. Selon le SFPQ, les femmes musulmanes peuvent refuser de passer un examen de conduite en compagnie d'un évaluateur et exiger la présence d'une évaluatrice.

Une centaine de juifs hassidiques passent un examen de conduite par année, estime Jean-Marc Roussel. Environ 80 % des évaluateurs de la SAAQ sont des hommes. Alors le recours à cet accommodement n'est pas courant, a-t-il souligné.

D'après le directeur régional de la SAAQ, cet accommodement ne remet « pas du tout » en question l'égalité entre les hommes et les femmes.

Mais un représentant de la communauté juive n'est pas du même avis. Lorsqu'on lui a demandé si cet accommodement de la SAAQ viole le principe de l'égalité des sexes, Jeffrey Boro, du Congrès juif canadien, a répondu d'emblée: « Oui. Et comme Québécois, ce n'est pas dans mes valeurs à moi » de renier ce principe.

Désapprouve-t-il cet accommodement? « La réponse n'est pas facile... » a-t-il laissé tomber.

Après un long moment de réflexion, il a précisé qu'il faut « tolérer » cette pratique « en autant que ce n'est pas dérangeant pour la majorité » et dans la mesure « où la partie qui donne l'accommodement dise que ça ne dépasse pas ce qu'elle juge acceptable ».

« Dès que les évaluatrices vont dire qu'elles ne veulent rien savoir de ça, que c'est injuriant pour elle, alors là, on va avoir le débat », a-t-il ajouté.

Selon Jeffrey Boro, les hassidim représentent de 5 % à 7 % des juifs de Montréal. La communauté hassidique compte environ 5000 membres.

Non négociable

La Fédération des femmes du Québec (FFQ) conteste cet « arrangement » en faveur des hassidim. « Ça, ce n'est pas un accommodement raisonnable. Il n'est pas question que la présence des femmes soit remise en question. L'égalité entre les hommes et les femmes, c'est non négociable », a lancé Yasmina Chouakri, responsable du comité des communautés culturelles à la FFQ.

Elle se dit « surprise » que la SAAQ réponde à une telle demande de la part d'une communauté culturelle. « Cette institution devrait réfléchir sur les impacts d'un arrangement comme celui-là sur les valeurs fondamentales du Québec. Non mais, comment fait-elle pour accepter une telle chose? » s'est-elle interrogée.

EN HIVER, LA VILLE S'ÉVEILLE, ET VOUS POUVEZ EN FAIRE AUTANT.



L'hiver est un moment merveilleux pour raviver vos sens grâce aux curiosités et aux sons de la ville. InterContinental® Hotels and Resorts est votre porte d'accès vers les nouveautés: restaurants, théâtre, magasinage, musique et événements culturels. Nous éveillerons votre esprit au cœur de la ville. Alors, venez mener la vie InterContinental pour une fin de semaine. Tarifs à partir de:

Atlanta	US $219	Montréal	CAD $159	Toronto	CAD $199
Boston	US $289	New York City	US $219	Toronto Yorkville	CAD $205
Chicago	US $179	San Francisco	US $189	Washington DC	US $299

Menez-vous un style de vie InterContinental?

Pour en apprendre plus sur nos destinations, www.intercontinental.com/winter ou appelez le: 1-800-290-4963.

©2007. InterContinental Hotel Group. Tous droits réservés. La plupart des hôtels sont des propriétés indépendantes, exploitées individuellement.

InterContinental HOTELS & RESORTS

3453572A

3453573

FAIRE FRUCTIFIER SES ÉPARGNES

UN CAHIER SPÉCIAL SUR LES REER À CONSERVER SAMEDI DANS LA PRESSE



3454757

ACTUALITÉS

Des féministes qui font preuve de racisme ?

Une sociologue remet en question les critiques du traitement des femmes dans les pays musulmans

MATHIEU PERREAULT

Les féministes qui critiquent le traitement des femmes dans les pays musulmans sont souvent racistes, selon une sociologue qui travaille aux universités Concordia et McGill.



PHOTO PATRICK BAZ, ARCHIVES AFP

Selon Roksana Bahramitash, ceux qui pensent que la condition des femmes en Iran a reculé avec la République islamique font preuve de préjugés de classe. « La ségrégation des hommes et des femmes, et le tchador, ont facilité la participation des femmes à la vie publique. La République islamique a aussi mis sur pied des coopératives qui ont permis aux femmes de prendre leur destin en main », affirme la sociologue montréalaise.

Roksana Bahramitash est catégorique : des romans comme *Jamais sans ma fille* ou *Lire Lolita à Téhéran*, qui dénoncent l'oppression des femmes en Iran, sont racistes. « Les livres qui dénoncent la condition des femmes dans les pays musulmans, comme *Lire Lolita à Téhéran*, minent les principes antiguerre qui ont accompagné le féminisme nord-américain depuis les années 60 », explique Mme Bahramitash, qui a présenté sa thèse à un récent congrès de religion à Montréal, et dans des publications universitaires. « Ils confortent les préjugés envers les hommes musulmans, que ce sont des pédophiles qui veulent des vierges de neuf ans. »

Ceux qui pensent que la condition des femmes en Iran a reculé avec la République islamique font preuve de préjugés de classe, affirme la sociologue, en entrevue dans son appartement de Notre-Dame-de-Grâce, où elle habite seule avec ses quatre enfants. « L'élite iranienne des années 70, les femmes qui allaient à l'école en Suisse et aux États-Unis, a peut-être perdu au change. Mais pour les femmes du peuple, les progrès ont été immenses. Plus des deux tiers des étudiants à l'université sont maintenant des femmes. »

Sous le shah, les femmes de milieux humbles ne pouvaient souvent pas aller à l'école parce que le tchador y était interdit. « Leur père ou leur mari le leur interdisait », explique Mme Bahramitash, qui ne portait pas le voile durant l'entrevue. « La ségrégation des hommes et des femmes, et le tchador, ont facilité la participation des femmes à la vie publique. La République islamique a aussi mis sur pied des coopératives qui ont permis aux femmes de prendre leur destin en main. J'ai enseigné à des femmes en Iran, après la révolution, je peux en témoigner. »

De la même manière, pense-t-elle, ce sont les milieux populaires qui ont élu le président conservateur Mahmoud Ahmadinejad. Son prédécesseur Mohammad Khatami, qui avait la réputation d'être un réformiste, correspondait davantage aux aspirations de la classe moyenne.

Les femmes afghanes sont elles aussi mal comprises, selon la sociologue dans la quarantaine, qui a produit en 2004 un documentaire en Afghanistan appelé *Beyond the Burqa*. « Sous les talibans, il y avait beaucoup de résistance de la part des femmes. Mais quand elles participent maintenant aux rencontres internationales, elles sont traitées en victimes. Leurs efforts et leurs activités passent inaperçus. » Au lieu d'envahir l'Afghanistan pour renverser les talibans, il aurait fallu « bombarder le pays avec de la nourriture » pour améliorer les conditions de vie des Afghanes, soutient-elle.

La condition des femmes musulmanes a par le passé été invoquée pour justifier le colonialisme, notamment en Algérie française, selon Mme Bahramitash. Sa thèse sur les romans « féministes mais colonialistes » lui vient de ses études de doctorat à Montréal, et notamment de la fréquentation de la féministe montréalaise Lilian Robertson, qui est décédée l'automne dernier.

Le livre *Lire Lolita à Téhéran*, d'Azar Nafisi, raconte l'histoire d'une professeur de littérature anglo-saxone qui a de plus en plus de difficulté, après la révolution de 1979, à faire accepter ses cours. L'auteure veut faire partager sa fascination pour la littérature, entre autres *Lolita* de Vladimir Nabokov et les romans de Jane Austen.

« Qu'y a-t-il de féministe dans *Lolita* ? rétorque Mme Bahramitash. C'est l'histoire d'un homme d'âge mûr amoureux d'une préadolescente. Je trouve aussi très révélateur que Nafisi choisisse autant de romans de l'époque colonialiste européenne. C'est de l'orientalisme, ça renforce les préjugés à l'effet que la société musulmane est arriérée. Nafisi dit que les romans qu'elle veut faire lire à ses élèves ne sont pas politiques. Mais elle s'en sert à des fins politiques. »

Azar Nafisi, contactée par *La Presse* à l'Université Johns Hopkins où elle enseigne, à Baltimore, est très critique de la thèse de Mme Bahramitash. « Il est très condescendant de penser que des femmes de milieux plus traditionnels ne désirent pas être libres, qu'elles aiment que leurs maris soient polygames, qu'elles ne désirent pas que leurs filles deviennent juges ou qu'elles aient des choix dans la vie, dénonce-t-elle en entrevue. Au sujet du voile, je pense que les femmes devraient être libres d'exprimer leur relation avec leur Dieu, ou son absence, librement et sans intervention de l'État. Ma propre grand-mère a refusé de quitter la maison après que le shah eut interdit le voile. Il est dangereux de réduire tout à la politique, comme le fait Mme Bahramitash. »

Mme Nafisi s'indigne également d'être associée aux néoconservateurs, et note que l'une des critiques les plus « virulentes » de son livre a été publiée dans la revue de droite *Commentary*.

Raël intègre la svastika à son emblème



TRISTAN PÉLOQUIN

La croix gammée est de retour chez les disciples de Claude Vorilhon. Quinze ans après avoir cessé de l'utiliser « par respect pour le peuple juif », le mouvement raélien vient de réintégrer la svastika à son emblème officiel.

La décision, qualifiée de « geste de provocation » et de « tentative de coup d'éclat médiatique » par le Congrès juif canadien, coïncide avec le déclenchement, la semaine dernière, d'une offensive de l'Allemagne visant à rendre criminel le port d'insignes nazis dans les 27 pays de l'Union européenne.

Les associations hindoues et bouddhistes d'Europe dénoncent vigoureusement cette initiative allemande, arguant que la svastika est un symbole de paix utilisé par leur religion depuis plus de 5000 ans.

Ce n'est en fait qu'en 1920, pour signifier la supériorité aryenne, qu'Adolf Hitler et son Parti des travailleurs allemands se sont approprié ce symbole en l'inclinant de 45 degrés et en l'intégrant à un cercle blanc. Sous plusieurs variantes, la croix gammée devint par la suite le symbole des nazis et du Troisième Reich.

Dans un communiqué diffusé sur son site Internet, le mouvement raélien, créé au milieu des années 70 par Claude Vorilhon à la suite d'une prétendue rencontre avec des extraterrestres, indique qu'il « joint ses forces » aux hindous et aux boud-dhistes « afin d'éduquer le reste de la population sur la véritable histoire de la svastika et pour s'assurer que ce symbole est respecté. »

Le mouvement s'approprie cependant la svastika en affirmant qu'elle est « le symbole des Scientistes qui nous ont créés, le symbole qui a été donné à tous ses Messagers, ce qui explique qu'on le retrouve sur tous les continents, dans un dessein normalement associé à la spiritualité et au pacifisme. »

L'emblème du mouvement raélien était auparavant composé d'une étoile de David dans laquelle est intégrée une galaxie en spirale. C'est cette galaxie qui est remplacée par la croix gammée. Pour le vice-président du Congrès juif canadien, Joseph Gabay, cette combinaison des deux symboles étroitement liés à l'histoire juive n'est rien de moins qu'une « atteinte à l'intelligence et à la dignité de l'être humain ». « L'étoile de David est le symbole par excellence du judaïsme. En y intégrant la svastika, Raël cherche à éliminer l'idée que ce sont les juifs ont inspiré le monothéisme, le tout au service d'une théorie fumeuse sur les extraterrestres, affirme-t-il

« C'est aussi une association symbolique qui, prise dans le contexte nazi, revient à amalgamer le bien et le mal », estime M. Gabay.

Union européenne

Le bannissement des signes nazis dans les 27 pays de l'Union européenne fera l'objet de discussions lors d'une rencontre des ministres de la Justice au Luxembourg, en avril prochain. La négation de l'Holocauste juif est déjà interdite dans plusieurs pays du continent européen, dont l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Espagne. Une première tentative avait eu lieu il y a deux ans pour étendre cette interdiction aux autres pays membres, mais le projet a échoué sous la pression notamment de l'Italie, de la Suède, du Danemark et de la Grande-Bretagne, qui voient cette interdiction comme une attaque contre la liberté d'expression.

Pour la Conférence hindoue canadienne, l'adoption par l'Europe d'une telle consigne serait une grande victoire pour l'idéologie nazie. « C'est un peu comme si on interdisait partout en Amérique de porter la croix chrétienne simplement parce que le Ku Klux Klan s'en est servi dans le sud des États-Unis comme symbole pour discriminer les Noirs, affirme Ron Benerjee. Ce serait donner beaucoup de poids à leur idéologie par rapport à ce que représente le symbole de la croix depuis plus de 2000 ans. La véritable solution, c'est de faire de l'éducation. Il faut expliquer à la population que la svastika est un symbole de paix. »

« L'Allemagne n'existait même pas lorsque ce symbole est apparu, rappelle-t-il. Les nazis se le sont approprié sans demander notre avis. »

Sextuplés : les transfusions imposées

La Colombie-Britannique a imposé que des médecins pratiquent des transfusions sanguines sur des sextuplés nés au début de l'année à Vancouver, allant ainsi contre la volonté de leurs parents Témoins de Jéhovah, rapportait hier soir la chaîne CTV. Les autorités de la province ont remis trois des sextuplés au corps médical afin qu'il pratique sur eux des transfusions sanguines jugées nécessaires à leur survie. Les sextuplés sont nés prématurément en début d'année dans un hôpital de Vancouver. Deux d'entre eux sont morts dans les semaines suivantes. Les quatre autres bébés sont encore en vie, mais au moins trois d'entre eux sont dans un état jugé critique. Les parents ont demandé l'anonymat et la plus grande discrétion. Selon l'hôpital, ils appartiennent aux Témoins de Jéhovah, un groupe qui refuse les transfusions sanguines.

Agence France-Presse

Vous pouvez voyager dès maintenant à l'aide des Points TD en prime que vous recevrez grâce à votre nouvelle carte *Visa** TD Or Voyages®



Obtenez 15 000 Points TD en prime sur approbation de votre carte.

À partir du moment où votre carte *Visa* TD Or Voyages sera approuvée, vous aurez l'impression que le monde est à votre portée. En fait, dès votre adhésion, vous recevrez 15 000 Points TD en prime, d'une valeur de 225 $. Étant donné que vous pouvez échanger vos Points TD[1] dès que vous en avez accumulé 5 000, vous pouvez vous offrir une petite escapade dès maintenant. Ou encore, vous pouvez conserver vos Points TD pour faire un grand voyage, ce qui ne devrait pas tarder, car vous accumulez un Point TD à chaque dollar d'achats[2]. Cette offre prend fin le 24 février 2007[3]. Adhérez à la carte dès aujourd'hui et profitez des occasions uniques qui s'offrent à vous.

TD VISA

Pour faire une demande, composez le 1-800-387-9150, passez à une succursale de TD Canada Trust ou rendez-vous à l'adresse tdcanadatrust.com/voyages

3453153A

3454980

1. Les Points TD peuvent être échangés par tranche de 5 000 points. 2. Les frais, les avances de fonds, les frais d'intérêts ou de service, les services facultatifs, les chèques *Visa* TD, les transferts de solde, les remboursements, les rabais ou les autres crédits semblables ne permettent pas d'accumuler des Points TD. 3. Les demandes doivent être approuvées avant le 24 février 2007. Les 15 000 Points TD en prime seront attribués dès que le nouveau compte sera approuvé. L'offre s'applique uniquement aux nouveaux comptes *Visa* TD Or Voyages. D'autres conditions peuvent s'appliquer. L'offre peut être modifiée, prolongée ou retirée en tout temps, sans préavis. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. *Visa International Service Association. Utilisée sous licence. ®Marque de commerce de La Banque Toronto-Dominion.

SANTÉ

Pharmaciens et pharmaceutiques devront mettre cartes sur table

PASCALE BRETON

La pratique cachée des cadeaux et des rabais généreux accordés par les fabricants de médicaments aux pharmaciens en échange d'un certain volume de médicaments achetés est terminée, a appris La Presse.



PHOTO BRAULT, LA PRESSE ©

Les fabricants de médicaments devront produire un rapport annuel indiquant clairement le montant des allocations versées aux pharmaciens pendant l'année.

Avec sa politique du médicament, qu'il dévoile ce matin, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, obligera les fabricants et les pharmaciens à mettre cartes sur table.

Une décision catastrophique pour les professionnels, dit-on du côté de l'Association québécoises des pharmaciens propriétaires (AQP) qui entend même boycotter la conférence de presse de ce matin.

Un document daté du 17 janvier dernier, et obtenu par *La Presse*, révère que les rabais –les allocations professionnelles– ne devront pas excéder 20 % de la valeur des ventes du fabricant à un pharmacien.

Ces rabais-volumes, comme on les appelle dans le milieu, devront servir à financer uniquement les activités liées à l'exploitation des pharmacies et améliorer le service pour les clients.

Les fabricants de médicaments devront produire un rapport annuel indiquant clairement le montant des allocations versées aux pharmaciens pendant l'année.

Une nouvelle qui sème la consternation chez les pharmaciens-propriétaires. Certains affirment même que des pharmacies vont fermer à cause de cette nouvelle mesure.

Les rabais-volume accordés actuellement par les fabricants dépassent bien souvent le plafond de 20 % que le gouvernement veut imposer. Ils servent parfois à payer les dépenses courantes de la pharmacie ou l'embauche de pharmaciens dépanneurs à haut prix.

En commission parlementaire, l'Ordre des pharmaciens du Québec s'était prononcé en faveur d'un meilleur encadrement des rabais-volume.

Même si le code déontologique des pharmaciens interdit aux pharmaciens d'accepter toute forme de ristourne ou de cadeaux, c'est une pratique courante.

« C'est inutile de se cacher la tête dans le sable. Ça se fait, ce sont des pratiques commerciales qui ne nuisent pas à la pratique professionnelle, mais aussi bien ne pas prendre de chance et encadrer ça soigneusement », a indiqué hier un porte-parole de l'Ordre.

Les pharmaciens affirment que les rabais accordés par les fabricants en fonction du volume d'achat leur donnent les moyens financiers de tenir en stock le médicament original et son générique. Ce dernier est moins cher, ce qui entraîne des économies, à la fois pour le client et le gouvernement.

Selon ce qu'il a été possible d'apprendre, la politique du médicament entraînera un coût de 171,6 millions de dollars sur trois ans. Les participants au Régime public d'assurance médicament en financeront 32,4 millions avec leurs primes.

Des chiffres que le cabinet du ministre de la Santé ne veut pas confirmer ou infirmer. « Tout ce que je peux dire, c'est qu'il faut tenir compte de l'ensemble des calculs, tant les coûts que les bénéfices. L'impact sera marginal », a déclaré son attachée de presse, Isabelle Merizzi.



La sécurité routière : un enjeu de société !

Chaque fois que la route fait une victime, c'est toute notre société qui est touchée !

Voilà pourquoi le gouvernement a désigné 2007 l'Année de la sécurité routière au Québec. Cette année sera axée sur la mobilisation, les efforts concertés de tous les partenaires et la recherche de solutions permanentes pour l'amélioration de notre bilan routier.

L'Année de la sécurité routière nous invite à porter un regard critique sur nos comportements de conducteurs qui sont en cause dans 80 % des accidents. En respectant le Code de la sécurité routière, nous contribuerons à améliorer la sécurité sur nos routes et à éviter à nos familles, à nos amis et à nos collègues les effets dévastateurs d'évènements malheureux.

Nous sommes tous conviés à relever ce défi par notre engagement dans cet effort de mobilisation, par respect pour la vie !

Nous sommes tous responsables de notre conduite.

Le ministre des Transports et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale,

Michel Després

Sécurité routière 2007

Québec

3459202A

Les infirmières pourront prescrire des contraceptifs

LIA LÉVESQUE
PRESSE CANADIENNE

L'accès à la contraception hormonale, et non plus seulement à la pilule du lendemain, sera désormais facilité au Québec.

Le Collège des médecins, l'Ordre des infirmières et l'Ordre des pharmaciens ont conclu une entente permettant aux infirmières, dans certaines conditions, de remplir un formulaire d'« ordonnance collective » qui équivaudra à une prescription de contraceptif hormonal pour une durée limitée.

Il pourra s'agir de pilule contraceptive, mais également de timbre contraceptif, d'injection contraceptive, d'anneau vaginal contraceptif ou de progestatif seul.

L'infirmière devra procéder à l'évaluation de la condition physique de la femme qui désire obtenir ainsi son contraceptif hormonal. Elle lui donnera des renseignements à ce sujet, l'aidera à choisir lequel lui convient le mieux et remplira un formulaire qui équivaudra à cette ordonnance collective. Cette prescription de l'infirmière pourra être remplie à la pharmacie du coin.

Une telle ordonnance collective ne vaudra que pour six mois cependant, afin de s'assurer que la femme consultera un médecin en temps opportun. Elle ne sera donc pas renouvelable.

Au cours d'une rencontre avec la presse hier, les trois ordres professionnels et l'Institut national de santé publique du Québec ont indiqué qu'ils tenaient ainsi à diminuer le nombre d'avortements et le recours à la pilule du lendemain.

Au Québec en 2003, le taux de grossesse chez les adolescentes de 15 à 19 ans était de 34 pour 1000 grossesses. Le taux d'avortement était de 21 pour 1000. « On a à peu près deux tiers de ces grossesses-là, chez les adolescentes, qui se terminaient par une interruption volontaire, un avortement. D'un point de vue de la santé publique, c'est un problème particulièrement important qu'on voudrait réduire », a souligné le Dr Richard Massé, de l'Institut national de santé publique du Québec.

Ce nouveau cadre provincial de prescription de la contraception hormonale sera graduellement implanté au cours des prochaines semaines, notamment dans les CLSC et les Groupes de médecine familiale (GMF).

« Pour ce qui est de nous, les infirmières, on était déjà passablement impliquées en matière de contraception, plus particulièrement dans les cliniques jeunesse, depuis fort longtemps », a expliqué la présidente de l'Ordre des infirmières du Québec, Gyslaine Desrosiers.

« Hélas, ça se faisait dans un cadre légal plus ou moins *underground*. Les infirmières faisaient l'évaluation et donnaient des échantillons de contraceptifs », a-t-elle ajouté.

MALADIES CARDIAQUES

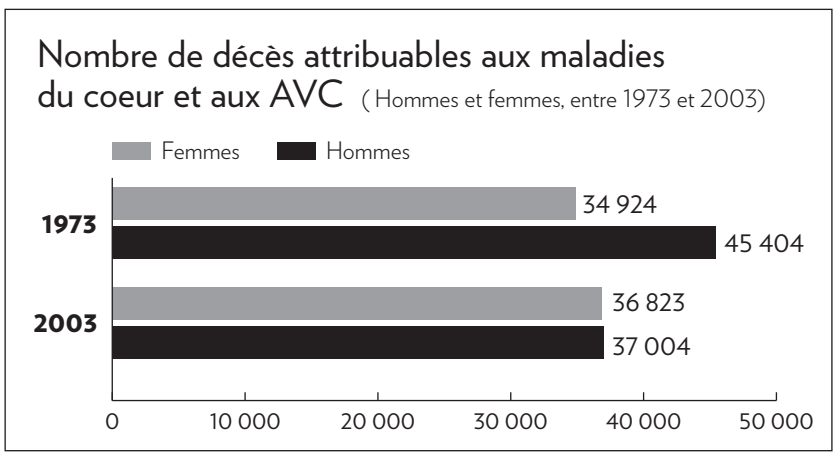
Les femmes ne sont pas prises au sérieux

PASCALE BRETON

Les hommes et les femmes ne sont pas égaux face aux maladies du cœur. Les femmes reçoivent moins de soins et risquent davantage de mourir d'une crise cardiaque ou d'un accident vasculocérébral.

C'est le constat que dresse la Fondation des maladies du cœur. Elle sonne l'alarme dans son *Bulletin de santé annuel* qui a été dévoilé hier.

« Nous nous demandons encore si nos concitoyens profitent des meilleurs soins qui soient, surtout quand il s'agit des femmes », a déclaré le président de la Fondation, Jean Noël.



Elle frôle la mort

Carolle Marceau se le demande aussi. Il y a cinq ans, elle a frôlé la mort lors d'un voyage au Costa Rica. Elle a fait une crise cardiaque à 46 ans. Elle ne se sentait pas bien depuis cinq ans.

Elle visitait les hôpitaux et les cliniques médicales sans que les médecins ne mettent le doigt sur le problème, même s'il y avait des antécédents de maladie cardiaque dans sa famille.

« On ne devrait pas dire aux femmes de 40 ans qu'elles sont seulement fatiguées ou stressées. On devrait tout de suite aller voir les artères », lance Mme Marceau, qui est aujourd'hui suivie à l'Hôpital juif de Montréal.

Son cardiologue, le Dr George Homos, abonde dans son sens. Tant les patients que les médecins doivent réaliser que les maladies cardiaques ne sont pas des maladies réservées aux hommes.

« Chez un patient qui souffre d'une manifestation entre le nez et le nombril à l'âge de la quarantaine ou la cinquantaine, le médecin pense tout de suite à une crise cardiaque ou un problème cardiaque. Chez la femme, on passe à côté. On pense à tout autre chose avant de songer à la possibilité que ce soit le cœur », lance le Dr Homos, également porte-parole pour la Fondation des maladies du cœur.

Sans distinction

Les maladies cardiaques, qui touchaient surtout les hommes il y a 30 ans, frappe aujourd'hui les deux sexes sans distinction. Pour la première fois, le nombre de décès attribuables aux crises cardiaques et aux AVC est sensiblement le même chez les hommes et les femmes.

Les études révèlent que de façon générale, les femmes courent plus de risques de mourir dans les 30 jours suivant un problème cardiaque. Elles subissent moins de cathétérisme ou de revascularisation cardiaque. Elles sont aussi moins susceptibles d'être traitées par un cardiologue.

Il reste à savoir pourquoi. Deux hypothèses se dessinent, explique le Dr Louise Pilote, directrice du projet Genesis, étude pancanadienne qui tentera d'identifier les différences entre les hommes et les femmes face aux maladies du cœur.

Les traitements ne sont peut-être pas adaptés à la nature même de la femme. Ils surviennent peut-être aussi trop tard.

« Il est possible que la femme se présente trop tard à l'hôpital, qu'elle attende trop longtemps avant d'y aller. Il est alors trop tard pour un pontage ou une angioplastie », souligne le Dr Pilote en rappelant qu'en ce domaine, les minutes comptent.

lexus.ca

POUR LES MOMENTS OÙ VOUS AUREZ ENVIE D'ENTENDRE AUTRE CHOSE QUE LE RONRONNEMENT DE SON MOTEUR, IL Y A UN SYSTÈME AUDIO MARK LEVINSON À 19 HAUT-PARLEURS.



LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

Nous vous présentons la nouvelle et magnifique Lexus LS 460 et sa grande sœur à empattement long, la LS 460 L. Le V8 de 4,6 litres à commande électronique qui se trouve sous le capot de la nouvelle Lexus LS 460 émet un ronronnement qui charmera les passionnés de la performance. Et pour les passionnés de musique, il y a un système stéréo optionnel de 450 watts si prodigieux qu'ils n'en croiront pas leurs oreilles. Résultat de quatre années de développement, ce chef-d'œuvre signé Mark Levinson vous fera bénéficier d'un son d'une clarté et d'une richesse inégalées où que vous soyez assis. Il livre une expérience sonique qui était jusqu'à présent uniquement offerte par des systèmes domestiques haut de gamme ou de l'équipement de studio sophistiqué. Conclusion : au lieu de simplement ajouter une dimension musicale aux divers moments dont vous faites l'expérience, il vous fait vivre, à lui seul, des moments inoubliables. Partez en quête du moment. Visitez ls460.ca ou composez le 1 800 26-LEXUS pour en savoir plus.

*LA LS 460, TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 89 900 $**
*LA LS 460 L, TRÈS BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 98 700 $***

*PDSF de la LS 460 2007 (BL46FV « B »). **PDSF de la LS 460 L 2007 (GL46FV « A »). Modèle montré : LS 460 2007 (BL46FV « B »). Frais de transport, de préparation et d'immatriculation, ainsi que redevances et toutes taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.

3458937A

POLITIQUE

34 millions pour la sécurité

Ottawa vérifie les comptes à Kanesatake

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper lance une vérification juricomptable dans le dossier des 34 millions dépensés pour assurer la sécurité de Kanesatake, a appris *La Presse*.

Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, doit en faire l'annonce aujourd'hui. Cette enquête se veut un complément à celle conduite par la firme Samson & Associés, et dont seul un rapport préliminaire a pu être présenté en octobre, faute de preuves suffisantes.

Cette nouvelle démarche porte sur l'ensemble des sommes dépensées depuis 2003 dans la réserve, plus précisément pour les forces spéciales dirigées par l'ancien grand chef James Gabriel.

En janvier 2004, avec des hommes, des armes et des munitions payés par Québec et Ottawa, M. Gabriel avait fait son entrée dans le village afin de rétablir l'ordre qui, disait-il, était compromis par des bandes criminelles.

L'opération avait lamentablement échoué, se soldant par l'incendie de sa maison et la prise en otages de ses hommes. Elle a depuis été dénoncée comme téméraire et irréfléchie par plusieurs, dont l'ancien ministre québécois de la Sécurité publique, Jacques Chagnon.

La semaine dernière, M. Day a demandé au ministère des Travaux publics de trouver d'ici la fin de février une firme capable de mener le mandat à terme. Ce mandat sera très large, a-t-il expliqué hier lors d'un entretien avec *La Presse*, et couvrira l'ensemble des dépenses du gouvernement fédéral pour assurer la sécurité de la réserve, incluant celles effectuées par d'autres ministères, notamment celui des Affaires indiennes.

« Nous sommes préoccupés par les allégations de mauvaise gestion et nous tenterons de déterminer si certaines personnes ont commis des fautes dans le dossier. Ça s'est passé sous l'ancien gouvernement; maintenant il s'agit de savoir ce qui s'est passé », a-t-il expliqué.

« C'est un mandat plus large que la dernière enquête (celle de Samson & Associés), a-t-il poursuivi. Est-ce que quelqu'un est responsable? Si oui, pourquoi une aussi mauvaise gestion? Où est l'argent? Et qu'est-ce qu'on peut mettre en œuvre pour empêcher qu'une situation semblable se reproduise? »

Selon des rapports préliminaires et les conclusions d'une enquête de Radio-Canada, Ottawa aurait alloué 2,9 millions aux forces spéciales de James Gabriel. Par ailleurs, Québec et le gouvernement fédéral se seraient partagé la facture de 2,6 millions pour appliquer l'entente tripartite entre la GRC, la SQ et la police municipale mohawk entre 2003 et 2005.

« Nous sommes préoccupés par les allégations de mauvaise gestion et nous tenterons de déterminer si certaines personnes ont commis des fautes dans le dossier. » – Le ministre Stockwell Day

Ottawa a mis fin à cette entente en 2005, apparemment faute d'avoir reçu certains paiements du conseil de bande. Résultat: près de 25 millions de plus ont depuis été dépensés par la Sûreté du Québec pour patrouiller le territoire.

Le mandat de cette nouvelle enquête n'est assorti d'aucun délai. On s'attend cependant à ce que les enquêteurs puissent avoir les coudées franches et examiner l'ensemble des documents requis. Cette liberté avait manqué à Jean-Pierre Godbout, de Samson & Associés, qui n'avait pu compléter son dernier rapport, vers novembre, faute d'avoir eu accès à toutes les preuves nécessaires.

L'actuel grand chef de Kanesatake, Steven Bonspille, étaient heureux d'apprendre la nouvelle. Il demande depuis longtemps que la lumière soit faite dans le dossier. « C'est une bonne nouvelle et j'espère que l'enquête s'étende au ministère des Affaires indiennes, a-t-il commenté. Ils jouent dans les plates-bandes de Kanesatake depuis trop longtemps et ils ont un rôle dans cette histoire. »

D'autres résultats d'enquête sont attendus par Stockwell Day en ce qui concerne Kanesatake: ceux-là portent sur la disparition d'une quinzaine d'armes achetées à l'équipe de James Gabriel par les gouvernements fédéral et provincial. Interrogé à ce sujet hier, le ministre a affirmé que seules six d'entre elles manquaient toujours à l'appel, soit des pistolets à décharge électrique. « En novembre, j'ai demandé à la GRC de déterminer s'il y a eu des actes criminels dans le dossier. Elle fait enquête actuellement et j'attends ses conclusions. » La GRC pourrait elle-même décider de porter des accusations.



PHOTO FRED CHARTRAND, PC

Sheila Fraser, tout juste avant de se présenter devant le Comité de l'environnement et du développement durable. La vérificatrice générale a refusé hier d'expliquer les raisons du congédiement de la commissaire à l'environnement, en raison « de questions touchant la vie privée ».

CONGÉDIEMENT DE LA COMMISSAIRE À L'ENVIRONNEMENT

Sheila Fraser refuse de s'expliquer

GILLES TOUPIN

OTTAWA — La vérificatrice générale, Sheila Fraser, a refusé d'expliquer hier devant un comité des Communes pourquoi elle a congédié mardi la commissaire à l'environnement Johanne Gélinas.

Tout au plus, Mme Fraser a-t-elle révélé qu'elle n'avait pas renvoyé la commissaire en raison de son rapport explosif de septembre 2006, qui blâmait sévèrement les gouvernements libéraux et conservateurs pour leur absence de leadership dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Mme Fraser a rappelé que tous les rapports issus de son bureau passaient au préalable par un processus d'approbation et qu'elle avait elle-même donné son imprimatur au fameux rapport de Mme Gélinas.

« Si jamais j'avais trouvé qu'on était allé trop loin dans un rapport, a dit la vérificatrice générale, le rapport n'aurait pas été publié. »

Frustrés de ce refus du témoin d'en dire davantage, les députés du comité de l'environnement et du développement durable sont revenus à la charge à plusieurs reprises afin de savoir ce qui a justifié le limogeage d'une commissaire qui avait pourtant fait l'unanimité, aussi bien chez les dirigeants politiques que chez les environnementalistes.

Chaque fois, comme elle l'a fait dans son exposé d'ouverture, Sheila Fraser a refusé de s'expliquer, en raison, a-t-elle précisé, « de questions touchant la vie privée ».

« Je ne ferai pas de commentaires sur le départ de Mme Gélinas en tant que commissaire à l'environnement et au développement durable. (…) Je ne peux tout simplement pas faire cela », a encore rétorqué Mme Fraser.

Cette dernière a de plus assuré les membres du comité qu'elle n'avait subi aucune pression gouvernementale dans cette affaire.

Mme Gélinas a déclaré mardi soir qu'elle avait été « très surprise » de l'annonce « prématurée » de son départ. Elle avait reconnu aussi avoir eu « un différend » avec Mme Fraser « en ce qui a trait à l'orientation qui devrait être donnée au poste de commissaire à l'environnement ».

L'ancienne commissaire avait aussi tenu à préciser que les discussions avec Mme Fraser « se sont déroulées en privé, sans ingérence de la part du gouvernement du Canada et de ses représentants », mettant ainsi court aux rumeurs de lynchage politique.

Le ministre du Transport, Lawrence Cannon, a d'ailleurs confirmé hier matin que son gouvernement n'avait rien à voir avec le renvoi de Mme Gélinas.

Depuis son congédiement, tous les partis politiques aux Communes et les groupes environnementaux ont fait l'éloge de l'ancienne commissaire et ont déploré sa mise à l'écart. La présidente du Parti vert, Elizabeth May, « choquée et consternée » par le limogeage de la commissaire, a même demandé à Sheila Fraser de reconsidérer sa décision.

« L'indépendance du commissaire à l'environnement et au développement durable, a expliqué Mme May, est établie par la loi. Ni le gouvernement, ni Mme Fraser ne devraient tenter de limiter cette indépendance. »

Johanne Gélinas a rendu public en septembre 2006 un rapport extrêmement critique qui soulignait les préoccupations du gouvernement Harper à l'égard du protocole de Kyoto mais qui le pressait également de mettre au point « un plan crédible, clair et réaliste » de réduction des gaz à effet de serre. Mme Gélinas sommait le gouvernement conservateur d'établir des cibles de réduction à court et à long terme. L'ancienne commissaire à l'environnement ne manquait pas non plus de reprocher au précédent gouvernement libéral le peu d'efforts investis dans la réduction des GES.

À la fin de la séance d'hier du comité, le critique libéral à l'environnement, David McGuinty, a déposé une motion afin de transformer le rôle du commissaire à l'environnement de façon à en faire un officier du Parlement « complètement indépendant et se rapportant au Parlement ».

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-01-31
Numéros «Télé» 944762 505768 Numéro Boni 07
1 25 000 $ 2 50 000 $ 3 100 000 $ 451240 267039 248159 décomposables 082317 non décomposables
Lotto 6/49 02 06 09 11 14 37 compl. 25 — Québec 49 14 19 30 35 39 48 compl. 16
Banco 03 04 05 07 09 11 17 21 22 34 37 42 44 45 53 54 55 56 57 67 — La Quotidienne 3 709 4 4450
Astro Jour 06 - Mois AOÛT - Année 02 - Signe TAUREAU
Extra 500 000$ 4901240* *décomposable dans les deux sens
Nouveau au pays! Profitez des lots << Mise tôt >> de 100 000 $ jusqu'au 14 février 23h59.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
LOTOQUEBEC.COM
Abonnement à la chance ! Téléphonez au 1 866 628-4783 LOTO MATIQUE

ENTREPÔT • LIQUIDATION ENTREPÔT • LIQUIDATION
Jusqu'à 60% de rabais sur SKIS-PLANCHES VÊTEMENTS
1 million en stock à prix de liquidation
UN SEUL ENDROIT
L'ENTREPÔT CLUB SPORT DE LAVAL
OUVERT AU PUBLIC 5 jours du mercredi au dimanche
CHOMEDEY LAVAL
1916, CURÉ-LABELLE 450-973-4350
3458189 3458192

Pensez GRAND Pensez STEINWAY
STEINWAY... un choix de qualité sans compromis
GRAND SOLDE MAINTENANT EN COURS JUSQU'AU 3 FÉV.
ACHETEZ UN PIANO AVANT LA HAUSSE DU PRIX ET ÉPARGNEZ.
Artiste Steinway : le pianiste Lang Lang
PIANOS ESSEX À PARTIR DE 3 900 $
PIANOS STEINWAY À QUEUE 45 000 $
PIANOS BOSTON À PARTIR DE 6 900 $
TAXES INCLUSES
PIANOS PRESTIGE
6078, rue Sherbrooke Ouest (12 rues à l'ouest de Décarie)
514-482-5304 • www.pianosprestige.ca
3458066 3458073

MONTOIT LE SAMEDI
CE SAMEDI DANS LA PRESSE
POUR Y VOIR PLUS CLAIR
3450171A

ANDRÉ LALONDE SPORTS®

GRANDE LIQUIDATION D'HIVER



50% DE RABAIS
TOUS LES VÊTEMENTS JUNIOR

Arc'Teryx · Rossignol Pure Mountain Company · Columbia Sportswear Company · chlorophylle · Jupa Skiwear · powder room · Phenix · The North Face · Badbones · Couloir · Karbon

50% DE RABAIS
LOTS D'ÉQUIPEMENTS DE SKI ALPIN

Rossignol Pure Mountain Company · Fischer · Nordica · Salomon · Head · Dalbello Skiboots · Atomic

50% DE RABAIS
LOTS DE VÊTEMENTS ADULTE

Phenix · Louis Garneau · Rossignol Pure Mountain Company · powder room · O'Neill · Arc'Teryx · Westbeach · HH Helly Hansen · Karbon · apogee · lolë · Columbia Sportswear Company · The North Face · Bonfire · chlorophylle · Salomon · blue icon · Descente · Couloir · DNA · BELOWZERO

50% DE RABAIS
LOTS D'ÉQUIPEMENTS DE PLANCHE À NEIGE

Head · Rossignol Pure Mountain Company · Salomon · Sims · Atomic

VALIDE DU 1er AU 11 FÉVRIER 2007 SEULEMENT

« SORTEZ DES SENTIERS BATTUS! »

BROSSARD
PLACE PORTOBELLO
7250, BOUL. TASCHEREAU
450.923.2429

JOLIETTE
17, GAUTHIER SUD
450.759.1615

LAVAL
3900, AUTOROUTE 440 O.
450.682.5222

REPENTIGNY
256, NOTRE-DAME
450.582.1123

SAINT-LÉONARD
6755, BOUL. MÉTROPOLITAIN E.
514.329.1881

TROIS-RIVIÈRES
CARREFOUR TROIS-RIVIÈRES O.
819.373.2622

sec

* Prix en vigueur sur marchandise sélectionnée seulement et/ou jusqu'à épuisement des quantités du 1er au 11 février 2007 seulement. Tous les modèles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement offerts dans tous nos magasins. Les produits en promotion sont disponibles en quantité limitée et varient d'un magasin à l'autre. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités achetées. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent différer des produits annoncés. Les rabais sur nos produits annoncés sont applicables sur notre prix courant, sauf indications contraires. Les promotions, rabais ou coupons ne peuvent être jumelés.

3458691A

ACTUALITÉS

Une Mohawk poursuit Imperial Tobacco

CHRISTIANE DESJARDINS

Se disant exclue du nouveau système de livraison directe d'Imperial Tobacco parce que son dépanneur est à Kahnawake, une Mohawk s'adresse à la Cour supérieure pour réclamer une injonction et des dommages de 100 000 $ pour discrimination ethnique.

Dans sa requête déposée au greffe de la Cour supérieure, Coreen Meloche Horne raconte qu'elle exploite depuis une dizaine d'années le Dépanneur 138, où l'on trouve des produits non périssables, principalement des cigarettes. Mme Horne explique qu'elle avait l'habitude de s'approvisionner auprès d'un distributeur autorisé de Dorval, la compagnie Regitan ltée.

En mai 2006, Imperial Tobacco annonçait toutefois par voie de communiqué qu'elle lançait un nouveau système de distribution, soit la livraison directe au détaillant (LDD) Il serait désormais possible de commander directement auprès de ses représentants.

En août, Mme Horne dit avoir reçu une lettre personnalisée annonçant qu'Imperial allait commencer ce système LDD le 4 septembre. Dans la lettre, on donnait d'ailleurs les listes de prix, délais de livraison, modalités de paiement. Très intéressée, Mme Horne a mandaté un de ses représentants, Jacques Proulx, pour placer une commande de cette façon. M. Proulx aurait appelé au siège social, mais on ne l'aurait pas rappelé. Il se serait finalement fait dire, le 6 septembre 2006, que les détaillants situés dans les territoires et réserves autochtones étaient exclus du nouveau système de livraison directe.

Selon Mme Horne, cette exclusion revient à refuser systématiquement de vendre à des autochtones, puisqu'ils sont les seuls qui peuvent résider dans les réserves.

Mise en demeure

Choquée et humiliée, Mme Horne dit avoir fait parvenir une mise en demeure à Imperial Tobacco. L'entreprise lui aurait répondu « près de deux mois plus tard » que la LDD était limitée géographiquement, et que certains détaillants étaient invités à faire affaire avec leur distributeur habituel. Ce qui ne fait pas l'affaire de Mme Horne. Elle soutient être perdante car, dit-elle, en instaurant la livraison directe, Imperial Tobacco a haussé de 3 $ le prix consenti aux distributeurs. Cette hausse, explique-t-elle, est refilée aux détaillants, qui doivent maintenant payer de 4 $ à 4,50 $ de plus la cartouche. Mme Horne affirme qu'elle n'est plus concurrentielle.

La commerçante demande donc à la Cour supérieure d'obliger Imperial Tobacco à l'inclure dans la livraison directe, en plus de condamner l'entreprise à lui verser 100 000 $ en dommages moraux.

Catherine Doyle, porte-parole d'Imperial Tobacco, a refusé de commenter le litige puisqu'il est maintenant devant les tribunaux.

30 présumés trafiquants de drogue arrêtés à Québec

ÉLISABETH FLEURY
LE SOLEIL

QUÉBEC — Au lendemain de la condamnation des trois têtes dirigeantes d'un important réseau de distribution de cocaïne actif dans la capitale, la police de Québec a procédé à l'arrestation d'une trentaine de présumés trafiquants au cours de la journée d'hier.

L'opération, qui a débuté à 5 h hier, visait 37 personnes soupçonnées de trafic de cocaïne et de complot. Pas moins de 125 policiers ont participé à l'opération, baptisée projet Morse. Selon la police de Québec, le réseau de trafiquants était relié aux Hells Angels, bien qu'aucun membre du groupe de motards n'ait été arrêté.

« Le réseau écoulait environ un kilo de cocaïne par semaine et engendrait des profits nets de plus de 1,3 million de dollars par année », a indiqué hier l'agent François Y. Bouchard, porte-parole de la police de Québec.

La frappe d'hier s'inscrit dans la foulée de la condamnation, mardi, des trois dirigeants du réseau : Stéphane Poulin, 33 ans, Sylvain Rhéaume, 30 ans, et Éric Bilodeau, 32 ans. Les trois hommes ont reconnu leur culpabilité à diverses accusations, dont celle d'avoir fait le trafic de drogue pour le compte d'une organisation criminelle. Le trio a également plaidé coupable à un chef de gangstérisme.

Condamnés respectivement à 60, 56 et 48 mois de prison, Bilodeau, Rhéaume et Poulin devront purger la moitié de leur peine avant d'être admissibles à une libération conditionnelle.

Deux petits lynx de 8 mois au Biodôme



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Deux petits lynx du Canada ont élu domicile dans la forêt laurentienne du Biodôme de Montréal hier. Le mâle et la femelle sont âgés de 8 mois et ont déjà atteint les trois quarts de leur taille adulte. Le lynx du Canada n'a pas le statut d'espèce menacée selon la convention internationale sur le commerce d'espèces menacées (CITES), mais il est considéré à risque.

La Cour suprême maintient la culpabilité de l'agent Beaudry

PRESSE CANADIENNE

Le verdict de culpabilité pour entrave à la justice du policier Alain Beaudry, de Repentigny, est maintenu par la Cour suprême.

La Cour supérieure et la Cour d'appel avaient déclaré coupable le policier Beaudry pour avoir omis délibérément de recueillir les éléments de preuve nécessaires au dépôt éventuel d'accusations criminelles contre un autre policier, à l'égard duquel il avait des motifs raisonnables de croire qu'il avait conduit un véhicule en état d'ébriété. La décision de la Cour suprême n'est pas unanime.

Quatre juges sur neuf sont dissidents. Dans cette affaire, le policier Beaudry avait prétendu que sa décision constituait un exercice légitime de la discrétion policière alors que le ministère public y voyait un traitement de faveur. Les juges majoritaires font valoir que la preuve établit clairement que les faits à l'origine de l'intervention policière étaient sérieux.

BILAN ROUTIER

Québec attend pour sévir

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Malgré un bilan routier 2006 désastreux, le gouvernement Charest reporte à plus tard l'adoption d'éventuelles mesures coercitives à l'endroit des automobilistes.

Le nombre de décès et de blessés graves sur les routes est en hausse respectivement de 9 % et de 19 % en 2006 par rapport à la moyenne de 2001 à 2005.

Mais Québec préfère attendre l'automne prochain, probablement après les élections générales, avant de présenter sa politique de sécurité routière, qui pourrait inclure des mesures impopulaires comme l'implantation de photoradars et l'interdiction du cellulaire au volant.

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a indiqué, hier, que les délais décisionnels dans ce dossier n'ont rien à voir avec l'échéance électorale.

Comme son collègue des Transports, Michel Després, il dit faire confiance à la Table sur la sécurité routière, qui formulera ses recommandations à ce sujet le printemps prochain.

Pour l'instant, le gouvernement déploie des efforts supplémentaires de sensibilisation, dont une publicité choc de la Société de l'assurance automobile du Québec, qui sera diffusée dès lundi.

Selon le ministre Dupuis, il faut d'abord convaincre les automobilistes de modifier leur conduite, puisque 80 % des accidents sont causés par le comportement des usagers de la route.

D'autres campagnes de sensibilisation viseront la vitesse, l'alcool au volant, les motocyclistes et les piétons.



Répartition régionale des contrats de Boeing

« Harper choisit l'Ouest », dit Duceppe

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe a accusé le gouvernement conservateur d'être prêt à laisser tomber le Québec dans le dossier des avions militaires de Boeing hier aux Communes.



PHOTO TARIK TINAZAY, AGENCE FRANCE-PRESSE ©

Le dossier des contrats des avions militaires de Boeing est la preuve selon le Bloc québécois que le ministre Michael Fortier n'a pas d'écoute au sein du cabinet.

Selon le Bloc, le Québec pourrait devoir se contenter de miettes en retombées économiques si le gouvernement Harper refuse d'imposer des conditions de redistribution régionale aux contrats d'achat de quatre avions militaires C-17 de 3,4 milliards de dollars accordés à l'avionneur américain Boeing.

Car si le passé est le garant de l'avenir, Boeing continuera d'accorder ses sous-contrats dans une proportion de 70 % à ses deux usines situées dans l'ouest du pays, l'une à Winnipeg, au Manitoba, et l'autre à Richmond, en Colombie-Britannique, et à ses fournisseurs situés en Ontario, au lieu de brasser la majorité de ses affaires au Québec.

Or, le Québec, selon le Bloc québécois et le gouvernement Charest, devrait obtenir une proportion plus élevée des retombées de ces contrats, environ 55 %, ce qui représente l'équivalent de la proportion de l'industrie aéronautique qui est située au Québec.

Aux Communes, hier, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a utilisé les calculs du directeur du Groupe de recherche sur l'industrie militaire et la sécurité de l'Université du Québec à Montréal, Yves Bélanger, pour attaquer à nouveau le gouvernement Harper sur cette question.

Selon les calculs de M. Bélanger, 70 % des retombées de toutes les transactions conclues entre Boeing et l'industrie aérospatiale canadienne ont abouti dans l'Ouest et en Ontario l'an dernier. « Le *pattern* est clair et le gouvernement conservateur ne pouvait l'ignorer. Le premier ministre admettra-t-il qu'en agissant comme il le fait, son gouvernement choisit de laisser tomber le Québec au profit de l'Ouest et de l'Ontario ? » a lancé M. Duceppe aux Communes.

Le ministre de l'Industrie, Maxime Bernier, a répliqué que les entreprises québécoises sont tout à fait compétentes et capables d'obtenir leur juste part du gâteau. « La réalité est la suivante : les entreprises du Québec sont compétentes, les travailleurs de l'industrie aéronautique du Québec sont compétents et sont capables de concurrencer sur la scène mondiale pour obtenir les contrats nécessaires », a-t-il dit.

Ottawa a annoncé l'été dernier son intention d'accorder un lucratif contrat d'achats de quatre avions C-17 à Boeing sans appel d'offres. En retour, l'entreprise américaine doit investir au moins 1,2 milliard de dollars au Canada en équipements et en entretien, entre autres.

Depuis quelques jours, cette question des retombées économiques reliées à ce contrat divise certains ministres du gouvernement Harper. Le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, voudrait que le contrat soit signé le plus vite possible, quitte à passer outre la question de savoir où Boeing investirait l'argent.

Mais le ministre des Travaux publics, Michael Fortier, qui est l'ultime responsable de la signature du contrat et qui est aussi responsable de la région de Montréal, a déjà refusé de signer une première fois le contrat avec Boeing. Le ministre exigerait au moins 40 % des retombées pour le Québec. Toutefois, Boeing n'offrirait que 20 % des retombées économiques au Québec, ce qui serait une catastrophe pour l'industrie aéronautique de la province.

Le ministre Fortier, qui siège au Sénat, a refusé de répondre aux questions de la leader de l'opposition au Sénat, Céline Hervieux-Payette, mardi. Hier, le ministre était absent du Sénat.

Selon Gilles Duceppe, M. Fortier a manifestement perdu la bataille au cabinet sur cette question, ce qui pourrait nuire à son élection comme député dans la circonscription de Vaudreuil-Soulange au prochain scrutin. Il a aussi dénoncé son refus de répondre aux questions au Sénat.

« Il ne peut pas se lever ici (aux Communes) parce qu'il n'est pas là puis là où il est (au Sénat) il ne se lève pas plus. Ça va donner une belle carte de visite dans Vaudreuil, ça. Même quand il est présent, il ne se lève pas pour répondre. Je pense que Michael Fortier a perdu au cabinet, point à la ligne. C'est un autre ministre du Québec qui est prêt à vendre le Québec pour son poste de ministre », a-t-il affirmé.

RÉDUCTION ACCÉLÉRÉE DE LA DETTE

L'économiste Louis Gill s'en prend aux « lucides »

SILVIA GALIPEAU

Les « lucides » font fausse route en réclamant une réduction accélérée de la dette à tout prix. Car cette réduction a un prix, justement. Et le coût n'en vaut pas la chandelle.

C'est du moins la thèse que soutient l'économiste Louis Gill, qui rendait publique une étude sur la question hier, *Vieillissement de la population et finances publiques. La « futurologie à rebours » de Pierre Fortin et Luc Godbout*, laquelle passe au crible les projections de ces deux chercheurs respectés du public.

Rappelons qu'en octobre dernier, pour souligner le premier anniversaire du *Manifeste pour un Québec lucide (*œuvre d'un groupe présidé par l'ex-premier ministre Lucien Bouchard), le fiscaliste de l'Université de Sherbrooke Luc Godbout publiait un collectif, *Agir maintenant pour le Québec de demain*, lequel réunissait une série de réflexions sur l'avenir des finances publiques au Québec.

Pierre Fortin et M. Godbout y présentaient notamment des projections financières qui tiennent compte de l'évolution démographique prévue pour les 25 prochaines années. Résultat ? Si, dans 25 ans, le budget demeure en tout point identique à celui de 2005, le Québec se retrouvera dans une impasse financière de 14 milliards de dollars, concluait notamment M. Fortin.

« C'est de la futurologie à rebours, a dénoncé hier Louis Gill. Sans fondement scientifique. » Reprochant aux chercheurs d'avoir omis d'intégrer d'autres variables que la démographie (notamment la structure de production, « tout un pan extrêmement important »), il voit dans leurs résultats une « désinformation fondée sur des contre-vérités ».

Pire, dit-il, la suggestion d'investir massivement dans le service de la dette omet de tenir compte du coût de tels investissements. « Une réduction, même fort élevée, de la dette, ne permet de dégager qu'une marge de manœuvre minuscule à un coût prohibitif », dit-il, chiffres à l'appui.

Selon lui, mieux vaut aussi ne pas toucher à la dette, et tout miser sur l'augmentation du PIB. « L'enjeu, c'est d'accroître la productivité », dit-il. « Chaque dollar utilisé pour réduire la dette, c'est un dollar en moins pour les investissements en santé, en éducation, en infrastructures, qu'on devrait mettre maintenant pour accroître la productivité de demain. » Il y a quelques années, tout le mode était d'ailleurs de cet avis, a-t-il fait valoir. « En 1996 (au moment de la Conférence socioéconomique), c'était le consensus social : il fallait maintenir l'équilibre budgétaire et laisser aller la dette, qui diminuerait toute seule avec la croissance économique. Cette idée a été mise de l'avant par Lucien Bouchard, aujourd'hui chef de file des lucides ! »

Invité à réagir, le fiscaliste M. Godbout a déploré hier « l'attaque personnelle » de M. Gill. « C'est une attaque personnelle, au lieu de débattre du fond. On est en droit de s'inquiéter, a-t-il insisté. Le nombre de personnes âgées va plus que doubler en 25 ans ! »

Quant à la suggestion de M. Gill de miser sur la productivité, il ne cache pas son scepticisme : « J'aimerais y croire, mais je trouve que le risque est grand. J'aime mieux me tromper en mettant de côté dans le bas de laine des Québécois. »

Il n'a pas été possible de joindre M. Fortin hier.

Michel Audet réfléchit à son avenir politique

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le ministre des Finances, Michel Audet, a entrepris une réflexion qui pourrait bien le mener à tirer sa révérence.

Âgé de 66 ans, M. Audet, qui sonde présentement le cœur des Québécois pour savoir quelle orientation ils veulent donner au prochain budget, scrute en même temps son propre coeur pour savoir s'il doit ou non réclamer un nouveau mandat.

S'il refuse de dire qu'il a décidé de quitter son poste, il ne semble pas non plus enclin à affirmer qu'il a l'intention de rester. Poussé à préciser ses intentions quant à son avenir, il s'est contenté, hier, de dire qu'il n'avait « pas exclu » de se présenter à nouveau.

« La question qui se pose maintenant, c'est : " what's next ? " », a-t-il dit à propos de son avenir, lors d'une entrevue à la Presse Canadienne, dans le cadre de ses consultations prébudgétaires.

« Ce n'est pas une décision de quelques mois. C'est une décision de quatre ans. Il faut y réfléchir sérieusement », a ajouté le ministre, conscient que le temps joue contre lui, alors que le premier ministre Jean Charest pourrait être tenté de déclencher une campagne électorale dès le mois d'avril, selon toute vraisemblance.

S'il s'en allait maintenant, ce serait avec le sentiment du devoir accompli et la satisfaction d'avoir occupé le poste convoité de ministre des Finances.

« J'ai eu plusieurs carrières. C'est ma troisième carrière. J'en ai eu une dans la fonction publique, j'en ai eu une dans le secteur privé, j'en ai une maintenant que j'ai beaucoup aimée depuis les quatre dernières années. J'ai été pleinement occupé. J'ai été très bien utilisé par le premier ministre. J'en suis très heureux », a-t-il dit.

Actuellement, M. Audet pèse le pour et le contre. « Il y a une question de santé, qu'il faut évaluer. Une question également de famille », dit ce père de quatre grands enfants et de plusieurs petits-enfants qui a connu quelques ennuis de santé au cours de l'année.

S'il demeure dans l'équipe, il ne devrait pas avoir de difficulté, car il représente une des forteresses libérales, la circonscription de Laporte, en Montérégie, où il l'avait emporté par une confortable majorité de 8495 voix lors du scrutin de 2003. Puisque le ministre n'a pas pris sa décision, la soirée d'investiture dans Laporte n'a pas encore eu lieu et aucune date n'a été planifiée, contrairement à plusieurs dizaines de circonscriptions où le processus bat son plein à l'approche du scrutin.



ACTUALITÉS

PROCÈS DE ROBERT PICKTON

Un policier ment pour que l'accusé dise la vérité

ROSIE DIMANNO
TORONTO STAR

NEW WESTMINSTER, C.-B. — Comme bien des policiers, Bill Fordy a le gabarit d'un joueur de hockey. La différence, c'est qu'il en a réellement été un, il y a longtemps.

La réalité : Fordy, un sergent de la GRC appelé à témoigner hier lors du procès du présumé tueur en série Robert Pickton a été repêché en 1983 par les Whalers de Hartford, de la Ligue nationale de hockey.

Le mensonge : sa mère est morte du cancer.

Un autre mensonge, qu'il a lancé à Pickton lors de son interrogatoire : les policiers disposaient d'images satellites montrant le présumé assassin traînant le cadavre d'une femme à l'extérieur de sa ferme de Port Coquitlan.

Le hic, c'est que le policier Fordy avait promis à Pickton qu'il ne lui dirait que la vérité. « J'ai menti à M. Pickton quand je lui ai dit que je ne lui mentirais pas », a-t-il avoué hier au tribunal.



PHOTO FELICITY DON, REUTERS ©

Hier, en cour, on a appris que Robert Pickton avait quitté l'école à l'âge de 16 ans. Sa sœur et son frère le considéraient comme un idiot. Dans sa roulotte, il avait monté sur une plaque, comme un trophée, la tête d'un cheval. Sur le dessin, l'accusé (de dos) assiste à son procès pendant que le sergent Bill Fordy témoigne.

Un spécialiste

Bill Fordy est le policier qui a interrogé Pickton pendant sept longues heures le lendemain de son arrestation, le 23 février 2002. Il a tiré peu d'informations de cette première séance, alors qu'on suspectait Pickton de seulement deux meurtres de prostituées de Vancouver.

Spécialiste des interrogatoires et de l'utilisation du polygraphe, Fordy avait été dépêché à Vancouver pour prendre en main le cas Pickton. Le policier savait en outre qu'un agent double serait introduit dans la cellule du présumé meurtrier et que leurs conversations seraient filmées à son insu. Cette bande n'a toujours pas été jouée devant le tribunal.

Dans le témoignage précédent, celui de l'inspecteur de la GRC Don Adam entendu mardi, on avait appris que l'interrogatoire de Pickton avait été interrompu parce qu'on commençait à le trouver trop long. M. Adam avait également révélé qu'il avait été « troublé » par certaines erreurs qu'avait commises l'agent Fordy, notamment sur la quantité de sang trouvée dans la maison mobile et les types d'ADN trouvés sur une des pièces à conviction.

Il s'agit d'affirmations erronées, a convenu hier Bill Fordy, et non de tentatives délibérées de tromper Pickton. « Un mensonge, c'est quelque chose d'intentionnel. Comme le fait que je sais que ma mère n'est pas morte d'un cancer. Une affirmation erronée, c'est une erreur qui n'est pas volontaire. »

« Je dirais que j'en fais 10 ou 12 (de ces affirmations erronées). »

Provoquer l'empathie

L'objectif, a-t-il expliqué, était d'établir un « rapport » avec Pickton. C'est pour cette raison qu'il a parlé de sa propre mère, de sa grand-mère et de son fils : il souhaitait trouver un terrain d'entente, provoquer l'empathie du suspect. Pour établir ce lien de confiance, Bill Fordy a expliqué qu'il multipliait volontairement les contacts physiques avec Pickton, lui touchant un genou, le bras, lui tapotant même une fois la poitrine. « Je lui disais, si je me souviens bien, qu'il y avait du bien dans son cœur. »

La stratégie n'a guère eu de succès, Pickton répétant heure après heure qu'il ne connaissait pas les femmes disparues et n'avait rien à voir avec leur fin tragique. Ce qui ressemble le plus à un aveu, il l'a fait à l'agent Adam lorsqu'il a reconnu que la police trouverait des restes humains sur sa ferme. Il n'a toutefois jamais avoué sur cet enregistrement avoir tué qui que ce soit. Il a plaidé non coupable aux 26 chefs d'accusation de meurtres qui pèsent sur lui.

En fin de journée hier, le jury a tout de même pu prendre connaissance de quelques indices de l'énigme Robert Pickton. Il a quitté l'école à l'âge de 16 ans. Sa sœur et son frère le considéraient comme un idiot. Dans sa roulotte, il avait monté sur une plaque, comme un trophée, la tête d'un cheval. Son bon vieux cheval, selon ce qu'on a appris en cour. Il s'appelait Goldie.



Enlevés par des membres d'un gang de rue

MARCEL LAROCHE

Deux jeunes Montréalais ont vécu un véritable cauchemar, mardi soir, après avoir été enlevés et séquestrés pendant plusieurs heures par des membres d'un gang de rue. Ils ont finalement été retrouvés et libérés par la police. L'un des otages aurait même été frappé à la figure par ses ravisseurs.

Ce mystérieux enlèvement a commencé vers 20h30 mardi dans un parc public situé à l'angle des rues Baker et Toupin, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Après avoir été accostés par un groupe d'individus, les deux jeunes hommes âgés de 19 ans auraient été forcés de monter à bord d'un véhicule, puis conduits dans un appartement de l'Ouest, où ils auraient été séquestrés.

Identifiés à un gang de rue mêlé au trafic des stupéfiants, les ravisseurs auraient eux-mêmes communiqué avec les parents des otages pour réclamer une rançon de plusieurs milliers de dollars en échange de leur libération.

En état de choc et inquiets à la suite des menaces proférées par les ravisseurs, les parents ont aussitôt alerté le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui a dépêché des enquêteurs pour amorcer les recherches.

Lorsqu'on a constaté qu'il s'agissait bel et bien d'un enlèvement, l'enquête a été transférée aux policiers de la Section des crimes majeurs du SPVM, qui ont déclenché une vaste opération de ratissage dans le but de retrouver les deux jeunes hommes.

Après avoir effectué plusieurs vérifications et établi des contacts avec les ravisseurs qui réclamaient toujours le versement d'une rançon, les policiers ont finalement repéré les cinq suspects, qui voyageaient à bord d'un véhicule intercepté vers 4h hier matin sur le boulevard Henri-Bourassa, dans le nord-est de Montréal. L'arrestation des suspects a été suivie quelques minutes plus tard par la libération des deux otages.

Les cinq présumés responsables de cet enlèvement sont âgés de 18 à 21 ans; trois d'entre eux possèdent des antécédents judiciaires. Ils étaient toujours détenus pour interrogatoire hier soir, à la Section des crimes majeurs, et devraient comparaître aujourd'hui sous plusieurs chefs d'accusations, dont enlèvement, séquestration, possession d'arme et menaces de mort.

CONDAMNÉ EN 1959

Un espoir pour Steven Truscott

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — De nouveaux éléments de preuve jamais dévoilés auparavant pourraient prouver que la condamnation de Steven Truscott pour meurtre en 1959 reposait sur des « sophismes » et qu'il est innocent du meurtre et du viol de Lynne Harper, a indiqué hier un avocat de la défense à la Cour d'appel de l'Ontario.

Les caméras de télévision ont filmé pour la première fois la procédure devant la cour ontarienne alors que Truscott tentait d'être disculpé pour le crime dans l'ombre duquel il vit depuis près d'un demi-siècle.

Truscott était âgé de 14 ans lorsqu'il a été condamné. Il était alors le plus jeune Canadien à être condamné à mort. Sa sentence a toutefois été remplacée en 1960 par une peine d'emprisonnement à vie. Il a passé 10 ans en prison avant d'être libéré sous conditions en 1969. Truscott a poursuivi sa vie et fondé une famille. Ce n'est qu'en 2000 qu'il a décidé de se défendre publiquement et de faire renverser sa condamnation, espérant ainsi blanchir sa réputation.

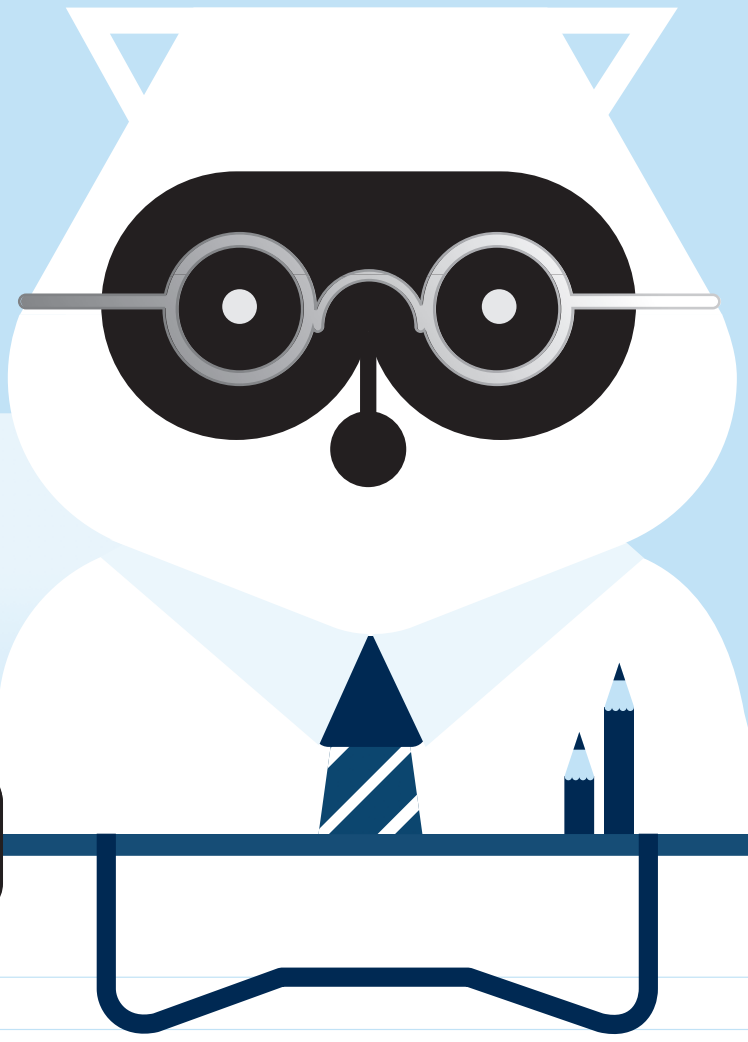
En vertu des nouveaux éléments de preuve et de l'avancement des sciences légistes, l'avocat de la défense James Lockyer a indiqué à un groupe de cinq juges que « la condamnation de Truscott devrait être annulée (et) qu'un verdict d'acquittement devrait être rendu ».

Selon Me Lockyer, la malchance de Truscott a pris fin en 1998, lorsqu'il a finalement pu accéder aux archives contenant les éléments de preuve de son dossier. Certains de ces éléments n'avaient pas été dévoilés à Truscott à l'époque.

Selon des témoignages entendus plus tôt par la cour, les éléments de preuve non dévoilés étaient liés à certains témoins qui avaient vu Truscott et la victime, Lynne Harper, à différents moments, dans les heures précédant et celles suivant immédiatement sa disparition.

porter

C’est évident.
Porter est le plus rapide vers le centre ville de Toronto.
Point final.



Durée habituelle du trajet jusqu’au centre-ville de Toronto**

	porter	Compagnies Aériennes de Pearson	Train
Montréal	1 h 46	2 h 34	4 h 25
Ottawa	1 h 32	2 h 24	4 h 20

**Basé sur un départ de la gare Union Station de Toronto, temps de déplacement terrestre à partir de Google Map, heure d’enregistrement recommandé et durée du trajet tel qu’affiché.

Imaginez la différence en heure de pointe .

Montréal à l’aéroport du centre ville de Toronto 9 fois par jour.
à partir de
$99*

* Le tarif est pour un aller simple et n’inclut pas les taxes, frais et surcharges. Sujet à disponibilité.

Ottawa à l’aéroport du centre ville de Toronto 10 fois par jour.
à partir de
$99*

* Le tarif est pour un aller simple et n’inclut pas les taxes, frais et surcharges. Sujet à disponibilité.

Réservez en ligne sur www.flyporter.com, appelez 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

www.flyporter.com

3458574A

3458577

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS
Obama inexpérimenté ?

Le président américain a jugé hier que le démocrate Barack Obama, étoile montante de la politique et candidat possible à sa succession, est « séduisant » et « clair », mais a encore du chemin à parcourir. « J'ai été impressionné quand je l'ai rencontré en personne, mais il a encore un long chemin à faire avant d'être président », a dit George W. Bush sur la chaîne conservatrice Fox News. Si Obama se lance dans la course et est élu, il sera le premier président noir de l'histoire du pays. AFP

HAÏTI
Les Casques bleus à Cité Soleil

Les forces de l'ONU ont mené hier à l'aube une nouvelle opération à Cité Soleil, le plus grand bidonville de la capitale haïtienne, contrôlé en partie par des groupes armés. Plus de 300 Casques bleus, 25 véhicules blindés et des hélicoptères ont été mobilisés pour cette opération qui visait à « prendre le contrôle d'une maison utilisée par des gangs comme base de leurs activités », selon l'ONU. Mardi à New-York, le représentant spécial en Haïti du secrétaire général de l'ONU, Edmond Mulet, a indiqué que les Casques bleus poursuivraient leurs efforts pour rétablir le calme dans le pays. AFP

ALLEMAGNE
La CIA épinglée

La justice allemande a délivré hier 13 mandats d'arrêt contre des agents supposés de la CIA, soupçonnés d'avoir enlevé en 2003 en Macédoine l'Allemand d'origine libanaise Khaled el-Masri, un cas de transfèrement secret attribué au service secret états-unien. Le Parquet a indiqué que ces personnes étaient vraisemblablement des agents de la CIA et pour la plupart domiciliées en Caroline du Nord. On compterait deux femmes. AFP

VENEZUELA
Feu vert à Chavez

Le président vénézuélien Hugo Chavez dispose officiellement depuis hier des pleins pouvoirs pour tracer les grandes lignes de sa « révolution socialiste ». Entérinée la veille par le Parlement qui lui est acquis en raison du boycottage des législatives par l'opposition en 2005, la loi d'« habilitation » autorise le chef de l'État à gouverner par décrets pendant 18 mois. Une cérémonie a été organisée hier pour marquer l'événement à Caracas. AFP

IRAN
Nucléaire d'ici peu

L'Iran pourra produire une arme nucléaire d'ici à deux ou trois ans, affirme l'International Institute for Strategic Studies dans son rapport mondial 2007 sur les forces armées publié hier. Téhéran « est probablement sur le point d'atteindre son objectif d'installer 3 000 centrifugeuses d'ici à la fin mars ou peu après », indique l'institut. Lorsque ce sera fait, l'Iran aura besoin de plusieurs mois supplémentaires pour produire 25 kg d'uranium hautement enrichi, quantité suffisante pour une arme à implosion. AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

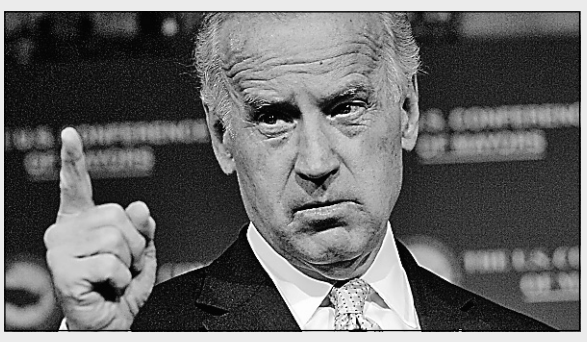


PHOTO MANNIE GARCIA, AFP

Joe Biden

800

Le sénateur américain Joseph Biden, 64 ans, a confirmé hier qu'il se lançait dans la course à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008, se décrivant non sans humour comme « le 800e candidat ». Il faisait bien sûr référence à l'avalanche de candidatures déclarées dans les partis républicain et démocrate ces dernières semaines. Représentant le petit État du Delaware au Sénat depuis 1973, il est actuellement président de la commission des Affaires étrangères et un des plus féroces critiques de la gestion de la guerre en Irak.
AFP

Appel à la mobilisation contre la pauvreté

JOONEED KHAN

Dans un monde où tout est urgence pour des milliards de pauvres, une vaste mobilisation des consciences et des énergies s'impose dans les pays riches pour faire changer les choses, comme celle qui se dessine sur le changement climatique.

Venu à Montréal promouvoir des rapports du Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF) et consulter des alliés, Nigel Fischer, président d'UNICEF-Canada, a admis que les textes des organismes spécialisés de l'ONU, prévisibles depuis 60 ans, « donnent l'impression d'un train-train de gestion alors que les inégalités globales ne cessent d'empirer ».

« Le problème de base, c'est que la lutte contre la pauvreté et l'investissement massif dans le développement, ça n'apporte pas de vote aux partis politiques au moment des élections. C'est pour ça, comme l'a dit l'ancien premier ministre Joe Clark, il faut *créer un puissant électorat, à partir de la base, pour réduire les inégalités mondiales* », a confié Fisher lors d'une rencontre hier avec *La Presse*.

« La cible de 0,7 % du Revenu intérieur brut (RIB) pour le budget de l'Aide publique au développement (APD), fixée par Lester Pearson en 1969, c'était l'œuvre de l'élite, ça ne venait pas des Canadiens ordinaires. Aujourd'hui, notre APD atteint à peine la moitié de cet objectif. Ce qu'il nous faut, c'est une mobilisation de la base », a-t-il dit.

Les urgences oubliées

Fisher a présenté deux textes, le rapport 2007 intitulé *La situation des enfants dans le monde* et un rapport sur *L'Action humanitaire de l'UNICEF* rendu public lundi.

Truffés de chiffres et de drames comme tous les rapports annuels de l'ONU, l'un dénonce « la double discrimination », sexuelle et sociale, qui frappe les femmes dans les pays pauvres, où la crise empire en permanence, avec ou sans guerre ou catastrophe naturelle; l'autre rappelle que l'organisme attend encore 635 millions US pour gérer 33 situations d'urgence humanitaire « oubliées » dans le monde.

Le Soudan, avec la crise du Darfour, vient en tête, suivi de la corne de l'Afrique frappée tour à tour par la sécheresse et les inondations. Mais l'Europe de l'Est et la Russie y sont aussi, avec l'Asie du Sud qui « compte le plus grand nombre d'enfants vivant dans une pauvreté absolue », et l'Irak, le Liban et les Territoires palestiniens.

Au-delà de « la riposte humanitaire » face aux catastrophes, l'UNICEF souligne que son rôle est aussi « préventif et proactif », avec des soins de santé de base, des services essentiels comme l'eau et l'alimentation, et l'accès à l'éducation.

Appel à la cohérence

« La plus grave des urgences oubliées est celle de l'appauvrissement continu de milliards de gens, découlant des inégalités structurées dans le système mondial », a reconnu Fisher.

« C'est l'UNICEF qui a dénoncé, avec *L'Ajustement à visage humain* publié en 1986, l'effet désastreux des Programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI. Ça fait 21 ans et rien n'a changé, les choses continuent d'empirer », a-t-il dit.

Commentant l'initiative d'Hérouxville, en Mauricie, où la municipalité veut imposer aux immigrants des « normes de vie » compatibles avec la Charte canadienne des droits, Fisher demande « de la cohérence » et souhaite que les élus pressent aussi le pouvoir canadien à honorer, mondialement, la Charte internationale des droits ainsi que les Conventions sur les droits civils et politiques autant que sur les droits économiques, sociaux et culturels.

« Le service de la dette force les pays pauvres à fermer les écoles et les hôpitaux, même là où il n'y a pas de talibans, nos investissements privés ne tiennent pas compte comme il faut du respect des droits humains. Il y a là de quoi mobiliser les Canadiens. Sinon, il y aura toujours des milliards pour faire la guerre, comme en Afghanistan, et des miettes pour investir dans le développement », a-t-il conclu.



HENRY ROMERO, REUTERS

Syndicats et partis de gauche ont manifesté hier à Mexico pour demander au gouvernement de contrôler la hausse « insupportable » des prix. « Sans maïs, il n'y a pas de pays », ont écrit ces manifestants sur leur banderole.

CRISE DE LA TORTILLA AU MEXIQUE

Les démunis prennent les rues d'assaut

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

MEXICO — La crise de la tortilla pourrait-elle être le premier faux pas du président Felipe Calderon, qui a commencé son mandat le 1er décembre dernier ?

Les syndicats et les partis de gauche, accompagnés par de nombreuses organisations paysannes, ont en tout cas donné hier soir un coup de semonce au dirigeant conservateur en réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes sur la place du Zocalo, à Mexico.

Passant en l'espace de quelques mois de six à neuf pesos (soit environ un dollar canadien) le kilo, la tortilla a suivi la hausse des cours mondiaux de son principal ingrédient, le maïs.

Les mères de famille, les retraités et autres petits employés qui ont manifesté après leur journée de travail avaient cependant bien d'autres griefs envers le gouvernement.

« J'achète deux kilos de tortilla par jour pour moi, mon fils, mes quatre petits-enfants, et ça me coûte déjà 16 pesos par jour, maugrée Julia Cervantes, assise sur son siège pliant. Mais il n'y a pas que ça : la viande est à 80 pesos, le gaz augmente tous les mois, l'électricité tous les deux mois. Avec le salaire minimum – 50 pesos par mois – je n'y arrive plus. »

Julia, habitante de la capitale, avoue ouvertement sa dévotion pour Andres Manuel Lopez Obrador, l'ancien candidat de la gauche à la présidence. Présent à la tête de la manifestation, celui que tous les Mexicains appellent AMLO a profité de cette crise de la tortilla pour faire son retour sur la scène politique.

Sur l'immense Zocalo, où il a déjà appelé à d'innombrables manifestations pour sa campagne électorale, puis pour dénoncer une fraude qui l'aurait privé de victoire, AMLO est chez lui.

Mais hier, il n'était pas seul. Les syndicats d'ouvriers, de paysans ou même de fonctionnaires bénéficiant d'un travail salarié avaient également appelé à manifester pour la souveraineté alimentaire, pour une augmentation « urgente » des salaires, et contre l'explosion des prix.

C'est pour cette dernière revendication que Camilla, encore vêtue de son uniforme d'infirmière, a aussi fait le déplacement. Elle gagne entre 260 et 320 dollars canadiens par mois, après 20 ans de travail, et « n'arrive pas à (s'en) sortir ». « Par rapport au début de ma carrière, mon pouvoir d'achat a été divisé par deux, souligne-t-elle. Je dois me sacrifier pour mes trois enfants… Deux d'entre eux font des études, je ne sais pas s'ils vont continuer. »

Dans un autre pays, cette augmentation du prix d'une simple galette de maïs n'aurait pas déclenché un tel mouvement social. Mais la tortilla, sans laquelle on ne peut imaginer un repas au Mexique, est ici une véritable affaire d'État.

Le président Calderon a tenté le 18 janvier dernier de calmer la colère populaire en dénonçant « les spéculateurs, les accapareurs », et en négociant un prix-plafond avec les industriels. Un répit dont il bénéficiera jusqu'en avril prochain, date à laquelle l'envolée de la tortilla pourrait une fois de plus faire trébucher le président mexicain.

Bâtissez votre portefeuille en toute confiance.

Nos outils tout simples et nos recherches poussées sur les placements sont conçus pour vous aider à définir vos objectifs et à trouver la bonne combinaison de placements. › rbcplacementsendirect.com

RBC Placements en Direct mc

RBC

JE CHOISIS › RBC mc

3451348A

3451352

RBC Placements en Direct Inc.* et Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. RBC Placements en Direct Inc. n'offre pas de conseils ni de recommandations relativement à l'achat ou à la vente de titres. Les investisseurs sont responsables de leurs propres décisions de placement. RBC Placements en Direct est une appellation commerciale utilisée par RBC Placements en Direct Inc. * Membre du FCPE. ® Marque déposée de la Banque Royale du Canada. Utilisée sous licence. mc Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. © 2007. Tous droits réservés.

L'appel de l'Eldorado espagnol

Près d'un Roumain sur cinq travaille à l'étranger, un phénomène qui risque de s'accentuer avec la récente entrée du pays dans l'Union européenne. Dans son troisième reportage sur la Roumanie, notre envoyé spécial visite le petit village de Peretu, au sud-ouest de Bucarest, où pratiquement toutes les familles reçoivent le soutien financier de proches en exil.



MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL
ROUMANIE

PERETU — Florea Tabacitu n'est pas peu fier de la résidence de sa fille, un rutilant bâtiment vert de trois étages qui apparaît, comme un point d'exclamation, au milieu du village de Peretu.

« La priorité, c'était d'abord de s'occuper de la maison des enfants. La nôtre sera refaite cet été », souligne l'homme de 57 ans, qui entend utiliser une peinture de couleur vive contrastant fortement avec la grisaille du hameau boueux, situé en pleine campagne à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Bucarest.

Les ambitions immobilières de ce cheminot à la retraite, qui porte une vieille vareuse et un pantalon usé à la corde, peuvent difficilement se concilier avec sa modeste rente de 150 $ par mois. Il faut plutôt chercher l'explication ailleurs, plus spécifiquement en Espagne, où vit depuis quelques années un fils qui lui envoie régulièrement de l'argent.

Il est difficile de rencontrer quelqu'un dans le village qui ne compte pas, comme lui, sur l'aide d'un proche parti tenter sa chance en Europe de l'Ouest.

« Moi, j'ai un fils qui est allé s'établir là-bas il y a 10 ans... S'il était resté ici, il aurait crevé de faim », lance Maria Zamfir tandis que passe, à l'arrière-plan, une voiture immatriculée en Espagne.

Son occupant, d'origine roumaine, fait du commerce entre les deux pays, précise Mme Zamfir, en montrant aussitôt du doigt le conducteur d'un autre véhicule qui circule en sens inverse. « Lui aussi, il a un fils en Espagne », lance la dame de 63 ans, qui a pu séjourner trois mois l'année dernière dans la demeure de son enfant.

« C'est très bien là-bas, c'est une civilisation riche. Par rapport aux Espagnols, nous sommes comme les Tziganes par rapport aux Roumains », souligne-t-elle en faisant allusion à la population rom du pays, marginalisée et très pauvre.

Mme Zamfir se réjouit que son fils soit parti en emmenant femme et enfants, évitant ainsi de trop douloureux déchirements à la famille.

Plusieurs autres résidants de Peretu, faute de mieux, confient leurs enfants à leurs grands-parents avant de s'exiler, parfois pour des mois ou des années, et doivent se contenter de communiquer avec eux par téléphone ou de les voir au cours de rares visites.

« C'est très bien là-bas, en Espagne. C'est une civilisation riche. Par rapport aux Espagnols, nous sommes comme les Tziganes par rapport aux Roumains. »

La directrice de l'école du village, Magda Adriana Radoi, souligne que 174 de ses 730 élèves se trouvent dans cette situation. « Pour les élèves moyens, les résultats scolaires tombent complètement quand les parents partent. Ils n'arrivent plus à tenir le rythme en raison du manque d'encadrement », souligne l'éducatrice en précisant que les grands-parents sont souvent rapidement dépassés par la situation.

Bien que la Roumanie ait été secouée par quelques cas de suicide de jeunes imputés à ces séparations forcées, Mme Radoi affirme ne pas avoir constaté de détresse psychologique marquée chez les enfants du village.

Ionut Dragsanu, adolescent de 14 ans rencontré à l'entrée de l'établissement, hausse les épaules avec indifférence lorsqu'on lui demande si sa mère, partie il y a quelques jours en Espagne pour une période indéterminée, lui manque.

« C'est la troisième fois qu'elle s'en va », souligne le jeune homme tandis que se dandinent, à l'arrière-plan dans la cour de l'école, une bande d'oies blanches.

La situation de Peretu, comme le souligne la directrice de l'école, n'a rien d'exceptionnel. Elle est même plutôt « typique » à l'échelle roumaine, puisque l'on estime qu'environ 20 % de la population active du pays travaille à l'étranger, l'Espagne et l'Italie étant les destinations les plus prisées. Les expatriés renvoient bon an mal an plus de quatre milliards de dollars par année à leur famille.

Le gouvernement de Bucarest ne s'attend pas à ce qu'il y ait un nouveau départ massif vers l'Ouest même si la récente entrée du pays dans l'Union européenne rend la migration encore plus facile.

Le pays, qui voit son économie croître à un rythme de plus de 5 % par année, s'inquiète du manque de main-d'œuvre et envisage de délivrer des milliers de visas à des travailleurs venus d'Asie pour combler ses besoins.

Des dizaines de milliers de demandes ont par ailleurs été déposées par des ressortissants moldaves, qui chercheraient, pour la plupart, une porte d'entrée pour travailler plus à l'ouest, quitte à se placer en position d'illégalité.

Une aventure à laquelle bien peu de résidants de Peretu trouveront quelque chose à redire.

« Vous savez, c'est comme ça... Les jeunes vont vers les endroits où ils peuvent faire de l'argent. S'il n'y a rien ici, ils vont aller là-bas », souligne Florea Tabacitu.

DEMAIN

Des fleurs pour Ceausescu

Complot terroriste déjoué en Grande-Bretagne

Neuf suspects projetaient d'enlever un soldat et de le décapiter

AFP ET AP

BIRMINGHAM, Royaume-Uni — La police a déjoué, hier, à Birmingham un complot terroriste présumé qui devait, selon des sources sécuritaires, mener au rapt d'un soldat britannique musulman, à sa décapitation et à la diffusion de sa mise à mort sur Internet.

Huit Britanniques d'origine pakistanaise ont été arrêtés lors de raids menés par la police du West Midlands et par Scotland Yard dans 12 lieux de Birmingham aux petites heures du matin. Un neuvième suspect a été interpellé sur une autoroute.

Ces personnes prévoyaient de reproduire le modèle des enlèvements d'étrangers en Irak, ont indiqué des sources des services de sécurité.

La cible a été identifiée et placée sous protection. Il s'agit d'un soldat musulman de l'armée britannique, âgé d'une vingtaine d'années et ayant servi en Afghanistan.

L'opération, déjouée après six mois d'enquête, était « imminente », a déclaré une source sécuritaire. La police a indiqué que les personnes détenues étaient suspectées « d'avoir ordonné, préparé ou organisé des actes de terrorisme ».

Opération majeure

L'action policière a été qualifiée de « majeure » par le ministère de l'Intérieur. Elle « n'est d'aucune façon terminée », a affirmé David Shaw, commissaire adjoint de la police du West Midlands.

Les suspects ont été arrêtés dans des maisons distinctes. Quatre commerces ont été bouclés et fouillés. Il s'agit d'une librairie musulmane et d'un cybercafé à Sparkhill, et de deux commerces à Alum Rock.

La population de ces quartiers est surtout originaire d'Asie, en particulier du Pakistan.

Ansar Ali Khan, conseiller municipal travailliste de Birmingham, a indiqué que les suspects étaient britanniques d'origine pakistanaise. Il a parlé au père de l'un d'eux. « Il est sous le choc que son fils ait été arrêté, a-t-il dit. Il a servi la communauté pendant 30 ans et il est fier d'être britannique. Il ne peut pas imaginer que son fils ait un quelconque lien avec cette sorte d'activité. »



DARREN STAPLES, REUTERS

Examinant ici des poubelles dans une rue de Birmingham, la police britannique était sur les dents, hier, après qu'un complot terroriste eut été déjoué.

La tension monte

L'affaire de Birmingham rappelle aux Britanniques l'enlèvement en septembre 2004 à Bagdad de Kenneth Bigley, 62 ans. Son exécution par décapitation, trois semaines plus tard, avait été filmée.

L'enlèvement d'étrangers est souvent utilisé en Irak pour faire pression sur les pays qui soutiennent la coalition étrangère afin qu'ils retirent leurs troupes.

Chez les musulmans de Birmingham, la colère gronde.

« Les policiers défoncent les portes pour n'importe quoi. Ils n'aimeraient pas qu'on traîne leurs parents hors du lit au milieu de la nuit. Ce sont des ordures », enrage Imran Khan, 19 ans, d'origine pakistanaise, en crachant sur le trottoir.

Shabir Hussain, vice-président d'un centre islamique, estime que les effets se font déjà ressentir. « Une voiture est passée avec quelqu'un qui a crié *Bande de bâtards noirs* quand je parlais à la télévision », raconte-t-il.

« Même si ces gars ne sont pas coupables demain, les gens ne vont plus venir dans nos magasins, dans le quartier. Cela va nuire à l'intégration », se désole-t-il.

OBTENEZ-EN PLUS AVEC LA PONTIAC G5 ÉDITION SPÉCIALE (INCLUANT LES OOOH ET LES AAAH !)

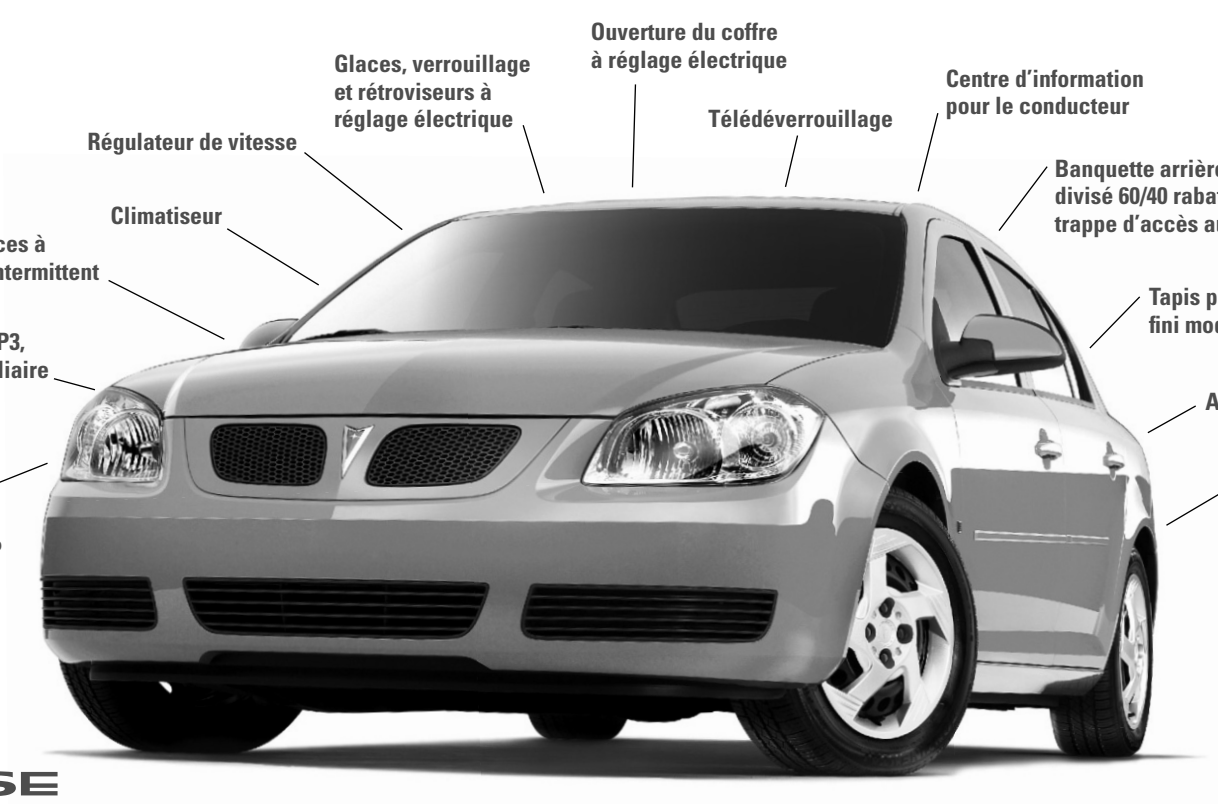
PONTIAC CARBUREZ À L'ÉMOTION

L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE

GM Canada

Vous pourriez gagner un des 100 superbes véhicules 2007[3].

Ouverture du coffre à réglage électrique
Glaces, verrouillage et rétroviseurs à réglage électrique
Centre d'information pour le conducteur
Télédéverrouillage
Régulateur de vitesse
Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable et trappe d'accès au coffre
Climatiseur
Essuie-glaces à balayage intermittent
Tapis protecteurs, fini moquette
Lecteur CD et MP3, prise audio auxiliaire
Aileron arrière
Moteur 2,2 L 4 cyl. ECOTEC à DACT de 148 HP
Colonne de direction inclinable



G5 SE

MENSUALITÉ
209 $[2]
Comptant : 1 604 $
Location : 48 mois
229 $[2] Comptant : 687 $ Location : 48 mois
244 $[2] Comptant : 0 $ Location : 48 mois
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS

PONTIAC
BUICK
GMC

GM Canada
LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[2] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[2] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[2]

Informez-vous au sujet des 3 mois d'essai gratuit du service XM[4].

PRIME GM POUR ÉTUDIANTS .ca
GM paie les 2 premières mensualités[5] !

gmcanada.com

3456555A

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2007 suivant : G5 SE (2AL69/1SA). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 15 ¢/km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 3. Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidants du Canada qui sont majeurs dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 28 février 2007. À l'ouverture du concours, les véhicules de l'année modèle 2007 suivants seront disponibles comme prix : Chevrolet – Aveo LS berline/5 portes, Cobalt LT berline/coupé, Avalanche LS, Silverado LT 1500 multiplace ; Pontiac/Buick/GMC – Wave berline/5 portes, G5 SE berline/coupé, Lucerne CXL V6, Acadia SLT TA, Sierra SLE 1500 multiplace ; Saturn – Aura XE, Outlook XR 4RM, Sky Red Line. Les gagnants d'un prix constitué d'un véhicule recevront un véhicule (transport, taxe selon le poids, taxe sur le climatiseur, taxes de vente, taxe écologique, TVQ, TPS et TVH applicables incluses). Les véhicules devront être choisis parmi ceux disponibles chez le concessionnaire chez qui le participant s'est inscrit au concours le ou avant le 28 février 2007. Le véhicule remis en prix peut être différent de celui montré. Les gagnants potentiels devront répondre correctement à une question réglementaire d'ordre mathématique. Les chances de gagner un véhicule fluctueront pendant la période du concours en fonction du nombre de participations reçues. En se basant sur 500 000 participations, les chances de gagner un des véhicules assignés à une région est de 1 sur 5 000. 4. Pour plus de renseignements, visitez gm.xmradio.ca. Le nom XM et ses logos sont des marques déposées de XM Satellite Radio Inc. 5. La GMCL effectuera les deux premiers versements mensuels des contrats de financement GMAC d'une durée maximale de 72 mois seulement, jusqu'à concurrence de 600 $ par mois (taxes comprises). L'offre s'applique aux contrats LocationPlus ou aux contrats de financement avec GMAC et conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais de permis, d'assurance, d'immatriculation et d'administration ne sont pas compris et pourraient être exigibles au moment de la signature du contrat. Ce programme n'est pas offert aux personnes qui ont déjà bénéficié d'un autre programme pour étudiants/diplômés de la GM. Pour tous les détails sur le programme, consultez primegmpouretudiants.ca. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. **Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

3456557

MONDE

Coupable d'avoir tué son mari pour 250 000 $



NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES

Pour une femme qui venait de perdre son mari, Cynthia Sommer se portait plutôt bien. Le cercueil était à peine en terre qu'elle dépensait des milliers de dollars pour se faire grossir les seins et organiser des fêtes monstres.

C'était en 2002. À l'époque, Mme Sommer répétait à qui voulait l'entendre qu'elle célébrait sa liberté, brimée durant son mariage par un militaire autoritaire.

Mardi, un jury californien a plutôt déclaré la femme de 32 ans coupable d'avoir empoisonné son mari à l'arsenic afin de toucher son assurance vie de 250 000 $.

L'histoire surréelle a débuté en 2002, quand le sergent Todd Sommer, marine de 23 ans, a eu un malaise alors qu'il se trouvait dans la résidence familiale sur la base militaire de San Diego.

Sa femme s'est précipitée sur le téléphone pour composer le 9-1-1. « Mon mari est malade, il ne respire plus. Vite, envoyez une ambulance ! » l'entend-on crier dans un enregistrement présenté durant le procès.

M. Sommer, homme athlétique en parfaite santé, est mort 10 jours plus tard des suites de ce que les médecins croyaient être une crise cardiaque.

Or, sa femme n'a pas attendu le décès pour entamer sa nouvelle vie. Son mari sur son lit de mort, elle s'est inscrite à un site de rencontres par Internet, et a visité un chirurgien plastique pour s'informer des opérations disponibles.

Mme Sommer, qui travaillait comme caissière chez Subway, s'est aussitôt mise à dépenser l'argent de l'assurance vie de son mari.

Quelques semaines après l'enterrement, la mère de quatre enfants, dont un avec le mari défunt, passait sous le bistouri. Sa nouvelle silhouette lui a tellement plu qu'elle s'en est vantée auprès des femmes des autres militaires. Peu après, Mme Sommer a été aperçue en train de participer à des concours de « wet t-shirt » dans les bars de Tijuana, la ville voisine.

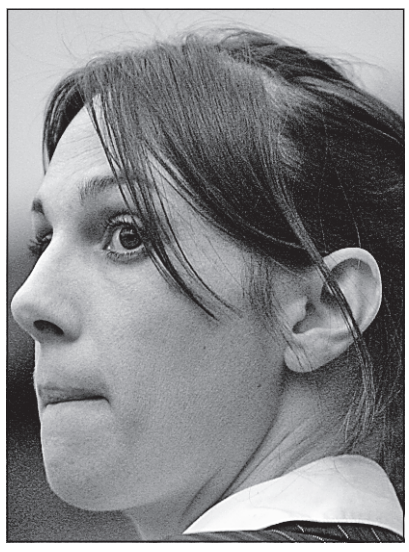


PHOTO K.C. ALFRED, ASSOCIATED PRESS

Cynthia Sommer a mené la belle vie sitôt son mari sur son lit de mort. Cela l'a trahie. Elle l'avait empoisonné à l'arsenic pour toucher son assurance vie.

« Elle faisait la fête comme une rock star », a résumé la procureur Laura Gunn durant le procès.

Or, l'âge du défunt et son excellente santé physique ont poussé les enquêteurs de la marine à y regarder de plus près. Un an après le drame, des tests réalisés sur les organes du défunt (prélevés pour fins de transplantation) ont déterminé que les reins de M. Sommer étaient saturés d'arsenic.

En novembre 2005, Mme Sommer a été arrêté et accusée de meurtre prémédité.

Fait étonnant, Mme Sommer a été condamnée cette semaine sur la seule base des preuves circonstancielles présentées contre elle. Son comportement festif et ses dépenses excessives ont convaincu le jury qu'elle était responsable de la mort de son mari. Selon la poursuite, l'arsenic provenait des appâts utilisés dans les pièges anti-fourmis.

L'avocat de Mme Sommer a indiqué que sa cliente avait été « anéantie » dans les jours qui ont suivi la mort de son mari, et qu'elle a ensuite changé de vie pour faire son deuil. « Chacun vit son deuil différemment », a-t-il dit.

Le jury, composé de sept femmes et cinq hommes, a rejeté cette interprétation. Selon leur jugement, Mme Sommer était la seule personne de l'entourage du défunt à avoir un intérêt financier dans cette affaire. Elle était également la seule personne capable de lui administrer une dose mortelle d'arsenic sans qu'il s'en aperçoive.

Mardi, lors de la lecture du jugement, les caméras de la cour ont montré une femme au visage blême. Quand le verdict est tombé, la prisonnière n'a pas bronché. Puis elle a pris son visage à deux mains et a lentement fait « non » de la tête. Mme Sommer connaîtra sa sentence le 13 mars prochain. Elle risque la prison à vie.



3457906

Reconstruction de l'Irak

Gaspillages en série

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — Des dizaines de millions de dollars de l'aide à la reconstruction de l'Irak ont été gaspillés par le gouvernement américain, selon un rapport officiel remis hier.

La guerre en Irak a déjà coûté aux contribuables américains plus de 300 milliards de dollars US, dont 21 milliards pour la reconstruction, avec « à ce jour un succès limité », estime l'inspecteur général Stuart Bowen Jr dans son audit trimestriel.

D'après ce document, le département d'État américain a par exemple payé 43,8 millions US à DynCorp International pour réaliser dans la banlieue de Bagdad des logements pour les formateurs de la police irakienne. Or, ce complexe résidentiel reste vide depuis des mois.

Environ 4,2 millions US ont servi à la construction d'une piscine olympique et à l'acquisition d'un parc de 20 caravanes. Ces dépenses ont été décidées par le ministère irakien de l'Intérieur sans l'aval des États-Unis.

Des responsables américains ont aussi dépensé 36,4 millions US pour des véhicules blindés, armures corporelles et des équipements de communication dont on ne trouve plus de trace.

3454636A

FORUM

Une répétition de 2002-2003

Depuis quelques semaines, l'administration Bush distille des nouvelles alarmantes sur le caractère « démoniaque » de l'Iran



JOCELYN COULON
COLLABORATION SPÉCIALE

Un air de déjà vu règne présentement à Washington. Il y a quatre ans, l'opinion publique avait été chauffée à blanc afin de lui faire croire à la dangerosité du dictateur édenté de Bagdad. Depuis quelques semaines, l'administration Bush distille ses nouvelles alarmantes sur le caractère « démoniaque » de l'Iran. Une nouvelle guerre se prépare.

À l'hiver 2002-2003, les membres de l'administration républicaine affrontaient des élites divisées et une opinion publique réticente quant à leurs préparatifs de guerre contre l'Irak. Qu'à cela ne tienne, une bonne campagne de désinformation a fait tourner le vent. Chacun avait son rôle à jouer. Le secrétaire à l'Intérieur réchauffait le thermomètre placé dans ses bureaux et illustrant le danger terroriste auquel faisaient face les États-Unis. Pendant ce temps, au Pentagone et à la Maison Blanche, des « gorges profondes » discutaient de terribles menaces en provenance d'Irak avec quelques journalistes déjà acquis à la cause. Toutes les chaînes d'information continue réagissaient alors de la même manière.

Aux heures de grande écoute, le désormais fameux *Breaking News* interrompait l'émission en cours afin d'annoncer une primeur: Saddam cherchait à acheter de l'uranium au Niger (faux), Saddam avait acquis des tubes d'acier pouvant servir à fabriquer une arme nucléaire (faux), Saddam avait des armes de destruction massive (faux) et Saddam allait les refiler aux terroristes (faux). Les *Breaking News* apparaissaient à l'écran comme autant de grains de maïs éclatent dans une machine à pop-corn, et l'appui à la guerre ne cessait d'augmenter. En fin de journée, les reporters couraient à la Maison-Blanche quérir la réaction présidentielle déjà toute prête: « Je suis troublé par ces nouvelles révélations » disait Bush, sans rire.

Aujourd'hui, le scénario de 2002-2003 se répète. L'Iran et, dans une moindre mesure, la Syrie sont dans la ligne de mire.

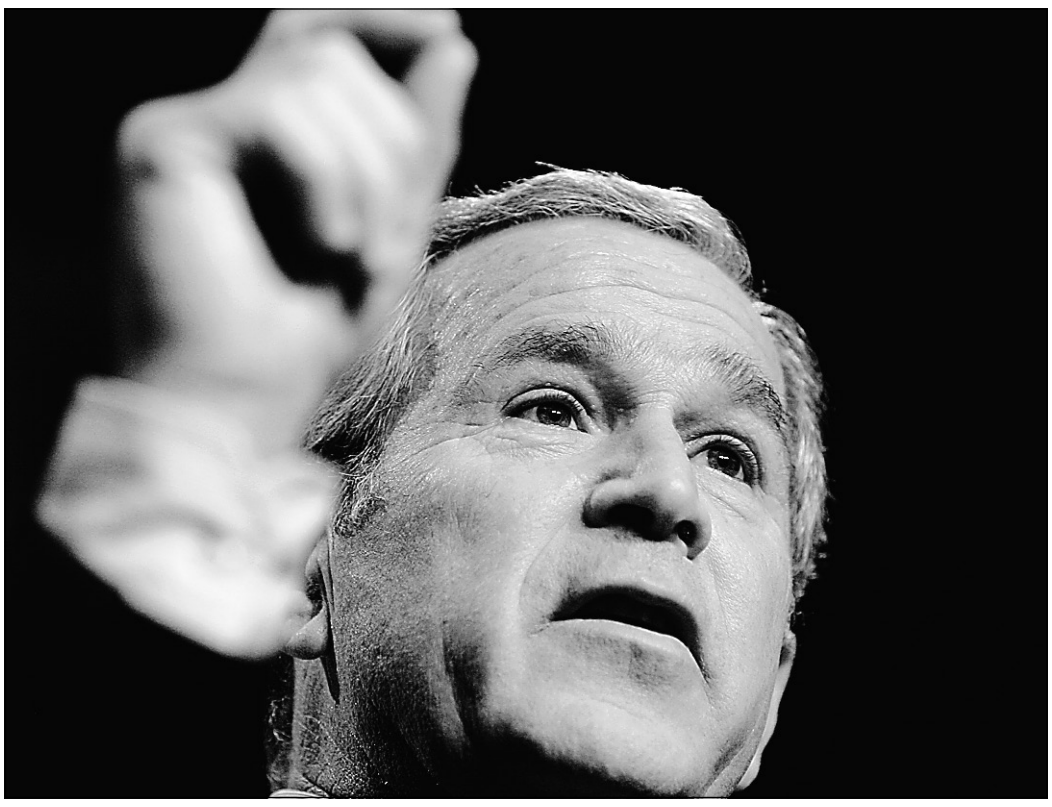


PHOTO GERALD HERBERT, AP

George W. Bush

L'opinion publique américaine ne suit plus le président Bush et les *Breakings News* de propagande risquent de tomber à plat.

Pourquoi? Pour deux raisons. La première est liée aux contingences du moment. Tout va mal au Proche-Orient et il faut bien trouver un grand coupable sur qui frapper afin de détourner l'attention du naufrage de la politique américaine dans cette région. Les Palestiniens se révoltent et les Libanais se tirent dessus? Les Iraniens et les Syriens ne sont pas loin... L'occupation américano-britannique de l'Irak est une catastrophe sanglante? C'est la faute des Iraniens qui s'ingèrent dans les affaires des autres. Tous les grands pays de la région cherchent à acquérir des armes nucléaires? C'est encore la faute des Iraniens qui osent contester ce monopole aux mains des États-Unis et d'Israël.

Les médias américains consacrent maintenant des émissions spéciales aux agissements démoniaques de l'Iran. Mardi soir, CNN s'est fendue d'un *Breaking News* hystérique où des « sources » informaient une journaliste que l'Iran serait, probablement, derrière la mort de cinq soldats américains. Les conditionnels et les adverbes de doute étaient si nombreux dans ce reportage qu'on en vient à remettre en cause l'éthique de certains médias.

Changer les régimes

La deuxième raison est intimement liée à la première et porte sur le long terme. L'administration Bush mise toujours sur le remodelage du Proche-Orient afin d'éviter un autre 11 septembre. La politique de copinage suivie depuis soixante ans avec les régimes dictatoriaux et corrompus du Proche-Orient a été un désastre, répète sur tous les toits la secrétaire d'État, Condoleezza Rice.

Au lendemain des attentats contre New York et Washington « il fallait être audacieux et porter la guerre là où nos ennemis sont », dit-elle. L'Irak est le rat de laboratoire de cette nouvelle politique. Mais devant le désastre sanglant de cette entreprise, on croyait qu'à Washington les têtes froides avaient succédé aux idéologues fêlés. Il n'en est rien. La guerre et le chaos seront portés là où l'« ennemi » est. Après tout, Mme Rice et le vice-président Dick Cheney sont très fiers des résultats en Irak. Alors, 100000 morts de plus ou de moins n'ont guère d'importance au vu de l'objectif final.

Le récent plan annoncé par le président et visant à augmenter le nombre de troupes en Irak et à rejeter tout dialogue avec l'Iran s'inscrit dans cette logique. Et il a des appuis. Il faut voir loin, écrivait cette semaine dans le *Washington Post* le sénateur républicain Richard Lugar. Selon lui, le plan du président « est un des premiers épisodes d'un engagement beaucoup plus vaste au Moyen-Orient, qui a commencé avec l'invasion de l'Irak et qui pourrait durer encore plusieurs années. »

La stratégie de la déstabilisation a ses opposants. Les deux coprésidents du rapport sur l'Irak déposé en novembre, le républicain James Baker et le démocrate Lee Hamilton, ont invité l'administration Bush à ouvrir le dialogue avec la Syrie et l'Iran. La semaine dernière, Robert Malley, ancien conseiller du président Clinton sur le Proche-Orient, a dit aux sénateurs que le plan du président « est fondé sur des objectifs régionaux contradictoires et voués à l'échec: on ne peut à la fois stabiliser l'Irak et déstabiliser l'Iran et la Syrie ». Le résultat, a-t-il dit, sera de plonger la région dans le chaos et les divisions religieuses.

Dans cette partie de cartes sanglante, les jeux ne sont pas faits. L'opinion publique américaine ne suit plus le président et les *Breakings News* de propagande risquent de tomber à plat. Mais le président a juré de ne pas laisser les Iraniens avoir la bombe avant la fin de son mandat. Les paris sont ouverts.

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au GERSI et au CERIUM de l'Université de Montréal.
j.coulon@cerium.ca

Foutus emballages !

Dans *La Presse* de samedi dernier, nous vous demandions de nous donner des exemples de suremballage qui vous excèdent. Voici quelques-uns des courriels reçus.

Ah, enfin, pouvoir critiquer le suremballage avec une possibilité de voir les choses s'améliorer! À Noël, les enfants sont excités de découvrir leur nouveau jouet. Vite maman, on l'ouvre! Maman fait aussi vite qu'elle peut, mais elle découvre bien vite qu'une fois le plastique transparent enlevé, il reste à ouvrir la boîte, couverte de ruban gommé. Et une fois la boîte ouverte, il y a ce plastique moulé épais qui nécessite une bonne paire de ciseaux, puis les multiples attaches métalliques, agrafes, papiers collants qui retiennent toutes les pièces dans le fond de la boîte. Dix bonnes minutes plus tard, quand le jouet est enfin libéré, bébé est en crise, il n'a plus d'intérêt et c'est au tour de fiston d'éprouver de la difficulté avec son cadeau. Bref, c'est insensé comme emballage et, en plus d'être un gaspillage éhonté, c'est une frustration à déballer!

Isabelle Létourneau

Troublante équation

Quand la quantité d'énergie nécessaire à produire, transporter et décomposer l'emballage d'un aliment est supérieure à son apport énergétique nutritionnel, on se dirige vers un déficit au niveau global.

Christian Pepin

Une chaîne de sensibilisation

Le suremballage est dû à un processus qui s'est compliqué au fil du temps et il faudra sans doute beaucoup de temps et d'effort pour le renverser. Le problème réside également au niveau du transport, les entreprises de transport exigeant que la marchandise soit emballée le plus efficacement possible pour, d'une part, tirer le meilleur parti du conteneur de transport, question de profit et, d'autre part, éviter les avaries à tout prix. C'est donc toute la chaîne de distribution qui doit participer à la solution et non seulement le marchand et le fabricant.

Philippe Veilleux

Marketing

Les entreprises utilisent un emballage volumineux dans le seul but d'attirer le regard du consommateur. La protection du produit est importante, mais ce n'est pas la raison principale. L'emballage est un outil de marketing. Plus c'est gros, plus on risque de le voir. Élémentaire n'est ce pas.

Jean Louis Lanthier

Une loi s'impose

Les belles idées du « Un geste à la fois » ont des limites. Dire à son épicier de moins emballer, ça fonctionne à l'épicerie du coin, mais pas chez les « godzillas » de la denrée qui poussent partout. Il est grand temps que des lois contraignantes soient votées . Que les pollueurs paient et ça presse! Que nos élus cessent de pelleter leurs responsabilités dans la cour du consommateur en martelant qu'avec « un geste à la fois » on peut changer le monde. C'est avec des lois qu'on change les choses. Une preuve: on interdit la cigarette dans les lieux publics et en quelques mois, on compte quatre pour cent de moins



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

de fumeurs au Québec. C'est énorme! Il s'agit d'un résultat qu'aucune campagne de sensibilisation n'a jamais atteint. Il est grand temps que nos valeureux élus aient le même comportement pour les questions environnementales.

Steve Proulx

Recyclable?

Le styromousse n'est pas admis dans les collectes sélectives dans ma ville, et c'est sûrement le cas dans la majorité des villes. Il y a un gros logo « recyclable » sur ces emballages, mais ma ville ne l'accepte pas. J'en jette donc entre deux à cinq livres chaque semaine. Les emballages sont souvent conçus pour qu'on ne puisse pas les ouvrir en magasin (une carte de mémoire de « 1x1 » loge souvent dans un emballage rigide de « 8X10 »). J'ai même dû me procurer des ciseaux à tôle pour ouvrir mes contenants sans me blesser. Or, on propose de déballer ces articles au magasin pour sensibiliser les commerçants. Je ne crois pas que cela puisse aider, car ça ne causera que des inconvénients au commerçant, le problème étant du côté de la fabrication et de la distribution, plusieurs niveaux avant la vente au détail.

Luc Gagnon

Droit au but

Je travaille dans un commerce depuis près de 14 ans et je peux vous assurer que vous avez, en tant que consommateur, autant sinon plus de pouvoir que le commerçant envers les fournisseurs. Vous aussi, pouvez intervenir auprès d'eux. Vous avez le droit de contacter une compagnie, un transporteur, un distributeur, et vous avez beaucoup plus de poids, croyez-moi! Nous ne sommes qu'un des nombreux véhicules à faire transiter la marchandise vers vous.

Yves Gagnon

Un enfer

Je bosse dans un centre de distribution de produits de bureau. Les emballages sont l'enfer de tous les employés affectés à la pige des commandes. Les petits correcteurs de texte sont en boîte de six. Il faut déballer des centaines de petites boîtes pour répondre à la demande. À quand les boîtes en paquet de cent? Des dévidoirs sont emballés en boîte de quatre, tellement serrés dans la boîte qu'il faut la découper pour en extraire le produit. Le problème? Les dévidoirs sont eux-mêmes emballés dans un tissus-mousse protecteur complètement inutile. L'industrie ne se préoccupe pas de ce problème.

Jean-François Chicoine

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le militant déloyal



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

« Le PLQ éclipse le PQ. » Cette manchette de *La Presse*, relatant les résultats d'un sondage CROP, date de... novembre 2001. Huit mois après que Bernard Landry soit devenu chef du Parti québécois et premier ministre. À la lumière des graves difficultés qu'a connues M. Landry au cours de ses quatre années à la direction de cette indomptable formation politique, on ne peut qu'être consterné par la déloyauté dont il a fait preuve toute la journée de mardi, en lançant une pluie de flèches empoisonnées en direction de son successeur, André Boisclair.

M. Boisclair a certes déçu depuis qu'il a pris les rênes du PQ. Peut-être n'a-t-il pas ce qu'il faut pour diriger un parti ou le Québec. Il est toutefois bien tôt pour tirer une telle conclusion, sur la base de quelques erreurs et de sondages qui, somme toute, d'un point de vue péquiste, sont loin d'être catastrophiques (seulement trois points de retard sur le PLQ).

Il y a quelque chose d'indécent à ce qu'aujourd'hui, Bernard Landry se pose en sauveur.

Il n'est pas rare qu'un nouveau chef vive un apprentissage difficile. Bernard Landry devrait le savoir plus que tout autre. Quand celui-ci soutenait hier que « le PQ était à 47 % lorsque j'ai quitté », l'ancien premier ministre fait preuve d'une mémoire extraordinairement sélective. En mai 2002, quatorze mois après avoir été choisi comme chef – c'est-à-dire à la même étape que celle où se trouve André Boisclair aujourd'hui – le Parti québécois n'avait plus que 26 % des intentions de vote: controverse sur le lobbying, démission de Guy Chevrette, forteresses péquistes perdues lors d'élections partielles, les choses allaient bien plus mal pour le PQ à l'époque que maintenant.

Aux élections de 2003, le Parti québécois a obtenu son pire score depuis 1973, avec 33 % des suffrages. Il est vrai que, grâce aux premiers mois lamentables du gouvernement Charest, le parti a repris du poil de la bête. Mais en décembre 2004, un sondage révélait que 57 % des Québécois, dont la moitié des électeurs péquistes, souhaitaient le départ de Bernard Landry. Et lorsque ce dernier, blessé dans son orgueil, a décidé de démissionner en juin 2005, rares sont les péquistes qui se sont précipités pour le retenir; on s'est tout de suite lancé dans la course à la succession. Alors il y a quelque chose d'indécent à ce qu'aujourd'hui cet homme se pose en sauveur. D'autant que ce faisant, il n'a fait qu'aggraver les difficultés de celui qui l'a remplacé et qui, lui, a été élu par les membres du parti.

Il y a deux semaines, nous déplorions que le gouvernement Charest n'ait pas cru bon souligner, lors de l'inauguration des travaux de dérivation de la rivière Rupert, la contribution clé de la paix des Braves signée par M. Landry. La paix des Braves, c'était Bernard Landry à son mieux: visionnaire, volontaire. Ce que nous avons vu mardi, c'est le côté sombre de M. Landry: suffisant, rancunier. L'envers exact du « militant exemplaire » qu'il se targue d'être. Un bien triste épilogue à une brillante carrière politique.

Plusieurs reprochent à André Boisclair son manque de jugement. Son prédécesseur a montré cette semaine qu'aussi intelligent et expérimenté soit-il, il n'en a pas davantage.

Faire passer la pilule



akrol@lapresse.ca

Le Québec se flatte souvent, statistiques à l'appui, d'être différent du reste du continent. Mais personne ne se vante de notre taux d'avortement, le plus élevé au Canada après celui des Territoires du Nord-Ouest. Sur 1000 femmes en âge de procréer, 19 Québécoises ont subi une interruptions volontaires de grossesse (IVG) en 2003, quatre de plus qu'ailleurs au pays. Pourtant, 10 ans plus tôt, les deux moyennes étaient comparables. Celles du Canada a légèrement diminué alors que la nôtre n'a cessé d'augmenter.

Peut-on renverser la tendance en facilitant l'accès aux contraceptifs hormonaux, comme la pilule contraceptive? C'est le pari qu'ont fait divers ordres professionnels en permettant aux femmes en bonne santé de s'adresser directement à des infirmières, qui pourront signer des prescriptions de courte durée assorties d'un rendez-vous de suivi avec un médecin.

La mesure vise surtout les adolescentes, plus portées à se confier à l'infirmière de l'école qu'à prendre rendez-vous en clinique. Dans la région de Rimouski, où l'on utilise une stratégie similaire depuis plusieurs années, le taux de grossesses non désirées est presque trois fois moins important que dans le reste de la province. Ce système pourrait aussi faciliter la vie des femmes qui n'ont pas de médecin de famille.

Une partie de celles qui mettent fin à leur grossesse auraient préféré, si elles avaient été dans de meilleures conditions, la mener à terme. Notre société menacée par la dénatalité devra un jour se demander s'il n'y a pas moyen de les aider autrement qu'en leur offrant un avortement.

Dans l'immédiat, cependant, il faut trouver des façons de réduire le nombre de grossesses non planifiées. Le faible taux d'IVG des Pays-Bas (6 femmes sur 1000) donne à réfléchir. Outre l'accès à la contraception, c'est le programme d'éducation sexuelle dès le primaire de ce pays qui est le plus souvent cité en exemple. Un contraste frappant avec le Québec, où les cours de formation personnelle et sociale, qui couvraient le sujet au secondaire, disparaissent avec la réforme. Certains établissements prendront le relais, mais il faut s'attendre à des disparités inquiétantes. Ce n'est pas seulement la prévention des grossesses qui va écoper, mais aussi celles des infections transmissibles sexuellement.

////////////////////////

Il ne faut cependant pas oublier que ce sont les femmes dans la vingtaine, et non les adolescentes, qui se font le plus avorter. Peut-être y a-t-il là aussi un manque, non pas d'éducation, mais d'information, aussi bien sur les nouveaux moyens contraceptifs que sur les effets secondaires, qui semblent moins bien acceptés que ceux des autres médicaments.

Il faudrait aussi s'intéresser au cas de Montréal, qui détient le triste record provincial d'IVG pour tous les groupes d'âges. On sait déjà que les adolescentes qui y ont le plus recours habitent dans les secteurs les plus défavorisés. Les spécialistes sur le terrain ont aussi l'impression que les femmes de certaines communautés culturelles sont plus touchées que d'autres. Malheureusement, l'origine des patientes ne fait actuellement pas partie des données compilées. Pour faire de la prévention mieux ciblée, donc plus efficace, il serait sans doute utile d'en savoir davantage.



sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES /// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Où est la discrimination?

Le fait que Noël soit un congé payé et pas le Yom Kippour est loin d'être de la discrimination. Je suis athée et je n'ai aucune préférence entre le judaïsme et le catholicisme. Mais le Québec est historiquement chrétien et les congés payés qui en résultent sont les mêmes pour tout le monde. Si j'allais vivre en Inde, je trouverais parfaitement normal de devoir pratiquer ma religion chez moi et non publiquement, comme j'aurais pu le faire dans mon pays. Et je trouverais parfaitement normal d'avoir mes congés payés lors des fêtes hindoues. Je ne vois pas où est la discrimination là-dedans.

Charles Dauphinais

Dans les deux sens

Je suis un employeur et je n'ai rien contre le fait d'offrir un congé payé pour une fête religieuse à un juif ou à un Musulman. Je paye déjà des congés pour Noël et Pâques. Toutefois, mes employés catholiques travaillent à l'Hanoukka, et les juifs et les musulmans doivent travailler le 25 décembre, même s'ils sont seuls dans le bureau. Cela doit fonctionner dans les deux sens.

Patrick Bastien

Question d'équité

Si nous voulons vraiment aspirer à devenir une société laïque, nous pourrions le démontrer en étant flexible pour les congés religieux. Par exemple, offrir aux employés la possibilité de remplacer les congés de Noël et de Pâques, qui sont des fêtes chrétiennes, par des congés soulignant d'autres fêtes religieuses. L'important à mon avis, c'est d'être équitable envers tous, la prédominance de la religion catholique dans notre société étant dépassée. C'est sûr que c'est plus difficile à gérer pour un petit employeur, mais il est possible d'organiser des horaires de travail flexibles.

Josette Picard

Congé le dimanche?

Je suis de religion catholique et je dois travailler le Vendredi saint. Pourquoi? J'aimerais bien participer à la marche du Pardon, mais pas à mes frais. De plus, mon patron devrait me payer le Vendredi saint et le lundi de Pâques! Et tant qu'à y être, ne travaillons plus le dimanche. Notre religion ne dit-elle pas que le septième jour, il faut se reposer. Il me semble y avoir deux poids, deux mesures?

Pascale C. Lacombe

Risqué

La religion est la principale cause des conflits meurtriers sur la planète. En essayant de tout mélanger, d'« accommoder » tout le monde, la recette risque de devenir « explosive ». C'est de la chimie sociale à haut risque!

Pierre Vaillant

Accommodement discriminatoire

Le taux de croyants pratiquant est de -5 % au Québec. Noël et Pâques ne sont donc plus des congés religieux mais bien des traditions. Si un catholique veut un congé le mercredi des Cendres, il se le fera refuser. Il y a donc discrimination selon la religion en donnant des congés de plus aux religions autres que catholique.

J. F. Parent

Une malpropreté réelle

Je pense que la constatation du PDG de Tourisme Montréal, Charles Lapointe, touchant la malpropreté de la ville était courageuse et nécessaire.
À ce sujet, la réaction du maire Tremblay relève d'un manque sérieux du sens des responsabilités. Ce n'est pas en niant la triste réalité que dans la majorité des arrondissements la saleté et la négligence sautent aux yeux que cette situation pourra sérieusement s'améliorer. Ce n'est pas en proclamant que des millions ont été affectés à cet effet par l'équipe Tremblay que le dossier est clos. Il y a un manque évident de sérieux et d'efficacité de la part des élus dans ce dossier. Par ailleurs, chacun d'entre nous qui habitons cette ville qu'on dit aimer devons nous demander quels sont les efforts que nous consentons chaque jour à l'améliorer. Tous les citoyens ont un sérieux examen de conscience à faire pour qu'elle ait un visage agréable et un environnement acceptable.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Jacques Léger
Montréal

Les citoyens doivent s'investir

Tous les matins, j'emprunte la ligne bleue du métro par la station St-Michel pour me rendre au travail. Des journaux gratuits jonchent l'entrée de la station ainsi que les wagons du métro, et ce, malgré un nombre suffisant de poubelles et de boîtes de récupération installées dans toutes les stations. Ce matin, la saleté était particulièrement désolante. Une dame est entrée dans le wagon où je me trouvais et a ramassé les journaux qui traînaient, en demandant la collaboration des passagers qui l'observaient d'un air non pas reconnaissant, mais méprisant et irrité. Le civisme dans la rue ou dans le métro? Ça demande bien trop d'effort! Charles Lapointe, le PDG de Tourisme Montréal, a raison – oui, les administrations doivent en faire plus pour nettoyer et embellir la ville mais aucune mesure ne peut fonctionner sans la collaboration des Montréalais. Montréal sera belle et propre le jour où ses citoyens la voudront ainsi.

Nathalie Jourdain

FORUM

Boisclair, un nouveau Blair ?

Le « New Labour » au pouvoir en Grande-Bretagne ne doit surtout pas devenir un modèle pour le Parti québécois

MARC LAVIOLETTE
ET PIERRE DUBUC
Les auteurs sont respectivement président et secrétaire de Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre), un club politique du Parti québécois.

Selon le journaliste Christian Rioux, le chef du Parti québécois, André Boisclair, n'a pas caché, lors de son récent voyage en France, « son admiration pour le type de social-démocratie mis en avant par le premier ministre britannique Tony Blair » et a déclaré vouloir proposer aux membres de son parti une « nouvelle social-démocratie » inspirée du « New Labour » britannique (*Le Devoir*, 27 janvier 2007).

Il est de bon ton dans certains milieux de vanter la soi-disant réussite économique du Royaume-Uni, son contrôle de la dette publique, son faible taux de chômage. Mais, avant d'ériger en modèle l'exemple néo-travailliste, il vaut mieux y regarder d'un peu plus près. Deux livres publiés récemment, *Thatcher And Sons* (Penguin), de Simon Jenkins, et *Le royaume enchanté de Tony Blair* (Fayard), de Philippe Auclair, tracent un bilan des dix années de gouvernement Blair. En voici les faits saillants. (…)

Un endettement astronomique

Alors qu'entre 1997 et 2002, tous les autres grands pays de l'Union européenne réduisaient leurs prélèvements fiscaux, la Grande-Bretagne les augmentait de 1,6 %. Cela ne l'empêchait pas de briser la « règle d'or » du traité de Maastricht, selon laquelle le déficit budgétaire d'un pays ne doit pas excéder 3 % du PIB. Il atteint aujourd'hui 3,3 %, alors qu'il n'était que de 1,53 % en 2002. La participation de la Grande-Bretagne à la guerre en Irak et en Afghanistan n'y est pas étrangère.

Avec une dette « officielle » de 644 milliards d'euros, le ministre des Finances, Gordon Brown, affirme qu'il contient l'endettement de l'État sous la barre des 40 % du PIB. Mais ces chiffres sont contestés. Ils ne tiennent pas compte de la somme astronomique de 1000 milliards d'euros que le gouvernement doit assumer pour le paiement des retraites. Ni des 145 milliards de dettes qu'on a fait disparaître par un tour de passe-passe comptable dans les fameux partenariats publics-privés, ni le passif de 30 milliards du Network Rail, la firme dite d'intérêt public qui gère le réseau des chemins de fer. La dette totale s'élèverait donc à 1819 milliards d'euros, soit 652 milliards de plus que la dette jugée « catastrophique » de la France !

Lucien Bouchard et les Lucides ont pointé du doigt la faible productivité des travailleurs québécois. La solution ne réside manifestement pas dans le modèle blairiste. La productivité des travailleurs anglais est de 10 % inférieure à celle de leurs collègues allemands et français. (…)

Une nouvelle catégorie sociale : les « fat cats »

Fracture sociale

Depuis l'arrivée au pouvoir du « New Labour », la fracture sociale s'est aggravée. Entre 1993 et 2003, les revenus ont augmenté de 45 % en moyenne, mais de 288 % pour les plus hauts revenus, ceux que les Britanniques appellent les « fat cats ». De 1986 à 2002, les 1 % les plus riches de la population ont vu leur part de la richesse nationale passer de 25 à 35 %, alors que celle de la moitié la plus pauvre n'était que de 6 %. Selon l'indice de pauvreté en vigueur en Europe, il y a 13 millions de pauvres en Grande-Bretagne, soit près du quart de la population. Un enfant sur trois et un retraité sur cinq vivent sous le seuil de la pauvreté. Il faut remonter à 1935 pour voir un gouvernement britannique construire moins de logements sociaux que le « New Labour ».

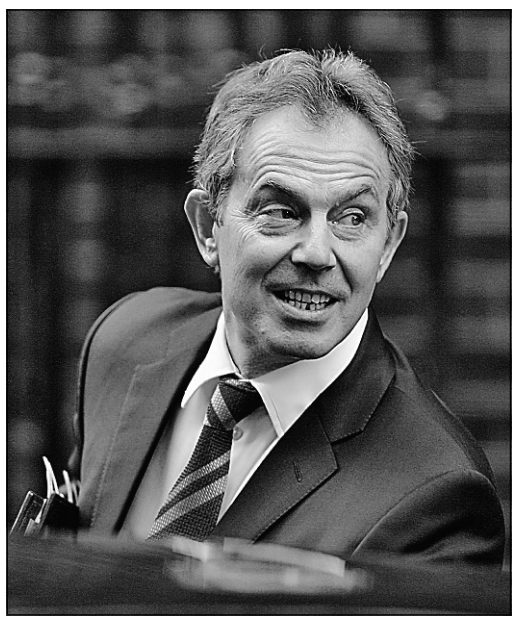


PHOTO STEPHEN HIRD, REUTER
Le premier ministre britannique, Tony Blair.

L'endettement personnel des Britanniques est plus du double de ce qu'il était lorsque le « New Labour » a pris le pouvoir. Il faudrait que les 60 millions de Britanniques versent l'intégralité de leurs revenus pendant un an et demi pour éponger leur dette personnelle. On estime que tout étudiant parvenu au terme du bac aura accumulé 30 000 euros de dettes.

Le salaire minimum est un des moins généreux de toute l'Europe. Cela n'est pas étranger au fait que le taux de syndicalisation soit passé de 32,7 % à 29 % entre 1995 et 2004.

Le « New Labour » a réduit le poids de l'impôt sur le revenu et augmenté les taxes indirectes qui frappent indistinctement riches et pauvres. Il s'oppose farouchement à toute idée de redistribution de la richesse pour ne pas « pénaliser » la réussite.

Faut-il se surprendre que la population carcérale soit passée de 61 114 à 77 388 prisonniers entre 1997 et 2005, soit le nombre record de prisonniers par habitant en Europe ? (…)

Du « nouveau PQ » au « New Labour » ?

Après 11 années de contre-révolution conservatrice avec Margaret Thatcher, marquées d'affrontements violents avec le mouvement syndical, par le démantèlement de l'État-providence et des politiques favorisant l'enrichissement d'une minorité, les Britanniques avaient mis beaucoup d'espoir dans l'élection du Parti travailliste de Tony Blair.

Mais une fois au pouvoir, Blair a révisé le programme de son parti pour se démarquer de la social-démocratie, a rompu avec sa base syndicale et a proposé une « nouvelle social-démocratie » (« New Labour ») qui n'était que la continuation sous une autre forme des politiques thatchériennes. Tony Blair et son successeur présumé Gordon Brown sont bel et bien les fils spirituels de Margaret Thatcher comme l'affirme Simon Jenkins dans *Thatcher And Sons*.

En transformant le « Labour Party » en « New Labour », Tony Blair privait les Britanniques de leur parti progressiste et les laissait sans alternative face à la droite conservatrice. Ils en payent aujourd'hui le prix.

En transformant le « Labour Party » en « New Labour », Tony Blair a privé les Britanniques de leur parti progressiste et les a laissé sans alternative face à la droite conservatrice. Ils en payent aujourd'hui le prix. Est-ce la voie que nous voulons suivre au Québec ? comme semblent nous y inviter André Boisclair et Alain Dubuc, le journaliste de *La Presse*, dans sa chronique du 31 janvier 2007. C'est une leçon à méditer si nous ne voulons pas lire un jour Charest et fils.

Bernard Landry dépasse les bornes

On peut comprendre que le leadership d'André Boisclair soit cause de mécontentement dans les milieux péquistes, mais l'attitude de Bernard Landry, entre autres, dépasse les bornes. La seule campagne électorale que M. Landry ait entreprise à titre de chef, il a réussi à la perdre alors qu'il était parti gagnant. Si cela ne suffit pas pour l'inciter à respecter un vrai devoir de réserve, peut-être que la liste de ses propres bourdes politiques et administratives y parviendrait. Il semble cependant qu'il ne se souvienne que d'une seule qui serait, selon lui, d'avoir démissionné trop vite. Quant à moi, il aurait dû partir bien plus tôt.

Sylvain Meunier
Longueuil

Manque de classe

M. Landry qui multiplie les apparitions alors que les sondages malmènent Boisclair. Aux dernières élections, qui s'est fait planter? Landry ou Boisclair ? Faut vraiment mais vraiment manquer de classe.

Daniel Fortin
Île-des-sœurs

Le Grand Condé

Revêtu du costume du Grand Condé, Victor-Lévy Beaulieu lance sa mazarinade contre le prétendant au trône en attente de sa maturité. C'est la Fronde populaire, celle de la première phase. Or, avec les déclarations récentes des courtisans, dont celle de Bernard Landry et de d'Yves. Michaud, la Fronde entre dans sa deuxième phase, celle des princes. André Boisclair pourrait se consoler en se rappelant l'Histoire de France qui enseigne que cette Fronde a totalement échouée. Et ce, à la faveur de l'aspirant. Louis XIV.

Claude Poulin
Sillery

L'empereur de l'hyperbole

Bernard Landry est de retour dans l'arène politique; mais, au fait, l'a-t-il jamais quittée ? Oh, bien sûr, il s'en est quelque peu éloigné depuis qu'il a « déchiré sa chemise » lors d'un précédent congrès tenu en juin 2005. Depuis cette démission qu'il nous faut mettre, du reste, sur le compte d'un de ses accès de colère si inhérents à son idiosyncrasie, je suis intimement convaincu que le ci-devant premier ministre ne rêve que d'une seule chose : le redevenir ! À bientôt 70 ans, il se voit non pas en « Elder Statesman », mais bien en sauveur du Parti québécois et, conséquemment, de la nation ! Il y aurait là de quoi plaisanter, voire ironiser si toute cette démarche ne procédait pas d'un apriorisme propre à un système de pensée qui, loin de faire avancer notre société, ralentit son évolution démocratique depuis plus d'un siècle : à savoir le messianisme !

Jean Lacasse
Montréal

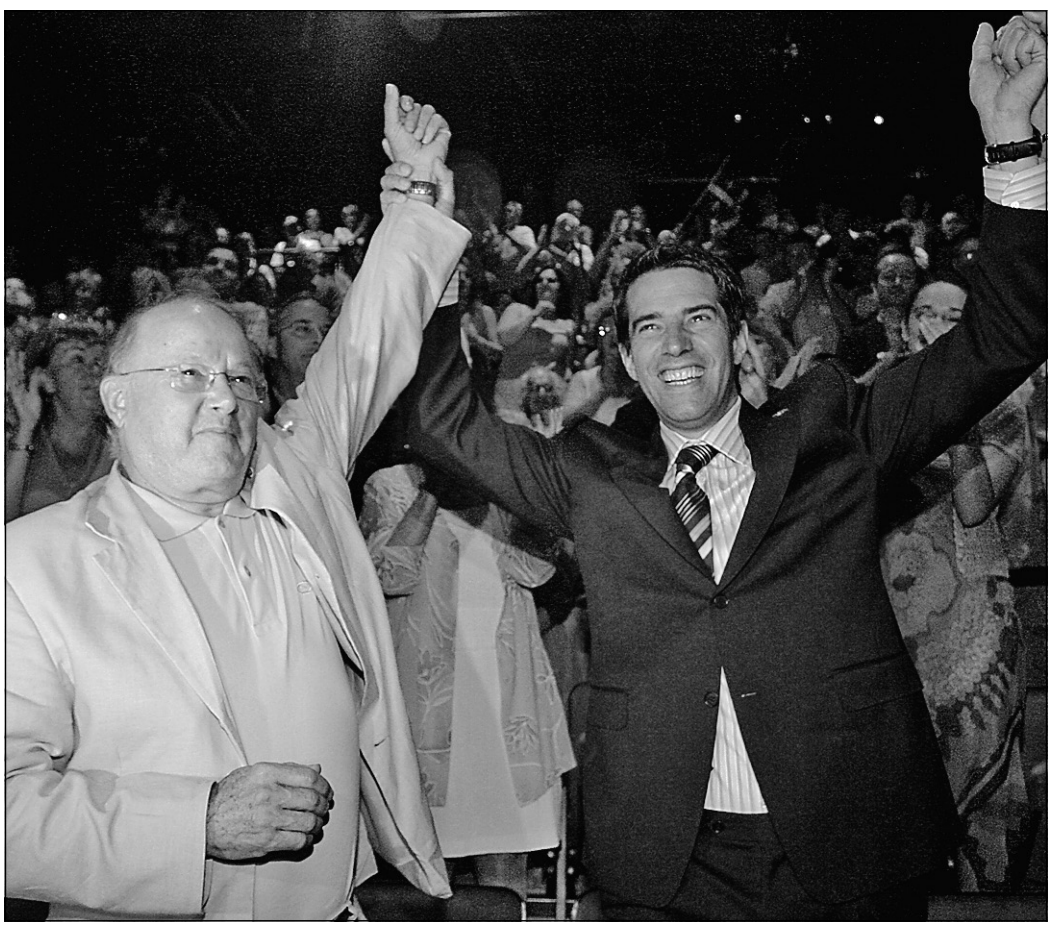


PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE200894
Bernard Landry (à gauche) et André Boisclair lèvent les bras en signe de victoire après que ce dernier eut remporté l'investiture du Parti québécois. Depuis, les relations entre les deux hommes se sont manifestement détériorées.

Québec solidaire est notre bouée

Fonctionnaires, syndiqués, gens de gauche, je fais appel à vous. Aux prochaines élections, ne donnons pas notre vote au PQ comme nous avons l'habitude de le faire. Québec solidaire est notre bouée! C'est le parti qui retirera la loi 142, qui saura négocier honnêtement avec les syndicats et qui nous débarrassera de ces mesures néolibérales qui recouvrent le Québec depuis des années. Soyons sérieux : imaginez-vous André Boisclair diriger notre province, voire notre pays ? De plus, je dis à ceux qui en veulent à Jean Charest pour la façon dont il a traité les syndicats, méfiez-vous car André Boisclair ne fera pas mieux.

Yves Marcoux
Montréal

Deux anciens premiers ministres…

Bernard Landry est de toutes les tribunes pour réprimander André Boisclair tout en laissant savoir qu'il est prêt à reprendre du service. Le tout est odieux. Quel devoir de réserve ! Quelle grandeur d'âme ! Quant à Lucien Bouchard, comment un ancien premier ministre a-t-il pu accepter d'être le porte-parole d'une entreprise de l'industrie porcine ? L'homme avait tout à fait le droit de revenir au secteur privé, mais il demeure un ancien premier ministre, et un certain devoir de réserve exigerait qu'il ne soit pas vu et interviewé à la télévision comme négociateur d'Olymel ou de toute autre entreprise. Je trouve cela triste et je ne verrais pas un ancien président des États-Unis ou un ancien premier ministre du Canada agir ainsi. Ce comportement des Landry et Bouchard n'est pas digne de leur ancienne fonction.

Michel Lebel
Entrelacs

Et Pauline Marois ?

Je ne peux que voir, dans cette « sortie » de M. Michaud, une tentative de reprendre le contrôle du PQ par la « vieille garde ». Une qui doit se bidonner et se rouler par terre de rire, c'est Pauline Marois. Car, de toute façon, à force de se mettre à dos autant de factions du parti et de militants, sur qui M. Boisclair s'appuira-t-il aux prochaines élections ? Il tombera comme un fruit mûr sans l'aide de personne, sauf lui-même.

Guy Bureau

Un appui au chef

Tiens bon André ! On sait que le Canada craint plus que tout un autre référendum car il sait que nous l'emporterons comme nous l'aurions fait en 1995 si le Canada avait respecté le principe d'un État de droit et du droit du Québec de déterminer son avenir. Dans le porte à porte que je fais depuis bientôt trois mois dans le Sud-Ouest de Montréal, je n'ai entendu aucune – et je le répète – aucune plainte à ton égard. Garde ton sang-froid et nous gagnerons.

Robin Philpot
Candidat du Parti québécois dans Saint-Henri/Sainte-Anne, Auteur du livre *Le référendum volé*

Un autre leurre

Amener M. Duceppe sur la scène provinciale ? Un autre leurre. Duceppe et Boisclair, c'est du pareil au même. Le vide sous scellé. Si MM. Lévesque, Parizeau et Landry ont échoué, le prochain chef devra incarner au moins le charisme intellectuel de ces trois-là et ceux qui l'ont ne viendront pas le décatir en politique.

Yves Deslauriers

JUSTIN TIMBERLAKE

La présentation parfaite du dandy du hip-hop

ISABELLE MASSÉ
CRITIQUE

Travailler le jour de son anniversaire a ses avantages ! Comme savourer de très longues minutes d'applaudissements après une entrée remarquée sur scène. « C'est le plus bel accueil que je n'ai jamais eu », a dit Justin Timberlake après avoir envoyé coup sur coup à des fans déjà comblés les chansons *Like I Love You* et *My Love*.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Vêtu d'un complet blanc et en baskets, Justin Timberlake a épaté la galerie au Centre Bell hier soir.

Le spectacle qui a débuté, comme il se devait, avec la suintante *FutureSex/LoveSound* s'annonçait merveilleusement bien. Aucune des 19 635 personnes réunies au Centre Bell hier soir, n'osera dire qu'il a manqué une seconde du spectacle (à moins d'être tombé dans les pommes comme à l'époque où Timberlake se trémoussait au sein du boysband *NSYNC !). La scène de la tournée 2007 *FutureSex/LoveShow* est, à notre connaissance, une des plus grosses jamais montées dans un aréna. Centrale, circulaire et ceinturée par quatre bars (où on a servi des consommations à des spectateurs chanceux), elle rappelle celle du spectacle musical *Délirium* du Cirque du Soleil. Impossible d'ailleurs pour la troupe de Timberlake de cacher son inspiration avec les toiles circulaires sur lesquelles de sublimes images ont été projetées pendant toute la durée du spectacle.

On ose, après coup, à peine se plaindre du coût élevé des billets (de 125 $ à 501 $) ! D'abord parce le spectacle présenté, hier soir, est rodé au quart de tour, que la mise en scène était éclatante, que l'ex-petit ami de Cameron Diaz chante, mais surtout danse merveilleusement bien. Et puis encore ? Justin Timberlake a proposé exactement ce à quoi on s'attendait : une belle occasion de danser sur les tubes de ses deux albums solo offerts à deux poils près comme ils ont été enregistrés.

Les spectateurs ne se sont pas fait prier pour danser et s'abreuver des moindres gestes techniquement irréprochables de Timberlake. Le chanteur a de la classe, sait comment amadouer une foule, même si rien n'est laissé au hasard dans le spectacle. Est-ce la raison pour laquelle il n'a pas semblé entendre les centaines de fans qui lui ont chanté « Joyeux anniversaire », en vain ?

Entouré d'une dizaine de danseurs, de sept musiciens et quatre choristes, Timberlake, vêtu d'un complet blanc et en baskets, a épaté la galerie. Les *Senorita*, *Sexy Ladies*, *Damn Girl*, *Cry Me A River* ont été interprétés comme il se doit.

L'ambiance s'est à peine refroidie lorsque son complice Timbaland a fait son tour sur scène pendant une intermission dont on se serait passé.

Les scènes circulaires sont toujours spectaculaires. Elles permettent de plaire au plus de spectateurs possibles.

Il est toutefois facile de s'y perdre si la mise en scène n'est pas pensée par des pros. La chanteuse Pink, qui a livré une prestation enjouée et colorée (et bourrée de succès), en première partie avait malheureusement, elle, un terrain de jeu trop grand.

Avec sa troupe, Justin Timberlake l'a évidement occupée comme il se doit et s'est payé la totale.

À 26 ans, l'artiste pop est le digne descendant des plus talentueux Jackson sur scène (dans le bon sens du terme). Le spectacle n'a pas la flamboyance du *Confession Tour* de Madonna, mais il a tout pour épater. Son *FutureSex/LoveShow* (du moins, ce que la rédactrice de ces lignes a eu le temps de voir avant l'heure de tombée) est un sans faute livré par un athlète du showbiz.

TIMBERLAKE
Vous avez manqué le spectacle de Justin Timberlake au Centre Bell ? Voyez nos images sur **www.cyberpresse.ca**





PHOTO PAR ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Le chanteur a manifestement de la classe, sait comment amadouer une foule, même si rien n'est laissé au hasard dans le spectacle.



PHOTO PAR ANDRÉ PICHETTE , LA PRESSE ©

Justin Timberlake a évidement occupé la scène comme il se doit et s'est payé la totale.